

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

EL SALVADOR

Des élections qui
ne règlent pas la
crise de la junte



ISRAEL
Begin veut
annexer
la
Cisjordanie

CAMBODGE

Le radicalisme sanglant
des khmers rouges

Sommaire du numéro 122 du 5 avril 1982

3	EDITORIAL	Halte à la politique annexionniste d'Israël dans les territoires occupés	Vincent KERMEL
5	SALVADOR	Election et répression : la stratégie américaine en Amérique centrale	INPRECOR
6	—	A la veille de la mascarade électorale	Lars PALMGREN
8	AMERIQUE CENTRALE	Le Nicaragua, Cuba et la révolution salvadorienne, un entretien avec Jean-Pierre Beauvais	INPRECOR
11	ETATS-UNIS	Les anti-sandinistes s'entraînent militairement aux USA	C. DUPRE
13	—	Le budget de Ronald Reagan : des milliards pour la guerre	Will REISNER
15	CAMBODGE	Le radicalisme sanglant du régime khmer rouge	Pierre ROUSSET
22	POLOGNE	Le programme de la junte militaire : une « entente nationale » sous les baïonnettes	Jacqueline ALLIO
25	BELGIQUE	La lutte des femmes et le mouvement syndical	Ida DEQUEECKER
28	INDE	Le mouvement stalinien indien	C. L.
29	—	La chute de l'« Etoile rouge » du Kerala	Charles LISTER
32	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	COLOMBIE : Mauvais résultats de la gauche aux élections générales. CORQI : Feu le Comité paritaire. ZIMBABWE : Le régime nationaliste contre les grèves. ANTILLES : Le GRS dans la bataille des cantonales. BRÉSIL : <i>Inprecor</i> salue <i>Perspectiva International</i> . LES NOTRES : Sam Gordon (1910-1982). ETAT ESPAGNOL : La justice de la monarchie contre la LKI. BELGIQUE : La résistance ouvrière à l'austérité.		
36	SALVADOR	Pour un Front mondial contre l'intervention impérialiste au Salvador !	

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Halte à la politique annexionniste d'Israël dans les territoires occupés !

LA destitution, le jeudi 18 mars dernier, d'Ibrahim Tawil, le maire d'El Bireh en Cisjordanie — pour son refus de collaborer avec l'administrateur civil israélien installé en novembre 1981 par le gouvernement de Menahem Begin —, a relancé la mobilisation des populations arabes des territoires occupés par Israël, à un niveau jamais atteint depuis fort longtemps. En signe de protestation, la plupart des municipalités de Cisjordanie ont appelé à une grève générale de trois jours qui, après avoir été reconduite, dure, au moment où nous écrivons, depuis plus d'une semaine. Le maire de Gaza s'est aussi associé à ces protestations en appelant à une grève de solidarité dans sa ville. De nombreuses manifestations populaires ont eu lieu en Cisjordanie.

Dans le même temps, les 13 000 Druzes du plateau du Golan poursuivent depuis plus de six semaines leur grève générale pour protester contre l'annexion de ce territoire syrien par Israël.

Le gouvernement israélien, qui a pris l'initiative de cette épreuve de force, a développé une répression très brutale dont le bilan est déjà lourd. Sept jeunes Palestiniens ont été tués lors des affrontements avec les forces répressives. Des colons israéliens extrémistes du Goush Emounim ont même participé à la répression et au maintien de l'ordre. Ainsi, de nombreux témoignages affirment qu'un jeune homme de 17 ans, du village de Bani Naim près d'Hebron, a été tué par balle par des « colons israéliens de Kiryat Arba ». Des dizaines de personnes ont été blessées et de nombreuses autres incarcérées. A El Bireh, l'enterrement d'un jeune Palestinien tué la veille par l'armée a donné lieu, le vendredi 19 mars, à une manifestation populaire — drapeau palestinien en tête — aux cris de « A bas l'autonomie ! Vive l'OLP ! ». Le cortège a été chargé et dispersé par l'armée. Le mouvement de protestation menace maintenant de s'étendre à la population arabe d'Israël.

Le déploiement de force de l'armée israélienne en Cisjordanie (occupation militaire, couvre-feu ...), tout comme sur le Golan, l'interdiction des journaux en langue arabe, l'interdiction de l'accès de certaines villes aux journalistes, la destitution des maires de Naplouse et de Ramallah après celui d'El Bireh et leur remplacement par des officiers israéliens, viennent compléter le triste tableau de la politique de l'« administration civile » en Cisjordanie.

Le gouvernement Begin ne dissimule pas l'enjeu de cette nouvelle offensive. Il s'agit, selon les propos de l'administra-

teur civil de Cisjordanie, Menahem Milson, de « la bataille politique la plus importante depuis la création de l'Etat d'Israël » (le Monde, 26 mars 1982). Les responsables israéliens s'accordent pour expliquer que ce combat a pour objectif d'« extirper l'influence de l'OLP des territoires occupés » et d'y installer un réseau de collaborateurs du gouvernement israélien. Et l'actuelle répression est qualifiée d'« un pas » dans cette voie par Menahem Milson. Mais comme, en s'affrontant aux personnalités arabes élues en 1976 et proches de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Israël s'oppose en fait à la volonté majoritaire du peuple palestinien des territoires occupés, c'est une dynamique d'annexion qui s'enclenche dans ces territoires, que le Conseil des ministres de Menahem Begin désigne déjà sous le nom de Judée et de Samarie.

L'ABOUTISSEMENT D'UN LONG PROCESSUS

Cette volonté de décapiter rapidement les « institutions palestiniennes » des territoires occupés avant d'aborder une quelconque discussion sur un éventuel projet d'« autonomie » prévu comme la seconde phase de l'application des accords de Camp David — après la restitution du Sinaï à l'Egypte qui devrait intervenir le dimanche 25 avril prochain — n'est pas entièrement nouvelle. Elle constitue en fait l'aboutissement d'un long processus.

Le gouvernement de Menahem Begin ne s'est jamais accommodé du résultat des élections de 1976 dans les territoires occupés, qui avaient porté à la tête de nombre de mairies de localités arabes des personnalités proches de l'OLP. Il en fait d'ailleurs régulièrement grief aux travaillistes alors à la tête du gouvernement. Menahem Begin a toujours voulu en découdre avec les personnalités palestiniennes pro-OLP regroupées au sein du Conseil d'orientation nationale. Ainsi, les élections locales de 1980 dans les territoires occupés ont-elles été annulées et l'installation des colonies juives accélérées, tandis que les trois principaux maires de Cisjordanie étaient victimes d'attentats dont les auteurs n'ont jamais été retrouvés.

Avec la réélection de Menahem Begin lors des élections générales de juin 1981, cette orientation s'est accentuée. Le ton du nouveau gouvernement a été donné lorsqu'il a décidé, dix jours seulement après son installation, de lancer une puissante offensive militaire contre le Liban, et une escalade ouverte contre l'Etat syrien.

Soldats israéliens envoyés en renfort sur le plateau du Golan. (DR)



Au fur et à mesure que s'approche l'échéance de la remise du Sinai à l'Égypte, Israël réaffirme ses orientations fondamentales : empêcher tout renforcement du potentiel militaire des États arabes de la région, quitte pour cela à aller jusqu'à une guerre, et maintenir coûte que coûte la souveraineté juive sur les territoires occupés de Cisjordanie, de Gaza et du Golan, le doute continuant à subsister sur la question du Sinai. Cette orientation a été tout particulièrement portée par le ministre de la Défense, Ariel Sharon, ancien responsable de l'installation des colonies israéliennes dans les territoires occupés sous le gouvernement précédent.

Un véritable processus d'annexion rampante s'est donc engagé dans les territoires occupés. Il a connu plusieurs étapes ces derniers mois, se heurtant à chaque fois au refus massif des populations palestiniennes.

En novembre 1981, le ministre de la Défense annonçait la mise en place d'une administration civile en remplacement de l'administration militaire installée dans les territoires occupés depuis 1967. Certaines tâches d'administration locale devaient passer des mains des militaires à celles des fonctionnaires palestiniens, et une « direction » locale collaborationniste devait être constituée. La Ligue des villageois, dirigée par le collaborateur Mustafa Dudin, devait en constituer la colonne vertébrale. Ariel Sharon avait été clair en affirmant à l'époque : « Nous serons bons avec ceux qui collaboreront avec nous et féroces avec ceux qui s'opposeront à nous. Ou bien le calme régnera pour tous, ou bien il n'y aura de calme pour personne. » (Cf. *Inprecor*, numéro 116, du 11 janvier 1982.)

La démonstration de la véritable nature de l'administration civile aux yeux des masses palestiniennes s'est rapidement faite. Et, loin de ramener le calme, les mesures répressives (arrestations de dirigeants arabes connus, fermeture de l'université de Bir Zeit ...) ont alimenté le rejet populaire de l'administration civile et ont amené les maires de Cisjordanie à refuser toute collaboration avec la nouvelle administration de Menahem Milson.

LE PRECEDENT DU GOLAN

Profitant du coup de force des généraux polonais contre Solidarité, la Knesset a voté, le lundi 14 décembre 1981, « l'extension au Golan de la Loi, de la juridiction et de l'administration de l'État hébreu », faisant ainsi un pas décisif vers l'annexion pure et simple du plateau du Golan. Le ministre israélien de l'Intérieur a affirmé avec une bonne dose d'hypocrisie que cette annexion du Golan devait être accueillie par les Palestiniens « non pas comme un avertissement, mais comme une invitation à venir négocier leur avenir avec Israël » (*le Monde*, 17 décembre 1981). Le gouvernement Begin a tout fait au contraire pour vider de tout contenu la possible négociation sur l'autonomie envisagée par les accords de Camp David. Le ministre israélien des Affaires étrangères l'a explicitement reconnu lors d'un de ses déplacements en Égypte quand il a déclaré : « L'autodétermination pour les Palestiniens habitant la Cisjordanie et Gaza devrait être exclue des négociations sur l'autonomie. » (*Le Monde*, 27 février 1982.)

Même si le gouvernement israélien donne apparemment aujourd'hui l'impression de s'être résigné à la restitution du Sinai à l'Égypte, il n'entend nullement modifier sa politique par rapport à la Cisjordanie, à Gaza et au Golan. Ce faisant, il ne peut que convaincre les populations arabes sous sa domination de l'illusion que représente toute perspective « autonomiste » que défendaient les accords de Camp David comme « solution » au problème palestinien.

De plus, en voulant décapiter les « institutions palestiniennes » des territoires occupés, Israël se trouve contraint d'engager une épreuve de force avec les populations arabes de Cisjordanie et de Gaza qui se reconnaissent dans leurs élus et dans l'OLP. Cette nouvelle vague de répression rend de plus en plus étroit l'espace politique qui pourrait permettre l'apparition d'un réseau de collaborateurs arabes. La Ligue des villageois, qui est l'axe de ce projet, semble assez isolée. L'État jordanien vient de menacer de la peine de mort ceux qui y adhèrent. Qu'elle soit financée et armée par Israël ne suffit pas à lui donner une crédibilité alternative à la popularité des maires et des personnalités réprimées pour leur soutien politique à l'OLP.

De plus, les élus non favorables à l'OLP semblent dépassés par la radicalisation de la jeunesse palestinienne de Cisjordanie et de Gaza. Ainsi, le maire « modéré » de Bethléem a-t-il dû dénoncer « l'escalade israélienne qui prépare l'extension de la juridiction d'Israël à la Cisjordanie ». On a même vu, dans cette ville, 32 policiers arabes démissionner pour ne pas participer aux côtés de l'armée israélienne à la répression des manifestations.

LE GOUVERNEMENT BEGIN EN CRISE

La gravité de la situation dans les territoires occupés a aussi eu des répercussions en Israël même dans les rangs de la population juive et jusque dans les rangs de la classe politique de l'État sioniste. Désireux de se démarquer tactiquement du Likoud au pouvoir, le Parti travailliste en a profité pour mettre le gouvernement Begin en difficulté par le vote à la Knesset d'une motion de censure contre sa politique qui, sur la base de considérants de toutes sortes, a obtenu 58 voix pour et 58 contre. Menahem Begin, qui avait annoncé sa démission si un tel résultat devait intervenir, s'est ravisé pour que la chute de son gouvernement n'apparaisse pas comme une « victoire de l'OLP », comme la conséquence — même indirecte — de la mobilisation des masses arabes des territoires occupés. Néanmoins, la crise gouvernementale n'en est pas résolue pour autant, et le ministre des Finances a annoncé que « des élections anticipées sont désormais inévitables ».

Mais Menahem Begin pourrait aussi envisager de se tirer de ce mauvais pas par une nouvelle fuite en avant militaire. Ces derniers jours, des personnalités gouvernementales ont adressé des mises en garde répétées aux Palestiniens du Liban, qui peuvent être autant de prétextes à une nouvelle sanglante aventure militaire au Liban. Le dimanche 21 mars, Ariel Sharon a adressé plusieurs avertissements au nouveau président égyptien Hosni Mubarak. D'après *le Monde* du 24 mars, ils se résument comme suit : « Israël ne restituera pas le Sinai à la date prévue si, d'ici là, les litiges sur le tracé frontalier n'ont pas été résolus ; l'État hébreu envahira la péninsule (le Sinai) dans les vingt-quatre heures en cas de violation des accords de Camp David ; les négociations israélo-égyptiennes sur l'autonomie des territoires occupés auront lieu à Jérusalem ou n'auront pas lieu ; enfin, en cas d'impasse, Israël annexera la Cisjordanie. »

Face à la politique annexionniste poursuivie par le gouvernement Begin et aux dangers de guerre qu'elle comporte, ces mobilisations organisées en Israël même contre la répression, notamment par le Comité contre la fermeture de l'Université de Bir Zeit, sont donc très importantes. Le fait que le « Mouvement pour la paix maintenant » se soit mobilisé contre la politique menée par Menahem Begin et Ariel Sharon dans les territoires occupés, en appelant à une manifestation qui, le samedi 27 mars à Tel Aviv, a réuni plusieurs milliers de personnes, est aussi un fait éminemment positif. Tout comme l'est l'appel à la grève de solidarité lancé à la population arabe d'Israël pour le mardi 30 mars.

Pourtant, le combat des masses arabes de Cisjordanie, de Gaza et de la communauté druze du Golan, risque de se retrouver isolé face à la répression massive et implacable de l'État sioniste. Et ce d'autant plus que les capitales occidentales sont restées très mesurées dans leurs dénonciations de la politique sioniste et que les bourgeoisies arabes de la région adoptent une attitude prudente, de peur des représailles militaires israéliennes et de la contagion possible des mobilisations dans leur propre pays.

Les responsables socialistes du gouvernement français sont aussi d'une extrême discrétion dans leur condamnation de la répression sioniste. Prudence que le président François Mitterrand n'a pas eue lorsqu'il est allé cautionner le gouvernement Begin, quelques semaines seulement avant la nouvelle offensive répressive de ce dernier en Cisjordanie.

Le mouvement ouvrier et anti-impérialiste doit donc impérieusement trouver les moyens d'une solidarité efficace et rapide avec l'héroïque résistance des masses populaires arabes contre l'annexion des territoires occupés par Israël. ■

Vincent KERMEL
27 mars 1982.

Election et répression, la stratégie impérialiste en Amérique centrale

DEPUIS la victoire de la révolution sandiniste au Nicaragua en juillet 1979, l'Amérique centrale est balayée par un tourbillon révolutionnaire. Pour s'y opposer, l'impérialisme américain s'est engagé à fond derrière les dictatures centro-américaines. Mais à la fois pour justifier un tel soutien auprès de l'opinion publique américaine et pour rechercher une stabilisation à plus long terme de la domination capitaliste, les stratèges de Washington tentent d'impulser, dans ces pays, des processus électoraux. Poudre aux yeux pour les institutions internationales et les représentants et sénateurs du Congrès américain, mais aussi tentative d'unir les représentants des classes dominantes centro-américaines derrière la stratégie américaine, tel est l'objectif de la Maison Blanche à travers ces élections. Cela n'empêche nullement les USA d'apporter l'aide financière et militaire nécessaire pour tenter de marginaliser les mouvements révolutionnaires armés — pour ensuite mieux les écraser — et faire ainsi reculer pour des décennies le mouvement populaire anti-dictatorial dans cette région.

Pourtant, coïncée entre la radicalisation des luttes populaires mûries par une situation d'inégalité sociale particulièrement aiguë, et le projet ultra-réactionnaire de dirigeants fascistes appuyés par l'oligarchie locale et disposant d'une influence importante dans les corps répressifs, l'espace politique pour une orientation « réformatrice » est inexistant. L'alignement de la Démocratie chrétienne salvadorienne sur les forces armées en est une preuve.

LES PRÉCÉDENTS DU HONDURAS ET DU GUATEMALA

Ainsi, les élections de novembre 1981 au Honduras, effectuées sous l'œil vigilant de l'armée, ont porté au gouvernement les représentants d'un Parti libéral qui reste sous la haute surveillance des forces répressives. La nomination du colonel Gustavo Alvarez Martinez comme chef de l'armée en a été une confirmation immédiate. Ce dernier ne vient-il pas d'affirmer que les droits de l'homme n'ont pas été créés pour « protéger les guérilleros ni les terroristes » et qu'il ne permettrait pas que l'on « introduise au Honduras le terrorisme, parce que c'est anti-patriotique, inhumain et anti-chrétien » (*Inforpress*, 18 mars 1982). Quelle que soit la démagogie sur la « démocratie hondurienne », l'aide militaire US qui vient d'augmenter de 50 % va profiter principalement au renforcement des forces répressives.

Au Guatemala, où les élections du 7 mars ont été un fiasco total (cf. *Inprecor* numéro 121, du 22 mars 1982), c'est au coup d'Etat qu'ont eu recours les partisans de Washington. Une coalition d'officiers supérieurs représentant différentes nuances de l'opposition bourgeoise au régime du général Romeo Lucas Garcia a pris le pouvoir le 23 mars dernier. Annonçant la suspension des partis politiques, de la Constitution, du Parlement et dénonçant les élections du 7 mars dernier comme frauduleuses, la junte militaire dirigée par le général Rios Mott, ancien candidat soutenu par la Démocratie chrétienne aux élections de 1974 et comprenant un membre éminent du tional (MLN) d'extrême-droite, n'a pas trouvé d'autres moyens pour sauver la face de la dictature avant qu'il ne soit trop tard. La nouvelle junte se contente pour l'instant d'annoncer que « l'armée est tout à fait capable de gouverner le pays » et d'affirmer sa volonté de construire « une nation par Dieu, avec Dieu et pour Dieu », ce qui reste assez vague. Mais on peut être sûr qu'elle ne renoncera nullement à la répression.

Batailles de fractions au sein des forces armées, débats et divisions entre les représentants des classes dominantes, voilà ce que ces élections et leur contrepartie, le coup d'Etat militaire, ont toujours signifié en Amérique centrale.

ELECTIONS ET GUERRE CIVILE AU SALVADOR

Au Salvador, cela est plus vrai que jamais. Alors même que seul l'appui massif des Etats-Unis à la Junte militaire et démocrate-chrétienne empêche sa défaite, alors qu'il ne manque au Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) qu'une amélioration de son matériel militaire lourd pour passer de l'attaque à la destruction des casernes des forces dictatoriales, que peut bien signifier le processus électoral initialement envisagé par Washington dans le cadre d'une perte de vitesse supposée des forces révolutionnaires ?

Depuis quelques semaines, les forces du FMLN ont accentué leur pression militaire sur les centres urbains. L'armée se trouve sur la défensive. Les témoignages que nous publions ci-après en témoignent.

L'envoyé spécial du journal *le Monde* note que le dimanche 28 mars « a vu une impressionnante démonstration de force militaire de la guérilla ». Malgré le déploiement des forces répressives, les unités du FMLN ont paralysé les transports, effectué de nombreuses incursions dans la capitale, lancé des attaques simultanées contre cinq chefs-lieux sur quatorze, empêché le déroulement des élections à Usulután, et ont occupé environ 25 agglomérations.

Dès avant le scrutin, les USA affirmaient qu'une participation de 30 % de votants serait un important succès. La peur de la répression — les cartes d'identité des électeurs sont tamponnées après le vote — provoquera peut-être une telle participation. Toutefois, les résultats électoraux ne peuvent rien signifier de nouveau pour les masses populaires.

Une majorité relative à l'Assemblée constituante sera probablement obtenue par la Démocratie chrétienne de Napoléon Duarte. Mais cela n'empêchera pas l'alliance de l'ARENA (Alliance républicaine nationaliste) du major Roberto d'Aubuisson — dont le porte-parole, Willi Aleman explique à qui veut l'entendre que l'on « peut exterminer la guérilla en trois mois ... à condition d'avoir du napalm » — et des autres formations d'extrême-droite d'obtenir une majorité de blocage dans cette instance. Le risque de minorisation des alliés démocrates-chrétiens des USA rendra encore plus difficile la politique américaine au Salvador.

Les petits bourgeois, les membres de l'oligarchie et les éléments des corps répressifs qui appuient l'ARENA pousseront encore plus à la confrontation avec la guérilla. La division au sein des forces armées s'en trouvera accentuée.

Les élections du 28 mars n'auront donc même pas mis un terme à la crise de la dictature, bien au contraire. Les Etats-Unis s'orientent d'ores et déjà vers un soutien au gouvernement qui émanera de la nouvelle recombinaison au sein de l'Assemblée constituante.

L'avenir sera toujours déterminé par les rapports de forces politiques et militaires sur le terrain, qui ont évolué récemment en faveur du FMLN. La perspective d'une intervention impérialiste directe ou par alliés argentins interposés ne se trouve donc pas dissipée. La solidarité internationaliste avec la révolution salvadorienne reste dès lors une tâche de l'heure. ■

A la veille de la mascarade électorale

Le FMLN poursuit l'approfondissement de son implantation populaire

CORRESPONDANT du magazine culturel suédois de gauche *ETC*, Lars Palmgren a parcouru ces derniers mois toute l'Amérique centrale et s'est rendu à plusieurs reprises au Salvador. Une série de ses reportages au Honduras et au

Lars PALMGREN

15 mars 1982. — La tentative de la Junte militaire et démocrate-chrétienne du Salvador pour présenter les prochaines élections comme « une solution pacifique du conflit » a définitivement échoué. Si les élections se tiennent effectivement le dimanche 28 mars — le démocrate-chrétien Bustamante, président du conseil général électoral a promis qu'elles se tiendront « même si c'est sous les tirs croisés des armes à feu » — ce sera, plus que tout autre chose, la preuve du fiasco politique de la Junte. Le président Napoleon Duarte et le ministre de la Défense, le général José Guillermo Garcia entre autres, ont été contraints de reconnaître que la seule solution est désormais « la solution militaire ». Dans des discours tenus récemment, tous deux — en un moment d'honnêteté involontaire — ont aussi admis que, sans un accroissement de l'aide militaire des Etats-Unis, leurs forces armées ne peuvent sortir victorieuses de la confrontation en cours.

La principale raison de ce fiasco est que les révolutionnaires du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) — contrairement aux analyses de la Junte et du département d'Etat nord-américain — ont renforcé leurs positions à tous les niveaux au cours de l'année 1981, dans la foulée de l'« offensive générale » déclenchée le 11 janvier 1981.

C'est en effet à la suite de l'offensive de janvier que la Junte a mis sur pieds ses plans pour des élections. La précondition pour que ces élections aient quelque crédibilité — et c'est bien comme cela que c'était compris, à la fois par la Junte et par ses conseillers américains — était que le FMLN soit neutralisé, ou pour le moins isolé des centres urbains. Et l'analyse que les experts de la Junte faisaient après janvier 1981 était que les conditions leur étaient favorables pour une offensive victorieuse contre le FMLN dans les mois suivants.

Les stratèges de la Junte avaient même élaboré un *timing* précis pour leur offensive, qui prévoyait la neutralisation et l'isolement des révolutionnaires pour avant août ou septembre 1981 au plus tard. Ce plan supposait que les élections pouvaient être ensuite organisées et qu'il y aurait bien une marge de six mois « de paix et de tranquillité » assurées pour cela.

Jusqu'à la fin de l'année 1981, la brigade Atlacatl, avec d'autres unités, a monté pas moins de 46 offensives impliquant plus de 8 000 hommes de troupe contre les « zones contrôlées » par la guérilla. Aucune de ces opérations n'a réussi.

Dans le même temps, 3 000 hommes de troupe de la Junte étaient mis hors de combat, dont près de 800 tués, et 300 pour la seule brigade Atlacatl. Ainsi, « la paix et la tranquillité » indispensables à la campagne électorale n'étaient toujours pas établies en août. Pendant ce temps, les révolutionnaires lançaient une offensive qui, avec ses hauts et ses bas, se poursuit jusqu'aujourd'hui.

LE BILAN DE L'OFFENSIVE DE JANVIER 1981

Le fait que les travailleurs n'aient pas suivi en masse l'appel du FMLN à la grève générale en janvier 1981 n'a pas signifié — comme le pensaient les assesseurs de la Junte — que le FMLN était en train de perdre de l'influence parmi les travailleurs. Au contraire, cela a été une expression de la politisation en cours parmi les travailleurs. Ceux-ci ont bien vu que le FMLN n'avait manifestement pas la capacité militaire de défendre la grève et ils savaient, par leur expérience propre, que les troupes de la Junte n'hésiteraient pas à prendre prétexte de la grève pour organiser un massacre. La conclusion que le FMLN en a tirée a été qu'aucune grève ne serait possible tant que n'existerait pas la capacité militaire pour la défendre. Les mesures que les révolutionnaires ont mis en œuvre dans les villes ont donc largement tendu à créer cette capacité.

Un exemple en est que la milice du FMLN, aujourd'hui dans les villes, n'est pas seulement mieux armée et entraînée, mais c'est une milice qui — au contraire de celle d'il y a un an — est organisée au sein de la classe ouvrière, dans les usines et sur les lieux de travail, et même dans les structures syndicales qui existent encore. La milice ouvrière ne prend pas part au travail de sabotage quotidien ni à certaines actions de propagande. Elle est préparée pour la situation qui se développera en rapport avec des actions de grève encore plus étendues.

Dans le même temps, les unités du FMLN dans les villes se sont renforcées numériquement et ont été mieux armées

Salvador a récemment été publiée par le quotidien mexicain *Uno mas Uno*.

Nous publions ci-dessous son témoignage à la veille de la mascarade électorale salvadorienne.

et mieux organisées. Dans les zones rurales contrôlées par la guérilla, l'organisation a également été améliorée en rapport avec les tâches militaires, pour faire en sorte que ces zones puissent résister aux offensives de la Junte et pour garantir que les « zones contrôlées » continuent à servir de base arrière, avec tout ce que cela implique.

Dans le but de résoudre ces problèmes, un pont devait être jeté entre la population civile et les unités militaires du FMLN. Aujourd'hui, dans une bonne partie des « régions contrôlées », la production et la distribution sont totalement collectivisées et gérées par des conseils de production qui organisent les brigades de production et décident du plan de production et de distribution.

Par ailleurs, le ravitaillement en denrées alimentaires qui ne sont pas produites dans les « zones contrôlées » a commencé à être organisé collectivement. La réunion qui s'est tenue en janvier avec les représentants des conseils de production de tout le Front central, qui inclut les provinces de Chalatenango, Cabanas et San Vicente, en a été la meilleure expression. A cette assemblée ont été discutés les problèmes de la fixation des prix et des moyens de contrôle sur les prix des denrées alimentaires non produites dans les « zones contrôlées ».

Une autre manifestation de ces progrès est le développement de l'encadrement sanitaire et de l'éducation. Aujourd'hui, il n'y a pas seulement un grand nombre d'antennes médicales et de cliniques — aussi primitives soient-elles — mais aussi un nombre important de brigades médicales volantes qui soignent la totalité de la population.

De la même manière, l'éducation a été améliorée. Il y a beaucoup plus d'écoles pour les enfants qu'auparavant, en plus d'un travail régulier pour apprendre à lire aux adultes.

Comme dans les villes, la milice a été améliorée dans le reste du pays. C'est aussi vrai, pour une bonne part, pour « l'armée révolutionnaire régulière ». Dans beaucoup de « zones contrôlées », il y a aujourd'hui des écoles militaires, qui ont contribué à généraliser à la fois l'expérience militaire et politique.

Le système de communications, qui était relativement peu développé en janvier 1981, joue aujourd'hui un rôle décisif. Cela est vrai aussi bien pour *Radio*

Venceremos — qui a régulièrement émis tous les jours (avec une brève suspension de ses émissions en décembre) depuis « l'offensive générale » — que pour les communications à l'intérieur des fronts et entre les différents fronts.

Radio Venceremos reflète dans une large mesure la croissance de l'autorité conquise par le FMLN au cours de l'année passée. Nombre des initiatives prises par la station de radio (par exemple, l'organisation d'une protestation publique pour commémorer l'assassinat de l'archevêque Romero, pour collecter des souliers pour la guérilla, et plusieurs autres campagnes de propagande) ont eu un grand impact même là où le FMLN n'est que peu ou pas du tout présent physiquement. D'ailleurs, *Radio Venceremos* a joué un rôle important en tant qu'organe d'information, en donnant des directives concrètes exprimant la ligne politique générale du FMLN. Depuis la fin de janvier 1982, une seconde station de radio, *Radio Farabundo Martí*, émet au Salvador. Aujourd'hui, il y a aussi un système de communications radio qui rend possible des échanges constants entre les différents fronts aussi bien qu'entre les différentes unités de chaque front. Cela permet un niveau de coordination des actions militaires qualitativement différent de ce qui était possible un an auparavant.

Une grande importance a été accordée au travail de solidarité internationale comme au travail diplomatique pour contrer les différentes campagnes internationales de la Junte et des Etats-Unis.

LES PROGRES DU FMLN

Tout cela et d'autres changements encore ont résulté de l'expérience tirée de janvier 1981 par les révolutionnaires. Cette expérience souligne non seulement le fait que les révolutionnaires ont été capables de reprendre l'initiative sur tous les terrains, mais que leurs actions ont été beaucoup plus étendues et efficaces qu'auparavant.

Les actions de sabotage en sont un exemple. Les actions militaires se sont également modifiées. A l'est et au sud du pays, elles ont davantage eu lieu dans les grands centres urbains tels que San Miguel, Usulután et La Unión. Ces actions ont, y compris, pris la forme d'attaques contre les casernes à l'intérieur des villes et, partiellement, celle de la mobilisation de la population dans des actions parasurrectionnelles. A plusieurs occasions, en janvier 1982, les casernes de ces villes ont été attaquées directement. Les révolutionnaires sont venus dans les villes en camion et ont pris position. La population les a aidés à construire des barricades, a apporté la nourriture et renforcé le système de communications. En plus d'une occasion, les soldats ont déserté leurs casernes.

Un aspect remarquable des actions militaires de ces derniers mois, c'est que les attaques contre les petites garnisons des petites localités et des villages se sont développées sur une plus large échelle. Elles étaient déjà une réalité quasi quotidienne auparavant, mais il s'agit désormais

d'une espèce de guerre de position, visant à faire la démonstration de la présence de la guérilla. Le résultat de ces attaques est allé jusqu'à la destruction complète de certaines de ces garnisons. C'est ce qui est arrivé, pour ne prendre que deux exemples, à Nueva Trinidad et à San Sebastian dans la province de Chalatenango. De plus, toutes ces actions ont été menées, en coordination avec d'autres initiatives, à un tout autre niveau que précédemment.

Autre changement : les révolutionnaires sont maintenant présents dans toutes les provinces du pays. A Santa Ana, après janvier 1981, le FMLN n'avait pratiquement plus d'activité. Ces derniers mois, d'importantes actions s'y sont déroulées. C'est également le cas pour la zone frontalière avec le Guatemala. Dans la province de Sonsonate, où se trouvent plusieurs plantations importantes, mais où les révolutionnaires n'avaient pas une implantation très significative, le FMLN développe aujourd'hui quotidiennement une activité organisée.

Le FMLN a renforcé sa présence et sa capacité d'initiative. C'est évident pour tout le monde au Salvador. Et c'est en fonction de l'expérience personnelle de cette situation que beaucoup de gens — y compris dans les milieux bourgeois et petits-bourgeois — perçoivent le discours de la Junte sur les élections comme un jeu truqué.

Un tel scepticisme est accru naturellement par la nature des partis qui prennent part aux élections. En plus du Parti démocrate-chrétien (PDC) aujourd'hui au pouvoir avec les militaires, cinq partis ont été autorisés à prendre part aux élections. Ce sont les suivants :

— Le Partido d'Orientación Popular (POP), dont le dirigeant José Alberto Medrano, qui a commandé la Garde nationale, est davantage connu comme fondateur de l'organisation paramilitaire ORDEN.

— le Partido de Conciliación Nacional (PCN), qui soutient l'ancien dictateur, le général Humberto Romero, renversé par le coup d'Etat d'octobre 1979 qui a porté au pouvoir la Junte actuelle. Ce parti a joué un rôle actif dans la fraude massive lors des deux dernières élections au Salvador. Aujourd'hui, on trouve notamment parmi les supporters du PCN le ministre de la Défense José Guillermo García et le chef de la Garde nationale, le général Carlos Eugenio Vides Casanova.

— le Partido Popular Salvadoreño (PPS), en dépit de sa dénomination, est un parti ouvertement conservateur et étroitement lié à l'oligarchie terrienne.

— l'Acción Republicana Nacionalista (ARENA), un nouveau parti dont le dirigeant est le major Roberto d'Aubuisson, leader bien connu du gang paramilitaire criminel et anticommuniste fanatique. Au début de 1980, d'Aubuisson a été limogé de l'armée parce qu'il prônait la prise du pouvoir totale par les militaires. Un mandat d'arrêt a même été délivré contre lui. Quand on a demandé récemment au ministre de la Défense si le mandat d'arrêt était toujours valable, puisque d'Aubuisson était toujours au Salvador et

qu'il prenait ouvertement part à la vie politique, il a répondu : « *Je ne sais pas.* »

— l'Acción Democrática est un nouveau parti étroitement lié aux groupes d'affaires et aux cercles de l'establishment.

Entre ces cinq partis et le Parti démocrate-chrétien (PDC) au pouvoir, s'est développé un violent débat au cours de ces derniers mois. Les cinq partis « d'opposition » ont accusé les démocrates chrétiens et la Junte d'avoir concocté une loi électorale visant à garantir la victoire démocrate-chrétienne.

En plus de ces critiques contre la Junte, certains groupes, en particulier dans les milieux d'affaires, critiquent la politique qui a été suivie. « *La crise économique, disent-ils, n'est pas le fruit de la guerre mais de la politique économique impulsée par les démocrates-chrétiens.* » C'est une politique que de nombreux cercles patronaux, ainsi que l'ARENA et le PCN, caractérisent carrément de « *cryptocommuniste* ».

Il est très difficile pour la bourgeoisie de trouver une solution au conflit existant entre ces six partis. Ce problème est aggravé par la perte d'autorité des forces armées de la Junte en tant que telles, que les six partis prétendent tous restaurer.

« *Les forces armées sont la garantie de la volonté souveraine du peuple* », affirment en substance les radios gouvernementales à peu près toutes les demi-heures. L'expérience à prouvé aux Salvadoriens que c'était là un mensonge.

La désintégration se développe dans plusieurs secteurs de l'armée, y compris parmi les militaires professionnels de la Garde nationale, dans la police nationale et la police rurale. Dans ces unités sont apparus des signes de rupture de la discipline militaire. Certains groupes parmi elles agissent pour s'enrichir eux-mêmes. Cela prouve qu'il peut devenir de plus en plus difficile, malgré la brutalité croissante des soldats, de les utiliser dans de véritables actions militaires.

Dans l'armée, qui est une armée de conscription même si la plus grande partie des soldats sont enrôlés de force, la démoralisation et le refus de combattre sont de plus en plus répandus. Il est courant pour les soldats d'admettre presque ouvertement qu'ils préféreraient rentrer chez eux à la maison, ou même désertir, pour éviter d'avoir à combattre. Ces dernières semaines, ont couru des informations sur des petites mutineries qui auraient eu lieu dans au moins deux bases militaires.

Même dans la brigade Atlacatl serait apparu un mécontentement dû au fait que cette brigade est chargée de pratiquement toutes les actions d'envergure contre les révolutionnaires. Le fait que la répugnance à combattre soit même en train de gagner cette brigade d'élite symbolise sans doute l'avenir qui attend la Junte.

Lars PALMGREN
Amérique centrale, 15 mars 1982.

Le Nicaragua, Cuba et la révolution salvadorienne

Entretien avec Jean-Pierre Beauvais,
de retour d'Amérique centrale

POUR faire le point sur la situation d'ensemble en Amérique centrale à la veille des élections salvadoriennes, nous avons interviewé notre camarade Jean-Pierre Beauvais, membre du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, qui vient d'effectuer un voyage à Cuba et au Nicaragua et un séjour dans les zones contrôlées par le Front Farabundo Marti

« INPRECOR » : — A l'approche des élections du 28 mars à l'Assemblée constituante au Salvador, le régime donne des signes de décomposition de plus en plus avancée. Comment as-tu perçu le mécanisme de cette crise ?

Jean-Pierre BEAUVAIS : — La crise a été à la fois révélée et accélérée par le processus électoral. Inutile de revenir sur le caractère complètement frauduleux de ces élections. Elles ont cependant fait apparaître deux pôles dans la bourgeoisie : d'une part la Démocratie chrétienne, et d'autre part les partis d'extrême droite dont le plus dynamique est l'Accion Republicana Nacionalista (ARENA) du major Roberto d'Aubuisson. Cette division illustre l'absence de perspectives du côté des forces bourgeoises. L'extrême droite attaque violemment la Démocratie chrétienne, mais elle n'a pas d'alternative positive autre que l'écrasement et l'intensification du massacre. Elle a rencontré

un certain écho ces derniers temps dans le désespoir d'une partie de la petite bourgeoisie.

Derrière cette évolution, il y a la conscience qu'une victoire militaire sur le FMLN n'est plus possible, le sentiment que le rapport des forces se dégrade chaque jour en sa faveur, la conviction que cette tendance ne peut être renversée dans un avenir prévisible.

La crise économique aggravée par cette débâcle politique la nourrit en retour : fuite massive des capitaux, fermeture des entreprises étrangères installées dans la zone franche, hémorragie de techniciens ...

Le grand problème reste l'armée. Quels sont les effets de cette situation en son sein ? Des indices de division sont apparus au niveau de la caste des officiers. Une partie soutient l'extrême droite. Une autre reste avec la Démocratie chrétienne sous la pression des Etats-Unis. Le phénomène nouveau, c'est l'apparition d'un

de libération nationale (FMLN) au Salvador.

Notre camarade a déjà rendu compte de son voyage dans une série d'articles publiés par *Rouge*, organe de la section française de la IVe Internationale, numéros 1006, 1007, 1008 et 1009 de mars 1982.

courant qui envisage désormais la négociation comme la seule issue possible. A sa source, il y a notamment des anciens partisans du colonel Majano, mais il semble s'être étendu au fur et à mesure des échecs militaires récents de l'armée. Leur idée est que plus tôt on négociera, plus on aura de chance de sauver la colonne vertébrale de l'institution militaire ...

— Précisément, la force et la capacité d'initiative militaires du FMLN depuis le milieu de l'année 1981 semble avoir surpris la Junte elle-même, qui croyait lui avoir infligé des coups décisifs au moment de l'offensive généralisée initiée le 11 janvier 1981. Comment s'explique un renforcement aussi rapide ?

— Après l'échec — relatif — de l'offensive qu'il avait lancée en janvier 1981, beaucoup d'observateurs ont eu tendance à exagérer les effets de cet échec sur l'influence de masse du FMLN. Les militaires eux-mêmes, l'impérialisme, la Junte, en ont tiré la conclusion que le FMLN était qualitativement affaibli. C'est d'ailleurs en fonction de cela qu'ils ont cru pouvoir monter leur opération de légitimation électorale.

Ils se sont lourdement trompés. Les dirigeants du FMLN font aujourd'hui un bilan critique de la tactique suivie en janvier 1981. Mais ils ne pensent pas y avoir perdu leur influence. Ils pensent que si les masses n'ont pas répondu à leur appel à la grève générale comme ils l'escomptaient (notamment dans la capitale), c'est parce qu'elles avaient senti qu'elles-mêmes n'avaient pas les moyens de faire face à la répression et que le FMLN n'avait pas encore les moyens de les défendre dans le cadre d'un mouvement insurrectionnel. Les « farabundistes » en ont tiré la conclusion que ce genre d'appel sans préparation suffisante de l'autodéfense de masse était une erreur.

Les formes prises par la nouvelle offensive lancée par le FMLN à partir de septembre-octobre derniers découlent partiellement des leçons qui ont été tirées de cette expérience.

Entraînement de guérilleros du FMLN. (DR)



D'abord en ce qui concerne le travail dans les villes. C'est peut-être l'aspect le plus méconnu : la réorganisation, l'implantation, la consolidation de noyaux de miliciens dans les quartiers populaires et sur les lieux de travail ; l'initiation à l'autodéfense à partir des noyaux constitués, directement liés aux structures de masse qui ont réussi à subsister malgré la répression (syndicats clandestins, etc.).

Ensuite, dans le cadre de cette offensive, le FMLN a sensiblement étendu les zones sous son contrôle. C'est un élément important du rapport de forces, qui a permis de développer un travail de masse systématique, d'entreprendre des réformes, de mettre en œuvre des mesures sanitaires et d'éducation, de jeter les bases d'un embryon d'administration. A partir de la consolidation et de l'extension de cette influence de masse, il y a eu un renforcement considérable de la capacité militaire à partir, par exemple, de la mise sur pied d'un véritable système d'écoles de formation militaires. Ces zones ont été un facteur déterminant pour la transformation des noyaux de guérilla initiaux en véritables colonnes, embryon d'une armée populaire révolutionnaire.

Enfin, il y a eu en général la compréhension de la nécessité de développer des initiatives militaires avec un appui de masse. Ainsi, il faut comprendre que les actions sur les villes comme San Miguel et Usulután, avec occupation durant quelques heures ou quelques jours, ne sont jamais menées de l'extérieur sans une préparation dans la ville même et la participation de secteurs importants de la population (barricades, renseignement, infrastructure de ravitaillement) qui prennent confiance dans leurs propres capacités à travers cet engagement. Ces opérations ne sont donc pas conçues comme devant durer, mais comme un moyen de multiplier les liens entre les colonnes armées et le mouvement de masse. Des répétitions locales dans une perspective d'insurrection généralisée.

— A ce propos, y a-t-il des discussions parmi les révolutionnaires eux-mêmes sur leur perspective stratégique, comme ce fut le cas entre les différentes tendances du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au Nicaragua ?

— Il n'y a pas de débat public en des termes précis. Une chose est claire : toutes les forces qui composent le FMLN ont tiré des leçons à peu près communes de l'expérience de janvier 1981. On ne peut appeler à l'insurrection sans une meilleure préparation au niveau du travail de masse et de l'autodéfense ...

Cependant, tant dans les appels de la direction que dans les discussions, on peut noter des nuances quant aux rythmes du processus révolutionnaire. Dans les secteurs qui ont longtemps défendu une perspective de guerre révolutionnaire prolongée, même s'ils l'ont remise en question, il semble qu'il y ait tendance à placer la perspective insurrectionnelle à une échéance plus lointaine, en insistant surtout comme préalable sur le degré de développement de la lutte à la campagne.

Ces nuances peuvent recouper des appréciations différentes sur l'attitude à adopter face à l'offensive diplomatique internationale pour pousser à des négociations, offensive menée par le Mexique et la social-démocratie internationale à partir des propositions faites par le président mexicain José Lopez Portillo fin février à Managua.

— Quels sont, vus du Salvador, du Nicaragua, de Cuba, les effets perceptibles de ces grandes manœuvres diplomatiques internationales ?

— D'abord, il est clair que depuis l'offensive diplomatique mexicaine et le discours de Managua de José Lopez Portillo, et surtout en raison de la dégradation à vue d'œil de la situation de la Junte salvadorienne, l'administration Reagan commence à envisager comme possible l'hypothèse de négociations qu'elle avait jusque-là catégoriquement écartée.

Je dis « envisager comme possible » ... Car cela ne change pas l'axe actuel de la politique américaine, qui est l'aide massive, politique et militaire à la Junte. Et il n'y a pas de doute que cela continuera si ces élections confirment la situation actuelle, avec la Démocratie chrétienne au pouvoir.

Maintenant, sur les propositions mexicaines, il y a une convergence entre la bourgeoisie mexicaine, le Nicaragua et Cuba. Mais, derrière cette convergence, on peut facilement percevoir à travers les déclarations que les objectifs poursuivis sont différents.

La bourgeoisie mexicaine veut avant tout contenir la montée révolutionnaire dans la région, au prix de concessions et de réformes — agraires notamment —, pour tenter de stabiliser la situation et de bloquer la vague révolutionnaire au Guatemala ... Chez les Nicaraguayens et les Cubains, derrière le soutien au « Plan Portillo », il y a une vision des choses différente. Ils ne cessent de répéter quotidiennement aux masses mobilisées à Cuba (et elles le sont) que l'avenir de la révolution cubaine dépend de la victoire révolutionnaire au Salvador et au Guatemala. Les Nicaraguayens ne disent pas autre chose. Mais leur point de vue, c'est qu'il faut à tout prix éviter l'intervention directe américaine, qui serait difficilement circonscrite à un seul pays, qui pourrait embraser toute la région et signifier un recul considérable pour le Nicaragua et Cuba même.

Comme ils sont très inquiets de la crise de direction bourgeois aux Etats-Unis, ils sont préoccupés de ménager une porte de sortie à l'administration Reagan, ce qui impliquerait nécessairement des concessions en contrepartie. C'est de cela qu'il s'agit.

La porte est évidemment très étroite. La volonté est une chose et elle ne fait pas de doute. Il ne s'agit pas seulement de paroles mais d'actes et d'une éducation quotidienne des masses dans ce sens. Mais la logique des concessions n'est jamais jouée d'avance.

La position des Salvadoriens s'inscrit

dans ce contexte. Ils se disent d'accord avec les points concrets du « Plan Portillo », qui d'ailleurs restent très évasifs concernant le Salvador. Ils avancent l'idée très générale d'élections avec négociation. Les « farabundistes » pensent que toute ouverture de négociations, à condition qu'elles « ne remettent pas en question les acquis politiques et militaires de plusieurs années de lutte » (pour reprendre une formule souvent entendue), ne peut affaiblir ni la mobilisation ni le soutien de masse dont ils bénéficient. Elle nourrirait au contraire l'espoir d'épargner des dizaines de milliers de morts. En revanche — toujours selon eux —, des négociations ne pourraient qu'approfondir la crise et les différenciations au sein de la bourgeoisie et de l'armée.

Ils considèrent déjà aujourd'hui qu'un des facteurs de la crise majeure de l'armée est le produit de la combinaison entre leur offensive militaire et leurs propositions de négociations. Ils tiennent donc à l'idée qu'ils n'ont rien à perdre mais tout à gagner à l'ouverture d'un processus de négociations.

— D'après les informations récentes dont nous disposons sur le Nicaragua, la logique des contreparties et des concessions y a déjà pris des formes concrètes. Mais, en même temps, il y a une intense mobilisation pour faire face à l'agression impérialiste ...

— Il faut avant toute chose être absolument clair sur un point : l'agression impérialiste est d'ores et déjà, aujourd'hui, une réalité quotidienne au Nicaragua. Il y a tous les jours des combats sur la frontière hondurienne de la côte Atlantique. Ils ont coûté la vie à des dizaines de Nicaraguayens ces dernières semaines. Les incursions de bandes réactionnaires à partir de la frontière se multiplient et obligent les sandinistes à d'importants déploiements de forces. Ces dernières semaines, on a intercepté de plus en plus de commandos infiltrés, avec un armement puissant et des objectifs d'attentats, de sabotages, d'assassinats de dirigeants. On pourrait donner une longue liste d'exemples ...

Alors que le Nicaragua fait déjà face à des difficultés économiques énormes, accentuées encore par les mesures de rétorsion impérialistes, il est obligé de consacrer de plus en plus de ressources à la défense et à la protection de la population.

A ce propos, la campagne de propagande impérialiste sur l'accroissement des capacités militaires du Nicaragua, l'accusant presque de « surarmement », est particulièrement scandaleuse : l'effort militaire est un sacrifice supplémentaire pour les Nicaraguayens et la réponse obligée à l'agression constante de l'impérialisme.

Ces dernières semaines, une grande partie de la propagande impérialiste s'est aussi concentrée sur la question des Indiens Misquitos. Il y a, dans ce cas, comme dans celui de toutes les populations indigènes marginalisées par rapport à un Etat, des problèmes culturels, économiques et



La nouvelle junte au pouvoir à Guatemala Ciudad. (DR)

sociaux spécifiques. Mais, dans ce cadre, si plusieurs milliers de Misquitos ont été déplacés, cela répond principalement à la nécessité de leur protection contre les attaques menées à partir du Honduras. Il s'agit en effet d'une population qui vivait dans la vallée frontalière du rio Coco, sur la rive nicaraguayenne. Elle était exposée à des incursions régulières et à des tirs à l'arme lourde venant de l'autre côté de la frontière. Sa protection devenait impossible sans le déploiement d'importants effectifs militaires.

Il a alors été décidé de les évacuer hors de portée des attaques avec, semble-t-il, l'accord de la majorité d'entre eux. La campagne impérialiste s'est appuyée largement sur les déclarations de la haute hiérarchie épiscopale de Managua. Pourtant, plusieurs sénateurs et représentants américains en visite au Nicaragua ont été aussitôt invités à visiter le premier campement Misquito. Leur impression générale a été que les Indiens étaient d'accord, se sentaient plus en sécurité, et ne se considéraient ni prisonniers ni déplacés de force. Mais les déclarations télévisées de ces sénateurs n'ont guère été reprises par la presse américaine. Elles ont pourtant été confirmées par le témoignage de prêtres qui se sont rendus sur les lieux et qui contredisent l'épiscopat. Les sandinistes ont en outre invité des représentants du Vatican et de l'Organisation des Etats américains (OEA) à venir enquêter... Je crois qu'une mise au point sur ce sujet était nécessaire.

Maintenant, sur le fond, les positions générales du FSLN sur l'économie mixte, sur le pluralisme, ont été réaffirmées lors de la IIe Conférence sandiniste qui a eu lieu fin janvier. A partir de cette Conférence s'est développée une nouvelle offensive pour trouver un nouveau *modus vivendi* avec la bourgeoisie et notamment

avec le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), après les arrestations de dirigeants patronaux qui avaient eu lieu en octobre 1981 dans le cadre de la Loi d'urgence.

Deux types de mesures ont été prises à cet effet. D'une part des mesures économiques dont la principale donne la possibilité aux patrons exportateurs de récupérer une partie de la vente de leurs produits directement en dollars, et la possibilité de changer ces dollars sur le marché parallèle (ce qui équivaut quasiment à un doublement du revenu) sans qu'il y ait en contrepartie un règlement obligeant ces revenus à se transformer en investissements productifs. Cela signifie donc un enrichissement sensible des secteurs bourgeois les plus significatifs et des propriétaires terriens. On estime à environ 120 000 les bénéficiaires de ces mesures qui risquent d'accélérer l'inflation sans apporter la moindre solution à la crise économique. Il va sans dire que ces mesures ont été accueillies favorablement par le COSEP, qui y voit l'ouverture d'une nouvelle situation politique.

D'autant plus que, d'autre part, les dirigeants du COSEP arrêtés en octobre ont été libérés et autorisés à reprendre leurs fonctions, alors que le droit de grève demeure suspendu au nom de la Loi d'urgence et que les dirigeants du Parti communiste nicaraguayen (PCN) sont toujours arrêtés.

Ces mesures visent fondamentalement un objectif face à la menace d'agression impérialiste et somoziste : tenter de reconstituer une sorte d'unité nationale.

Cette recherche d'un nouveau consensus national avec l'essentiel de la bourgeoisie se combine avec une grande offensive diplomatique visant à mettre en

échec la politique d'encerclement impérialiste. Le rapprochement et le développement de relations privilégiées avec le gouvernement mexicain, l'importance accordée à la réunion de la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine (COPPAL) tenue à Managua, la volonté de maintenir les meilleurs rapports possibles avec l'Internationale socialiste — dont le rôle est jugé « très positif » — sont les trois volets de cette offensive qu'appuient les dirigeants cubains et les révolutionnaires salvadoriens.

Les dirigeants nicaraguayens sont conscients de l'importance mais aussi des limites et du caractère contradictoire de ces prises de position. Ils savent que la plupart de ceux qui s'opposent à une intervention américaine le font par crainte de la vague d'anti-impérialisme qu'elle susciterait chez eux et sur l'ensemble du continent. Ils savent que ceux qui sont favorables à une solution négociée au Salvador veulent avant tout limiter l'impact qu'aurait une victoire complète du FMLN. Ils savent que s'ils défendent aujourd'hui le Nicaragua, c'est également pour tenter de contenir le processus interne de sa révolution.

Ils pensent — et ils ont raison — qu'en ce moment, là n'est pas l'essentiel. D'autant qu'ils savent qu'après la Pologne, l'URSS n'irait pas au-delà de menaces platoniques en cas d'intervention contre leur pays. Mais ce qu'ils sous-estiment, à notre avis, c'est le poids nouveau de la combinaison entre cette réalité internationale autour de la révolution nicaraguayenne et la dynamique interne de celle-ci.

La bourgeoisie nicaraguayenne n'a plus le pouvoir politique. Mais son pouvoir économique reste considérable. Cette situation ne peut être que transitoire. Or, dans le contexte actuel, la recherche de

l'« unité » au plan national, les concessions auxquelles cela a déjà conduit, ont des effets qui peuvent coïncider objectivement avec l'action politique et économique de tous ceux qui, internationalement, « soutiennent » le Nicaragua pour mieux freiner le processus révolutionnaire. Dans ces conditions, de nouvelles marges de manœuvre, un nouvel espace politique plus adapté à son poids économique, peuvent s'ouvrir à la bourgeoisie nicaraguayenne. Outre le risque d'intervention, c'est là un des grands dangers de la situation présente.

Face aux périls, la direction du FSLN s'appuie sur la mobilisation des masses, sur la force de l'appareil politique et militaire né de la révolution, sur les progrès des camarades salvadoriens. C'est évidemment fondamental. Mais la voie est, malgré tout, des plus étroites. Plus que jamais, le futur de cette révolution repose sur d'autres victoires en Amérique centrale et sur le soutien du mouvement ouvrier et des révolutionnaires du monde entier.

— Pour terminer : Cuba. Tu auras l'occasion de revenir prochainement dans nos colonnes sur ton voyage à Cuba. Mais quelles sont tes premières impressions quant à la mobilisation contre les menaces impérialistes en Amérique centrale et dans la Caraïbe ?

— La mobilisation populaire à Cuba contre l'impérialisme et en solidarité avec la lutte révolutionnaire du peuple salvadorien est très élevée.

Dans les discours, dans les discussions, dans les réunions d'information sur le Salvador, on trouve systématiquement l'idée de l'importance de la lutte au Salvador pour la révolution cubaine, pour son avenir, pour son renforcement.

L'autre aspect, par rapport aux USA, c'est l'éducation de la population sur le fait qu'une intervention militaire impérialiste est possible à n'importe quel moment. Non en fonction d'une vision simpliste de l'impérialisme qui serait agressif par nature, en général, mais en fonction d'une analyse plus précise : la crainte d'une fuite en avant de l'impérialisme liée à la crise de direction bourgeoise. L'impression générale de tous ceux qui peuvent comparer les deux époques, c'est que la mobilisation actuelle des masses à Cuba n'a d'autre équivalent que celle qui existait au moment de la « crise des fusées » en 1962. Autrement dit, elle est extraordinaire. Elle se manifeste notamment par l'élargissement et la formation accélérée de la milice, la mise en état d'alerte permanente de nombreux réservistes sur les lieux de travail, la mobilisation des organisations de masse et des Comités de défense de la révolution (CDR). A La Havane, ont été systématiquement formées dans les CDR des commissions d'évacuation, quartier par quartier, immeuble par immeuble, auxquelles sont rattachées tous les habitants. C'est véritablement un peuple tout entier en état d'alerte. ■

Propos recueillis par Daniel JEBRAC
Paris, 25 mai 1982.

Les anti-sandinistes s'entraînent aux USA

C. DUPRÉ

« Un groupe de Nicaraguayens s'entraîne militairement, sous la direction d'exilés cubains dans le comté de San Bernardino dans le but, selon les dires mêmes des Nicaraguayens, d'envahir leur pays pour le libérer du gouvernement sandiniste », ainsi commençait un article du *Los Angeles Times* du 19 janvier 1982. Ce camp d'entraînement a été découvert par un journaliste à deux heures de route à l'est de Los Angeles. Il s'agit d'un terrain de 65 hectares de désert appartenant à un exilé cubain. Il a été baptisé « Camp Yumury » en mémoire d'une des multiples tentatives d'invasion de Cuba menée par les anti-castristes à l'embouchure de la rivière du même nom. Selon les déclarations des ex-somozistes, plus de 100 Nicaraguayens reçoivent un entraînement militaire intensif en Californie.

L'existence de tels camps en Floride avait déjà été relatée par la presse américaine. C'est en Floride que la majorité des émigrés réactionnaires cubains se sont regroupés, rejoints plus récemment par leurs homologues nicaraguayens.

D'autres camps existent dans d'autres Etats américains. Si la région de Miami a perdu son monopole, l'extension des camps californiens ne rivalise pas encore avec celle des terrains « d'exercices militaires à but contre-révolutionnaire » du sud-est des USA. On en connaît, en effet, à ce jour trois dans cette région, dont le

plus important s'étend sur 200 hectares, aux Everglades, à la pointe de la Floride. En 1981, plus de 800 ex-somozistes ont été entraînés aux Everglades, qui est vraisemblablement, d'après le *New York Times*, le plus ancien et le mieux rôdé des camps militaires organisés par l'extrême droite cubaine sur le territoire américain.

LES CAMPS ET LA LEGALITE AMERICAINE

Pourtant, selon l'« Acte de neutralité » inscrit dans la Constitution américaine de 1791, « le recrutement, l'entraînement ou l'envoi de rebelles depuis le sol américain, pour se battre contre un gouvernement étranger qui n'est pas en guerre avec les USA, est illégal ». C'est en se fondant sur cet « Acte » que l'administration US a arrêté les Haïtiens membres de l'Organisation de libération de Haïti (OLH) en exil, au mois de janvier 1982, alors qu'ils tentaient de regagner leur pays pour se battre contre le régime de Jean-Claude Duvalier. « Ils risquent une peine de plusieurs années de prison », ont déclaré les représentants de la justice, en brandissant la Constitution. Mais, le jour même, ils affirmaient que les camps militaires dont il a été question plus haut, étaient tout ce qu'il y a de plus légaux. Même si « avocats et juristes concèdent en privé que ces exilés violent l'Acte de neutralité », comme l'affirme le *Los Angeles Times*, c'est dans l'impunité la plus totale,

Soldat salvadorien. (DR)



sous le couvert de l'utilisation de terrains privés, que les forces réactionnaires préparent la guerre et l'invasion de Cuba et du Nicaragua. Leur entraînement est essentiellement axé sur la tactique de guérilla. Il consiste en exercices de tir, maniement des différentes armes, attaques de commandos, missions secrètes, sabotages, etc.

Le département fédéral de la Justice et les autorités de l'Etat de Californie, mis au courant de la récente découverte du camp de San Bernardino, ont affirmé en chœur qu'il n'y avait pas là violation de la loi ...

Un secrétaire d'Etat adjoint, Thomas Enders, a même déclaré que les exilés n'entravent pas la loi tant « qu'ils ne blessent personne et tant qu'ils ne prévoient pas "de manière clairement spécifiée" d'envahir un pays étranger ». Au niveau du comté de San Bernardino, le département de « l'application de la loi », interrogé par le *New York Times* a répondu :

« ... » puis qu'elles leur donnent. Ces exilés se moquent bien de la Constitution et ne se gênent pas pour crier haut et fort quels sont leurs objectifs : « *Nous avons l'intention de renverser le gouvernement sandiniste. Il y a déjà un certain nombre d'entre nous qui sont retournés "près de la frontière du Nicaragua"* », et ils précisent même que les ex-somozistes n'ont pas l'intention d'envahir le Nicaragua seuls ... Santiago Barquero, représentant officiel aux Etats-Unis de l'Union nicaraguayenne anticommuniste (UNA) rajoute, selon le *New York Times* : « *Nous nous entraînons surtout avec les membres d'Alpha 66, organisation sœur cubaine, mais parfois nous le faisons seuls.* »

Un ex-commandant de la Garde nationale de Somoza, Roberto Cardinale, maintenant installé au camp d'Everglades pour ne pas perdre la main, déclarait à un autre journaliste : « *Je vais rentrer chez moi, avec ou sans l'aide de Ronald Reagan. Je vais tuer les communistes et ra-*

des Cochons avec l'appui de la CIA, le 17 avril 1961. A plusieurs reprises, des groupes de cette organisation ont été interceptés par les garde-côtes américains alors qu'ils étaient en route pour Cuba. Cela ne constitue visiblement pas une preuve de plus ... car leur grand avantage aux yeux de l'administration US, par rapport aux Haïtiens par exemple, c'est leur féroce anticommunisme.

C'est un membre d'Alpha 66, qui dispose d'une longue expérience, Humberto Perez, qui a été envoyé de Floride en Californie en décembre 1981, pour monter le camp cubano-nicaraguayen qui vient d'être découvert par la presse. Interrogé par le *Los Angeles Times*, il a déclaré : « *Tout est légal, tout a été contrôlé par le shériff de San Bernardino.* » L'évidence de la complicité des autorités locales et fédérales, au mépris de leur propre Constitution, est un défi de plus de l'administration Reagan.

Jusqu'à preuve du contraire, les USA ne sont pas officiellement en guerre, ni avec Cuba ni avec le Nicaragua. Alors, qui permet à ces exilés d'avoir l'audace d'affirmer qu'ils s'entraînent militairement sur le sol américain afin d'aller se battre contre leur pays ? Un des éléments de réponse à cette question réside dans la plate-forme électorale des Républicains qui ont remporté les dernières élections aux USA.

Dans celle-ci, « *les Républicains déplorent la prise du pouvoir par les marxistes sandinistes au Nicaragua et s'engagent à soutenir les efforts des Nicaraguayens qui tenteront de rétablir un gouvernement démocratique et libre.* » C'est forts du soutien et des menaces émises quotidiennement par le secrétaire d'Etat, le général Alexander Haig, et le Pentagone contre Cuba et le Nicaragua, que des dizaines de milliers de réfugiés farouchement anticommunistes de ces deux pays s'entraînent aujourd'hui au grand jour, dans le sud des USA.

C'est grâce à ce soutien que Jorge Gonzales, ancien repris de justice cubain, actuellement commandant d'un de ces camps en Floride, peut déclarer : « *Oh oui, nous envoyons en ce moment des hommes au Nicaragua. Je ne peux pas vous dire combien on en a déjà envoyés. Ils ne vont pas directement au Nicaragua. Ils vont d'abord dans un autre pays, je ne peux pas vous dire où.* » Pas besoin d'être bien malin pour deviner qu'il s'agit vraisemblablement du Honduras, base de la contre-révolution en Amérique centrale établie par le Pentagone.

Explicite sur les complicités du gouvernement américain, le « major » Hector Fabian — qui dirige avec Luis Gonzalez (dit « Bambillo ») le camp d'entraînement des Everglades à la pointe de la Floride — déclarait récemment : « *Du temps de Nixon et de Carter, ce que nous faisons était considéré comme un délit. Depuis l'arrivée au pouvoir de Reagan, personne ne nous embête plus.* » (*Le Monde*, 5 janvier 1982.) ■



Jorge « Bambillo » Gonzalez, organisateur de milices anti-somozistes, dans son bureau près de Miami. (DR)

« *Nous avons découvert ce camp au mois de décembre 1981 dans un coin reculé de notre comté. Nous avons intimé l'ordre aux nationalistes latino-américains d'arrêter de tirer avec de vraies munitions.* » Depuis, ils sont censés être passés aux tirs à blanc, et leurs activités ne concerneraient plus, dès lors, les autorités.

« *S'ils utilisent des armes à blanc, ils ne sont pas illégaux* », confirme le shériff, en ajoutant : « *D'ailleurs, les boy-scouts font la même chose.* » Le département de la Justice à Washington a renchéri, en déclarant : « *Les exercices paramilitaires avec des armes autorisées ne constituent pas une violation de la loi.* »

Il peut difficilement être plus évident que l'entraînement des groupes d'exilés cubano-nicaraguayens se fait avec l'aval des autorités locales aussi bien que fédérales de l'administration US.

D'ailleurs, ces *gusanos* (vers de terre) contredisent eux-mêmes les autorités US quand celles-ci tentent de dissimuler l'ap-

mener la démocratie dans mon pays. » On sait de quelle démocratie peut parler un ex-officier de la sanglante garde prétorienne du tyran Somoza. Les membres d'Alpha 66 tiennent exactement les mêmes propos et ne cachent pas plus leur but, en violation flagrante de la Constitution américaine. L'expression « clairement spécifiée » des buts, aussi bien ceux des anti-castristes que ceux des anti-sandinistes, constitue la preuve flagrante dont la Justice américaine prétend avoir besoin pour prendre des mesures contre ces activités sur le territoire des Etats-Unis. Ces preuves ont été publiées largement dans tous les grands quotidiens américains. Et pourtant ...

D'UTILES SUPPLÉTIFS POUR L'IMPERIALISME US

Dans les rangs d'Alpha 66 on trouve, comme par hasard, le groupe de Cubains qui ont participé à l'opération de la Baie

C. DUPRE
Los Angeles, 15 février 1982.

Le budget de Ronald Reagan : des milliards pour la guerre

AU beau milieu d'une sérieuse récession, peut-être la plus grave depuis 1930, le budget proposé pour 1983 par le président Ronald Reagan comporte des coupes encore plus profondes dans les dépenses sociales, alors que le budget d'armement du Pentagone s'accroît de plus de 19 % par rapport au niveau de celui de 1982. L'augmentation des dépenses militaires va entraîner un déficit budgétaire record.

Pour l'année fiscale 1983, qui commencera en octobre 1982, Ronald Reagan veut dépenser au moins 216 milliards de dollars pour la Défense, avec l'autorisation de lancer des pro-

grammes de recherche pour de nouvelles armes, qui pourraient porter les dépenses d'armement jusqu'à 257,5 milliards. Un budget additionnel de 5,5 milliards pour les armes nucléaires sera imputé au ministère de l'Énergie plutôt qu'au Pentagone.

En fait, pour les cinq prochaines années, la Maison Blanche prévoit de dépenser 1 640 milliards de dollars pour l'armée, ce qui représente plus de 7 100 dollars pour chaque femme, chaque homme et chaque enfant vivant actuellement aux USA (1).

Will REISNER

Les recherches militaires comprises dans le Plan de Ronald Reagan vont s'accroître, y compris par rapport à l'époque record de la guerre du Vietnam. La Maison Blanche prétend que ces énormes augmentations sont nécessaires pour « tenir tête aux Russes ». Mais l'amiral en retraite Gene La Rocque, actuellement attaché au Centre d'information pour la Défense, souligne le rapport réel existant entre les forces américaines et soviétiques :

« Nos sous-marins disposent de 5 000 armes nucléaires, dont 3 000 sont pointées en permanence et prêtes à tirer sur l'Union soviétique. Les Soviétiques ont 400 armes nucléaires en mer prêtes à tirer sur les Etats-Unis. Les Etats-Unis disposent de 410 bombardiers stratégiques à comparer avec les 145 unités soviétiques. Plus de la moitié des bombardiers soviétiques sont encore propulsés à hélices. Nous avons toujours eu davantage d'armes nucléaires stratégiques que les Soviétiques. Aujourd'hui, nous pouvons faire exploser 12 000 armes nucléaires sur l'Union soviétique, alors qu'ils ne peuvent en faire exploser que 7 000 sur les Etats-Unis. Les Etats-Unis vont construire 17 000 armes nucléaires nouvelles dans les années 1980, si nous continuons à appliquer les plans en cours concernant les MX, Cruise, Trident, Pershing-II, et autres armes. »

En outre, et en dépit de la propagande de la Maison Blanche, les Etats-Unis ensemble avec leurs alliés de l'OTAN, supplantent largement les alliés du Pacte de Varsovie. D'après l'Institut international d'études stratégiques, les dépenses des Etats-Unis et de l'OTAN ont dépassé celles du Pacte de Varsovie de plus de 300 milliards de dollars au cours de la dernière décennie.

Le but du budget de guerre de Ronald Reagan n'est pas, comme il le prétend lui-même, d'affronter une prétendue menace soviétique. Son but réel est de donner au Pentagone la capacité d'intervenir militairement dans le monde entier,

et plus particulièrement en Amérique centrale, dans la Caraïbe et au Moyen-Orient, pour défendre les intérêts des entreprises américaines.

Ces derniers mois, les statistiques de l'administration Reagan ont prouvé publiquement que cette dernière préparait des plans pour envahir Cuba ou lui imposer un blocus, et qu'elle entend « faire tout ce qui est possible » pour empêcher le renversement de la Junte criminelle du Salvador. Ronald Reagan a aussi manifesté l'intention de défendre la monarchie d'Arabie Saoudite contre la révolution qui la menace.

Le budget du Pentagone pour 1983 montre que ces projets sont tout à fait sérieux. La plus grosse part de l'accroissement des dépenses revient de loin à la mise en place de forces d'intervention non nucléaires, comme la Force à déploiement rapide (RDF) de 110 000 hommes et à la Marine.

La RDF, décidée par le président Carter, peut être aéroportée partout dans le monde, avec des équipements adaptés aux sites proches des théâtres d'intervention. La RDF a déjà mis au point des interventions pratiques en Amérique centrale, dans la Caraïbe et au Moyen-Orient. Une base permanente a été construite pour elle dans l'île sous domination britannique de Diego Garcia dans l'océan Indien, où des navires chargés de tanks,

d'artillerie, de munitions, de carburant, d'eau, sont ancrés et prêts en permanence à faire route vers le golfe Persique.

D'autres infrastructures pour la RDF sont en construction près du golfe Persique, à Oman, au Kenya, en Somalie et en Egypte. Le Pentagone prévoit de dépenser au moins 11 milliards de nouveaux équipements pour la RDF en 1983 seulement. Cela inclut de nouveaux avions de transport et des avions citernes pour leur permettre d'atteindre n'importe quel point dans le monde sans avoir à atterrir pour se ravitailler en carburant, et de nouveaux navires de transport.

L'administration Reagan décrit le rôle principal de la RDF comme étant de bloquer l'agression soviétique. C'est de la pure propagande visant à mieux la faire accepter par l'opinion publique. Quand les spécialistes militaires écrivent pour leurs pairs, ils ne font pas de mystères sur la cible véritable de la RDF. Pour prendre un exemple, l'assistant du secrétaire à la Défense, Francis West, inquiet du fait que l'équipement de la RDF pourrait ne pas suffire à ses missions, note que « les nations du Tiers Monde, comme l'a illustré l'occupation de l'ambassade américaine en Iran, ne sont pas contrôlées par les

1. Cet article est repris d'*Intercontinental Press*, hebdomadaire socialiste de langue anglaise paraissant à New York, volume 20, numéro 8, du 8 mars 1982.



USA, et elles seraient tout à fait préparées et capables de combattre la RDF lorsqu'elle atterrir. »

Dans le cadre de l'effort fait par le Pentagone pour améliorer sa capacité d'intervention dans le monde, le programme de construction de navires de guerre joue un rôle clef. Sur le budget de 1983, environ 88 milliards (41,7 milliards de plus qu'en 1979) sont destinés à la Marine, afin de passer des 475 navires actuellement en fonction à 600 à la fin de la décennie.

La Marine prévoit de construire deux groupes de combat supplémentaires autour de nouveaux porte-avions nucléaires, au coût de 17 milliards de dollars par groupe, portant à 15 le nombre de groupes de combat de la flotte américaine.

Des groupes de combat supplémentaires seront également mis sur pied autour de deux navires de guerre de la Seconde Guerre mondiale qui seront remis en état pour un coût de 761 millions de dollars.

En tant que secrétaire à la Marine, John Lehman explique qu'une flotte de 600 navires organisée autour de quinze groupes de combat pourrait faire face « simultanément à des conflits en Extrême-Orient, au Proche-Orient, dans le golfe Persique, dans l'océan Indien, sur les routes pétrolières vitales autour de l'Afrique vers les Etats-Unis et l'Europe, la Méditerranée, l'Atlantique Nord, la Caraïbe et le Pacifique oriental » (Washington Post, 7 février 1982).

En plus de la forte augmentation pour la RDF et la Marine, le budget d'armement de Ronald Reagan pour 1983 concernant les armes nucléaires s'accroîtra de 7 milliards de dollars pour l'année fiscale en cours. Quatre systèmes d'armes bénéficient d'une attention particulière :

— Le missile MX « donnera aux Etats-Unis la capacité, pour la première fois, de menacer tous les missiles terrestres soviétiques », notait le New York Times du 11 août 1980. Equipé de dix têtes

chercheuses indépendantes, avec une portée de plus de 10 000 km, le MX pourrait détruire les silos soviétiques les plus renforcés.

— Le missile Trident-II lancé par sous-marin, utilisant un système de guidage sophistiqué avec une portée supérieure à 12 000 km, est le premier missile sous-marin doté d'une précision suffisante pour détruire de petites cibles militaires. Le Pentagone prévoit de déployer 13 sous-marins nucléaires de type Ohio, portant chacun 24 rampes de missiles Trident.

— Le troisième nouveau système d'armes, le missile Cruise, peut être lancé à partir de bases terrestres aussi bien que de navires, de sous-marins et d'avions. Il est si petit et vole si bas qu'il est supposé échapper au contrôle des radars. En plus, une fois lancé, le Cruise peut continuellement changer de direction pour éviter les obstacles. Le Pentagone prévoit de produire de 4 000 à 5 000 missiles Cruise.

— Un quatrième système, le Pershing-II, est un missile terrestre de haute précision. L'OTAN prévoit de déployer 572 missiles Cruise et Pershing-II en Europe occidentale en 1983. A partir des bases d'Allemagne de l'Ouest, le Pershing-II pourrait atteindre les cibles soviétiques en moins de cinq minutes au lieu de trente minutes pour un missile lancé depuis les Etats-Unis.

Le Pentagone va aussi de l'avant avec le nouveau bombardier nucléaire B1 et travaille au bombardier Stealth (le Furtif), ainsi nommé parce qu'il serait invisible pour les radars soviétiques grâce aux matériaux qui le composeront.

Pourquoi les politiciens poussent-ils à la fabrication de ces armes de première frappe ? Ils savent que leur emploi serait suicidaire. Mais ces armes de l'apocalypse ont un but très pratique, qui est directement lié aux plans immédiats des dirigeants américains en Amérique centrale, dans la Caraïbe et dans d'autres régions.

Le Pentagone veut une supériorité nucléaire écrasante pour empêcher les Soviétiques de venir à l'aide de quelque victime de l'intervention américaine. Mais la politique de Ronald Reagan doit affronter une puissante opposition, aussi bien aux Etats-Unis que dans le monde entier. En Europe, un mouvement se développe contre les plans de l'OTAN de déploiement des missiles Cruise et Pershing-II sur le sol de l'Europe occidentale en 1983. La question de savoir si ces décisions seront appliquées est maintenant ouverte.

Aux Etats-Unis aussi, existe une puissante opposition à l'intervention américaine au Salvador, prouvant que le « syndrome vietnamien » est loin d'être dépassé. Il y aura des manifestations contre l'intervention au Salvador le 27 mars à Los Angeles, à Oakland, à Seattle et à Washington. Et le 12 juin se déroulera à New York une manifestation pour le désarmement. ■

Un million de jeunes refusent de se plier au "draft"

Au moment même où l'impérialisme américain est lancé dans de multiples préparatifs d'intervention contre-révolutionnaire en Amérique centrale, un million de jeunes Américains en âge de se faire enregistrer sur les listes préalables à la conscription refusent de se plier au draft (1). Par leur refus, ils constituent un élément de l'opposition de l'opinion publique américaine à une aventure militaire de leur gouvernement en Amérique centrale.

Alors qu'il n'était encore que candidat à la présidence des Etats-Unis, Ronald Reagan s'était opposé au draft mais, une fois en place, comme il est de coutume avec les promesses électorales faites par les dirigeants républicains ou démocrates, Ronald Reagan s'est empressé d'étendre l'enregistrement des jeunes en âge d'être enrôlés dans l'armée. Cette décision a été prise en janvier et elle n'est évidemment pas indépendante des menaces de guerre de l'impérialisme US. Le message de Ronald Reagan a d'ailleurs été clair : « Nous vivons dans un monde dangereux. Dans l'éventualité d'une future menace contre la sécurité nationale, l'enregistrement pourrait sauver les Etats-Unis en mobilisant en moins de six semaines un effectif d'urgence. »

La loi sur l'enregistrement, adoptée par le Congrès américain à la mi-1980, sous l'administration démocrate de Jimmy Carter, a été combattue par de multiples recours juridiques. Pendant cette première période, des centaines de milliers de jeunes ont refusé de se plier à une loi dont le statut légal était encore ambigu. Mais, même après que sa légalité ait été reconnue par la Cour suprême des Etats-Unis en juin 1981, l'opposition s'est maintenue. En Californie, le pourcentage de ceux qui ne se sont pas fait enregistrer atteint 50 %. Parmi les Noirs de Washington, il atteint environ 46 %.

Lorsque Ronald Reagan a annoncé l'extension du draft, il a aussi précisé qu'il accordait jusqu'au 1er mars un délai supplémentaire pour que les jeunes s'y soumettent. Ceux qui ne s'y seraient pas soumis après cette date pourraient être poursuivis, encourant une peine de 5 ans de prison et 10 000 dollars d'amende. Mais, après la date du 1er mars, le Service du système de sélection (SSS) admettait que plus de 900 000 jeunes n'avaient toujours pas rempli ces formalités.

Le gouvernement américain pourrait donc engager des poursuites contre ce million de jeunes récalcitrants à sa politique de préparation à la guerre. Il revient évidemment au mouvement anti-guerre aux USA de s'opposer à toute éventuelle attaque de ce type. Comme le note l'éditorial du Militant, organe du Socialist Workers Party (SWP), du 12 mars dernier : « Les forces anti-guerre doivent être prêtes à défendre vigoureusement n'importe lequel de ceux qui seraient poursuivis en justice, si et quand le gouvernement tentera de le faire. » Aussi les prochaines manifestations contre l'intervention américaine au Salvador devront-elles associer à leurs mots d'ordres la dénonciation du draft.

1. Draft : système d'établissement de listes nominatives de jeunes en âge de partir à l'armée en cas de conscription.

Le radicalisme sanglant du régime khmer rouge

LE Cambodge est toujours l'enjeu d'un important conflit régional et international. Le cours suivi par la révolution cambodgienne et la crise sino-indochinoise restent l'objet d'interprétations divergentes et continuent à nourrir polémiques et débats au sein du mouvement ouvrier international et des mouvements de libération nationale.

L'histoire des relations entre le Parti communiste du Kampuchea (PCK) et le Parti communiste vietnamien (PCV), le

contexte dans lequel s'est opérée l'intervention vietnamienne de décembre 1978-janvier 1979, l'évolution de la situation dans le pays et des relations sino-occidentales seront analysés dans le cadre d'autres articles. Mais il est important, avant toute chose, de revenir sur ce qu'a été le régime khmer rouge, la nature de l'orientation poursuivie par la direction Pol Pot et les conséquences de sa politique pour la population cambodgienne.

Pierre ROUSSET

Le cours de la révolution au Cambodge doit en effet être étudié dans ce qu'il a de spécifique, d'unique. On retrouve certes dans l'expérience cambodgienne des années 1975-1978 bien des traits déjà tristement célèbres : l'efficacité de la police politique stalinienne, les « aveux » forcés des grands procès de Moscou et les « confessions autocritiques » imposées en Chine, la terrible épreuve de la collectivisation forcée des campagnes en URSS et l'ultra-gauchisme maoïste du Grand Bond en avant ou de la Révolution culturelle, le nationalisme exacerbé des bureaucraties...

Pourtant, plus les données s'accumulent sur ce qu'ont été les années 1975-1976, et plus il apparaît clairement que le régime Pol Pot n'a pas constitué un simple avatar de la bureaucratisation des révolutions contemporaines, comme les précédentes, mais en plus grave seulement. Ce n'est pas du « déjà vu » en pire. La trajectoire de la révolution cambodgienne est dramatiquement originale, même si on ne peut l'interpréter qu'en la situant dans son contexte international : celui de la dégénérescence bureaucratique et des divisions nationalistes qui ont marqué de façon croissante le « camp socialiste » depuis l'ère stalinienne.

Il est d'autant plus nécessaire de revenir sur l'analyse qu'il est possible de faire aujourd'hui du régime khmer rouge, que le « modèle cambodgien » a exercé une influence notable sur certains mouvements de libération — notamment en Asie du Sud-Est — et que cette influence a été partiellement ravivée par l'intervention vietnamienne.

La politique suivie par le PCK et la direction Pol Pot a été et reste l'objet d'intenses efforts de propagande. Il est par exemple vrai qu'une campagne d'intoxication s'est poursuivie sur le Cambodge en Occident, utilisant sans vergogne des faux, comme fin 1975-début 1976 (1). Il est aussi vrai que les dénonciations par Hanoi des crimes du régime Pol Pot, à partir de l'intervention des for-

ces armées vietnamiennes, est durablement entachée par le fait que la direction du PCV s'est honteusement tue, avant que l'invasion ne soit décidée, sur ce qui se passait dans le pays voisin. Le problème de la fiabilité des sources se pose donc avec acuité, et ce d'autant plus que le bilan de l'action menée par les Khmers rouges apparaît rapidement si accablant qu'un doute s'impose : comment un mouvement de libération nationale, d'obédience communiste, éprouvé au cours d'un dur combat populaire, a-t-il pu en arriver là, au lendemain même d'une victoire accueillie avec soulagement par la population ? Pour préciser ce bilan, les développements qui suivent se sont largement appuyés sur des sources qui n'étaient pas — au départ — hostiles aux Khmers rouges.

Depuis 1980, une série d'études sont parues sur l'histoire du Parti communiste du Kampuchea (PCK) et sur l'évolution de la situation au Cambodge de 1975 à nos jours. Ces études sont souvent le fait de chercheurs indépendants ayant interviewé nombre de réfugiés à la frontière thaïlandaise ou en Occident, ayant enquêté au Cambodge même auprès de la population, ayant étudié des documents originaux tels ceux retrouvés dans le centre de détention et de torture de Tuol Sleng à Phnom Penh. Leurs analyses se

voient largement corroborées par les observations de nombreux journalistes qui ont pu se rendre ces deux dernières années au Cambodge même. Ce sont pour l'essentiel ces études qui vont être mises à contribution ici (2).

UN MODELE DE « DÉVELOPPEMENT INDEPENDANT »

Un certain nombre d'observateurs ont tenté de comprendre la politique mise en œuvre par la direction khmère rouge — après la victoire — à partir de considérations conjoncturelles (la nécessité de relancer immédiatement la production alimentaire dans un pays dévasté par la guerre, etc.) et proprement économiques (comment assurer à moyen terme le développement du pays tout en préservant son indépendance). Cela a été le cas, en 1976, des Américains George C. Hildebrand et Gareth Porter (3), bien que ce dernier ait modifié profondément ses perspectives depuis. Cela restait le cas, en 1979, du Français François Ponchaud, qui n'est pourtant pas, loin s'en faut, un sympathisant politique du PCK (4). Un universitaire marxiste spécialiste des problèmes économiques du sous-développement comme le Britannique Malcolm Caldwell a pu voir dans l'expérience cambodgienne une

1. Cf. par exemple Gavan McCormack, « The Kampuchean Revolution 1975-1978, The Problem of Knowing the Truth », *Journal of Contemporary Asia*, volume 10, numéro 1-2, 1980 ; et Pierre Rousset, « Cambodia : Background to the Revolution », *Journal of Contemporary Asia*, volume 7, numéro 4, 1977.

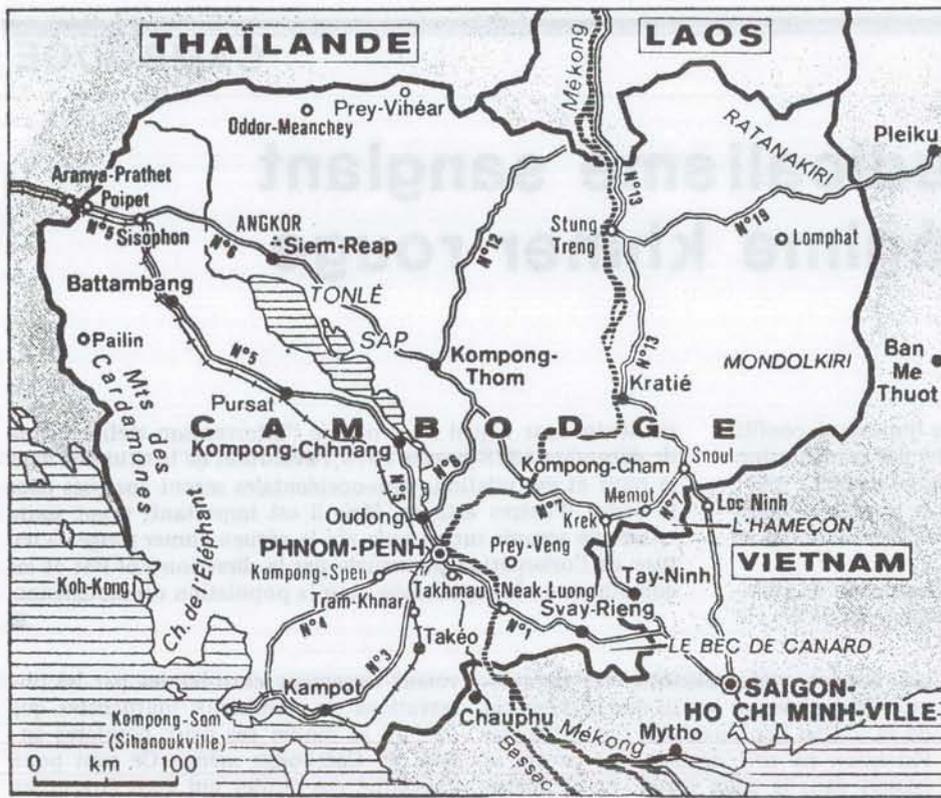
2. Il s'agit, entre autres, des travaux du chercheur américain Steve Heder, de l'universitaire australien Ben Kiernan et de sa compagne cambodgienne Chantou Boua. Tous trois ont longtemps soutenu les Khmers rouges. Ce n'est que début 1978 que Ben Kiernan a commencé à réévaluer de façon critique son analyse du communisme cambodgien (Ben Kiernan, introduction à son article « Vietnam and the Governments and People of Kampuchea », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, volume 11, numéro 4, octobre-décembre 1979).

Steve Heder considère toujours que les Vietnamiens cherchent à imposer un protectorat colonial au Cambodge. Pourtant, il n'en juge

pas moins que la direction Pol Pot a été « objectivement traître » à la nation cambodgienne en « créant les conditions qui rendaient historiquement plus probable une perte de l'indépendance nationale » (Steve Heder, « From Pol Pot to Pen Sovan to the Village », document ronéotypé pour l'Institute of Asian Studies, Bangkok, à l'occasion de la Conférence sur l'Indochine tenue à l'Université de Chulalongkorn, Thaïlande, du 19 au 21 juin 1980, p. 2).

3. George C. Hildebrand et Gareth Porter, *Cambodia, Starvation and Revolution*, Monthly Review Press, 1976.

4. François Ponchaud, « Kampuchea : une économie révolutionnaire », *Mondes en développement*, numéro 28, 25 janvier 1979. François Ponchaud conclut son article en affirmant que « l'invasion vietnamienne de 1978-1979 réduira sans doute à néant tant d'efforts (de développement économique sous Pol Pot) qui auraient pu être prometteurs à long terme » (p. 317).



« source d'espoir » pour les peuples du Tiers Monde (5), avant d'être assassiné — de façon toujours inexplicable — lors d'une visite à Phnom Penh le 23 décembre 1978.

Sans parler de l'Égyptien Samir Amin, qui a couvert de son autorité d'économiste et de son renom international la politique mise en œuvre par la direction Pol Pot, et ce jusqu'à aujourd'hui : la « voie cambodgienne » initiée par les Khmers rouges représente pour Samir Amin un authentique modèle de développement pour le Tiers Monde, exemplaire parce qu'autosuffisant et indépendant, en rupture avec le modèle occidental (6).

Pour tous ces auteurs, l'orientation suivie à partir de 1975 était rationnelle, compte tenu des terribles difficultés du Cambodge d'alors et de la nature de ses ressources réellement disponibles ; rationnelle aussi par rapport à un projet conscient de développement à moyen et long terme. Elle devait permettre au pays de briser le double étai de la dépendance et du sous-développement, malgré son éventuel lourd coût humain.

On peut tenter de résumer comme suit les trois mesures de sauvegarde immédiate prises au lendemain de la victoire du 17 avril 1975, et qui sont supposées avoir été la colonne vertébrale de cette orientation : le pays se replie sur l'autarcie, rompant ainsi les liens de dépendance noués par l'impérialisme ; les centres urbains sont vidés de leurs habitants, ce qui permet de détruire d'emblée une excroissance socio-économique à la fois étrangère et parasitaire qui pompe les ressources du pays ; toute la population est engagée dans la production agricole afin de surmonter aussi vite que possible le déficit alimentaire provoqué par la guerre.

A moyen terme, l'agriculture doit servir de base au développement industriel. Le riz est la principale richesse du

moment, la production potentielle de riz est énorme : le pays exportait du riz alors même que les rendements à l'hectare y étaient particulièrement faibles et qu'il n'y avait qu'une seule récolte par an. C'est donc là-dessus qu'il faut agir dans l'immédiat, en réalisant de vastes travaux hydrauliques et en assurant une rapide extension de l'irrigation afin d'augmenter les rendements et de passer à deux ou trois récoltes par an. La force de travail humaine reste le principal moyen de production disponible, il faut donc le mobiliser à plein dans le cadre d'une organisation collective de la production. Dès que possible, des exportations agricoles seront effectuées (riz et caoutchouc naturel notamment) grâce auxquelles il sera possible d'importer machines et produits divers (dont les médicaments modernes). En attendant, il faudra se tourner vers les ressources traditionnelles du pays (herbes médicinales, etc.) et relancer les ateliers de production mécaniques et industriels existants et indispensables. Progressivement, le pays s'ouvrira au monde extérieur, tout en consolidant les fondements de son indépendance réelle. Il bâtira une économie industrielle et moderne autochtone. Les générations futures profiteront des sacrifices acceptés par les générations présentes.

Notons tout d'abord qu'il n'existe aucun document — publié par le Parti

5. Malcolm Caldwell, « Cambodia : Rationale for a Rural Policy », photocopié de l'Université de Bielfeld, cité par François Ponchaud (art. cit., p. 730).

6. Gavan McCormack reproduit cette analyse de Samir Amin en se référant à une interview parue dans le quotidien japonais *Asahi Shinbun* du 16 juin 1981 et à un rapport présenté à la Conférence internationale sur le Cambodge, réunie à Tokyo le 3 juin 1981.

Ces propos de Samir Amin prolongent les thèses qu'il avait déjà exposées dans l'article reproduit dans son ouvrage *Imperialism and*

communiste du Kampuchea (PCK) ou par le gouvernement du Kampuchea démocratique — présentant de façon un tant soit peu systématique l'orientation économique du nouveau régime. Les analystes doivent d'une part fouiller dans les travaux universitaires réalisés dans les années 1950 en France par des dirigeants khmers rouges actuels comme Khieu Samphan, et d'autre part relever les mots d'ordre et les exhortations diffusés à la radio de Phnom Penh entre 1975 et 1978, pour caractériser la politique mise en œuvre (7). Cette absence de tout document de référence est un aspect très inquiétant. Mais il faut reconnaître que l'analyse des émissions de radio et de l'idéologie du régime répond à ce schéma de développement. Et il est aussi vrai que des progrès sont apparus dans la production, notamment en 1978, qui ont permis à de nombreux observateurs de croire que la « voie cambodgienne » fonctionnait effectivement. On se rend pourtant compte, à y regarder de plus près, qu'il n'en était rien.

Dès qu'on analyse la politique concrète poursuivie par la direction khmère rouge, il apparaît qu'elle répond à trois sortes de préoccupations : briser le pouvoir des anciennes classes dominantes et de l'impérialisme ; jeter les bases d'un développement économique de type autarcique, contrôler, par des mesures de répression socio-politiques de masse, les secteurs populaires urbains et ruraux. Il est évident que bien des mesures « économiques » ont pour fondement la volonté de répression sociale des masses populaires et non une conception rationnelle du « développement dans l'indépendance ».

UNE REVOLUTION SOCIALE RADICALE

Pour discuter de l'expérience cambodgienne, il faut d'abord reconnaître qu'il y a bien eu dans ce pays une révolution sociale radicale. Cette révolution sociale se caractérise même par l'ampleur, la brutalité et la rapidité avec laquelle sont prises des mesures anticapitalistes et anti-impérialistes.

Toutes les institutions politiques et étatiques de l'ancien régime ont été détruites, l'armée du général Lon Nol a intégralement été brisée. A l'exception d'un trafic de contrebande alors marginal avec la Thaïlande et de minimes échanges commerciaux, le pays s'est fermé au marché mondial. Les liens multiples qui le rattachaient à l'impérialisme ont été rompus,

Unequal Development (1979). Cf. Gavan McCormack : « Kampuchea : Nationalism, revolution and intervention », *Working Paper*, numéro 11, Centre d'anthropologie et de sociologie de l'Université d'Amsterdam, 1982.

7. On trouvera une présentation de l'idéologie officielle du régime khmer rouge en matière de développement et un dépouillement des émissions radio dans François Ponchaud, *Cambodge année zéro*, Juillard, Paris, 1977. Voir aussi les numéros des *Dossiers Echanges France-Asie* publiés par les Missions étrangères de Paris, ainsi que *Mondes en développement*, art. cit.

jusque et y compris par la déportation massive des populations urbaines au sein desquelles le régime craignait que des sympathies pro-occidentales et pro-Sihanouk survivraient. Les nombreux cas de répression massive que l'on relève fin 1975 (bien que de façon inégale suivant les régions) frappent pour l'essentiel les membres des anciennes classes bourgeoises, les élites intellectuelles, les hauts fonctionnaires du régime néocolonial d'hier, les officiers et les soldats de l'armée de Phnom Penh.

La propriété privée est officiellement abolie. La circulation monétaire est interrompue et se voit remplacée par la distribution administrative d'un côté, par le troc de l'autre. La communauté marchande sino-khmère est écrasée. Un vent d'égalitarisme radical souffle dans les campagnes.

La bourgeoisie et les élites traditionnelles ont donc été physiquement atomisées ou éliminées. Les mécanismes internes de l'accumulation du capital, les médiations économiques et politiques de la domination impérialiste, les structures du pouvoir bourgeois sont tous mis en miettes plus radicalement et plus rapidement que cela n'a été fait dans n'importe quelle autre révolution, les périodes de guerres civiles intenses mises à part.

La « radicalité » des mesures anticapitalistes prises au Cambodge de 1975 à 1978 est illustrée *a contrario* par la politique mise en œuvre par le régime Heng Samrin et les forces vietnamiennes après la chute du régime du Kampuchea démocratique. L'économie monétaire est rétablie. Un commerce privé florissant est autorisé, nourri par un lucratif trafic frontalier poursuivi avec la Thaïlande. Des fortunes se constituent depuis, de ce fait, ce qui ne manquera pas de poser à terme un grave problème au régime, avec la reconstitution d'une bourgeoisie commerçante et spéculatrice dotée d'une grande capacité de corruption... Steve Heder note que, « ironie de la situation », les Vietnamiens sont devant un dilemme difficile : en principe, « leurs plans concernant la réorganisation de l'agriculture locale se fondent sur une forme élémentaire de collectivisation (...) qui implique l'existence d'un certain taux de capitalisme rural à même de reprendre les rênes là où le système collectif ne peut être efficace. Mais le problème est qu'au sortir de la période du Kampuchea démocratique, il n'existe pas un tel capitalisme rural au niveau local. Pour résoudre un certain nombre de problèmes d'approvisionnement à la campagne, les Vietnamiens doivent autoriser le développement d'un certain degré de capitalisme. (8) »

Il faut noter tout de suite que ces mesures de « recul » ont été favorablement accueillies par la population et qu'elles se sont combinées avec d'autres mesures levant un grand nombre d'interdictions qui frappaient les masses populaires elles-mêmes. Car le régime Pol Pot avait simultanément brisé les reins aux

couches bourgeoises et étouffé tout droit des populations.

UNE POLITIQUE DE RÉPRESSION SOCIALE DE MASSE

Le Kampuchea démocratique n'est évidemment pas le premier pays où de violentes mesures d'écrasement des anciennes classes dominantes se sont combinées avec d'autres mesures visant à imposer un contrôle dictatorial sur les masses populaires. L'URSS, durant la période stalinienne de collectivisation forcée des années 1930, l'a précédé sur cette voie. Mais la précocité avec laquelle ce type de contrôle social et politique des masses populaires a été imposé, au lendemain d'une révolution victorieuse au Cambodge, est sans précédent, ainsi que la « radicalité » et l'extension de ces mesures. A tel point que la politique d'ensemble de la direction Pol Pot a tendu à être, apparemment, déterminée par cet objectif.

Cela apparaît déjà clairement en ce qui concerne des décisions essentielles prises dès le 17 avril 1975 et dans les mois qui ont suivi. Il était économiquement rationnel de vider Phnom Penh d'une bonne partie de sa population, formée alors de nombreux réfugiés de la campagne. Il était concevable de prendre des mesures d'urgence pour se prémunir d'éventuels bombardements américains. Mais rien ne justifiait que Phnom Penh soit vidée de l'intégralité de ses habitants, y compris les grands malades et les vieillards. Rien ne justifiait que les ouvriers des ateliers et des entreprises de la capitale soient exilés à la campagne, aussitôt remplacés par des soldats d'origine paysanne. Rien ne justifiait que les paysans des villages nouvellement libérés soient eux aussi autoritairement déportés, quitte à laisser longtemps en friche d'importantes rizières.

Rien, si ce n'est la volonté de disperser les populations mal organisées par le PCK au moment de la victoire du 17 avril 1975. Il faut rappeler, pour mesurer la gravité de la décision prise alors par la direction khmère rouge, que la moitié au moins de la population cambodgienne s'est retrouvée ainsi autoritairement déportée. Pour ce faire, le PCK a détruit son propre réseau militant existant à Phnom Penh et dans les zones « blanches ». Non seulement ces populations (toutes classes confondues) ont été sciemment déracinées, mais elles ont été appelées « peuple nouveau » (par opposition au « peuple ancien » ou « peuple de base » formé par les habitants des anciennes zones libérées), et les personnes ainsi déportées sont devenues des citoyens de seconde ou de troisième zone. Ce faisant, le régime s'est aliéné une portion considérable de la population cambodgienne qui — au départ — lui était pourtant généralement favorable ou affichait une neutralité bienveillante. Un processus irréversible de « désaffectation populaire-répression » a ainsi été déclenché.

L'objectif de répression sociale poursuivi par la direction Pol Pot est devenu particulièrement clair en 1977-1978. Les

très nombreux interviews recueillis, notamment par Steve Heder, Ben Kiernan et Chantou Boua, font état, en fait dès la fin 1976, d'un processus d'extension géographique de mesures de « collectivisation forcée » de la vie sociale, d'un durcissement général de la politique du régime (accompagné de nombreuses purges sanglantes dans les rangs du PCK). On assiste, soulignent les réfugiés, à une « deuxième révolution » (9).

La population des anciennes zones libérées, le « peuple ancien », a été progressivement frappée. La main-d'œuvre a été « organisée comme une armée en campagne », c'est-à-dire militarisée. Des « forces de travail » ont été mises sur pied par tranche d'âge (enfants, jeunes et adultes sans enfant, couples avec enfants en bas âge, vieux) à qui des tâches de production différenciées ont été assignées. Les jeunes, force « mobile », ont été envoyés sur les chantiers pour accomplir de grands travaux, notamment hydrauliques. Les familles ont commencé à être ainsi brisées. S'agissait-il de mesures économiques coûteuses mais nécessaires ? La suite montre qu'il n'en était rien.

Les enfants ont souvent été regroupés et obligés d'habiter ensemble, séparés de leurs parents. La cuisine individuelle a été interdite, et bien souvent les ustensiles de cuisine ont été retirés des habitations familiales pour être stockés centralement. Les repas ont dû autoritairement se dérouler dans de vastes réfectoires où femmes et hommes mangeaient séparément. Chantou Boua raconte, après des enquêtes menées notamment au Cambodge même, à quel point cette expérience a été traumatisante : « Quand elles expriment leur haine du régime Pol Pot, ce dont beaucoup de femmes parlent avec le plus d'amertume — les exécutions mises à part —, c'est des repas collectifs, qu'elles abhorraient et détestaient. En 1977, des coopératives villageoises ont été imposées aux habitants qui devaient suivre un programme rigide de travail et de repas pris dans des réfectoires communs (...), les rations étaient maigres (...). Plus encore, tout ce qui était cultivé devait être remis aux cuisines collectives et les gens n'étaient même pas autorisés à manger la nourriture cultivée sur leur propre petit lopin, s'ils en avaient un. La façon dont ces règles draconiennes étaient appliquées variait en fait largement en fonction des caprices ou de la décence des cadres placés à la tête du village. Dans les pires cas, les gens étaient forcés de manger secrètement des feuilles, des racines, tout ce qu'ils pouvaient trouver, et néanmoins nombreux sont ceux qui sont morts de faim ou qui ont été affaiblis par la malnutrition. Des personnes parlent avec honte

8. Steve Heder, « Revolution and Counter-Revolution in Kampuchea », AMPO, Tokyo, volume 12, numéro 3, troisième trimestre 1980, p. 31.

9. Ben Kiernan, « Pol Pot et le mouvement communiste cambodgien ». Cet article, initialement paru dans *Journal of Contemporary Asia*, volume 10, numéro 1-2, 1980, a été publié en français dans Serge Thion, Ben Kiernan, *Khmers rouges*, Albin Michel, Paris, 1981.

du fait qu'elles ont été amenées à cacher de la nourriture vis-à-vis de leur mari, de leur femme ou de leurs enfants pour ne pas avoir à partager ou pour qu'elle ne soit pas découverte par les forces de Pol Pot. Nombreux sont ceux qui regretteront toute leur vie de tels actes qui ont détruit la confiance et la solidarité familiales. Pis encore, ces incidents ont parfois conduit à des situations où hommes et femmes ne peuvent plus croire ou aimer leur conjoint. (10) »

La dislocation de la cellule familiale a certainement été l'un des moyens les plus efficaces pour anéantir les possibilités de résistance collective au nouveau régime. Comment s'enfuir au loin quand on ne possède même pas les ustensiles nécessaires à la cuisson du riz ? Il en est allé de même de la répression brutale du bouddhisme. Le peuple cambodgien semble avoir été particulièrement empreint de croyances bouddhistes. Il est de toute façon inconcevable que la religion ait été déracinée par la révolution en deux années. Cela n'a pas empêché le régime de briser l'organisation sociale et religieuse bouddhiste. Les moines pouvaient offrir une autorité alternative, au niveau des villages, à celles des cadres du PCK. Et les pagodes étaient le centre naturel de la vie sociale et collective du Khmer, la localité habitée se situant d'abord en rapport avec la construction de la pagode où se déroulent toutes les cérémonies. Avant d'être une simple « mise au travail productif » des moines, la politique du régime, détruisant ou détournant pagodes ou monastères, était une politique s'attaquant aux croyances ainsi qu'à la capacité d'organisation collective de la population villageoise.

De façon générale, on peut dire que la population a été privée de toute forme d'organisation collective hors la production. Et même là, les normes à atteindre semblent bel et bien définies, à partir de 1977, sur une base individuelle et non sur celle des équipes : la ration alimentaire accordée à tel individu dépend le plus souvent de la quantité de travail qu'il a pu réaliser dans la journée. Les organisations de masse n'existent que sur le papier et, dans le cas de la paysannerie, elles semblent n'avoir même pas d'existence formelle. La population est aussi privée de la possibilité de communiquer. Sous prétexte d'avancer « pas à pas » dans la construction économique et de se concentrer sur les priorités, le régime se refuse à remettre en place un service des postes. Il utilise évidemment pour son compte son propre réseau de communications administratif et militaire. Mais l'on conçoit l'isolement dans lequel sont plongés les villages et les camps de travail dans un pays où il n'y a ni poste ni téléphones publics, où les déplacements sont interdits ou sévèrement contrôlés, où une partie considérable de la population a été soumise à des déportations arbitraires successives, où enfin les familles ont été bien souvent partiellement dispersées. Voilà aussi qui est unique et sans précédent et qui a dû efficacement contribuer à l'atomisation des masses populaires et au morcellement des résistances.

Il semble que la production ait augmenté en 1977-1978, à commencer par la production de riz. Mais les rations alimentaires accordées à la population se réduisent en général notablement en 1978. La disette s'aggrave. Les exportations vers l'Occident sont alors quasi nulles. Le riz

ainsi autoritairement retiré des « coopératives » a dû servir à améliorer l'ordinaire des privilégiés du régime, cadres de l'appareil et soldats de l'armée. Il a peut-être aussi été envoyé en Chine en paiement de l'aide reçue.

Toujours est-il que la base sociale du régime se réduit rapidement durant ces années charnières. Les témoignages de réfugiés indiquent sans conteste qu'en 1975-1976 le régime bénéficiait d'un véritable appui populaire dans d'assez nombreuses zones rurales. Mais cet appui disparaît et se transforme généralement en haine au fur et à mesure que la politique de terreur s'étend, que la collectivisation forcée de la vie sociale s'impose, que les cadres locaux sont victimes de purges sanglantes. Le processus « désaffection populaire-répression » s'étend qualitativement. L'appareil du PCK est lui-même décimé par une intense lutte de fractions.

LES GRANDES PURGES INTERNES AU PCK

Des divergences se sont en effet manifestées très tôt au sein du mouvement communiste cambodgien. Les purges qui frappent les rangs du parti et de l'armée khmère rouge après la victoire prolongent et élargissent une politique de liquidation secrète de centaines de cadres — sinon plus — du PCK dans le cours même de la lutte révolutionnaire. A cette époque, ce sont essentiellement les militants « de retour de Hanoi » qui ont subi le feu de cette répression interne et déjà sanglante : les anciens « regroupés » qui avaient rejoint le Nord-Vietnam en 1954, après la signature des accords de Genève, et qui ont été plus de 1 000 à revenir dans leur pays pour reprendre le combat après le renversement de Norodom Sihanouk en 1970 et l'extension au Cambodge de la guerre d'Indochine.

La direction du PCK est, en 1970, contrôlée par un noyau de cadres formés au début des années 1950 à Paris (comme Pol Pot-Saloth Sar) et quelques militants qui n'ont jamais quitté le Cambodge (comme Hu Nim). La nouvelle équipe dirigeante s'est imposée à la tête d'un parti très affaibli au début des années 1960. Cette équipe n'a probablement jamais été véritablement homogène, mais elle est dans sa majorité déjà très anti-vietnamienne, vu la façon dont elle s'est constituée et les tensions qui se sont manifestées entre le PCK et le Parti communiste vietnamien (PCV) tout au long des années 1960 (11). Elle perçoit donc comme un danger le retour de Hanoi des « regroupés » des accords de Genève. Un danger pour l'indépendance du PCK et pour le maintien

Les habitants de Phnom Penh quittent la ville sur l'ordre des Khmers rouges. (DR)



10. Chantou Boua, « Women in Today's Cambodia », *New Left Review*, numéro 131, janvier-février 1981, p. 59-60.

11. Steve Heder, « Kampuchea's Armed Struggle. The Origin of an Independent Revolution », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, volume 11, numéro 1, janvier-février 1979 ; et Ben Kiernan, « Origins of Khmer Communism », *Southeast Asian Affairs*, Singapour, 1981.



Les « marines » américains évacuent Phnom Penh après la victoire des Khmers rouges. (DR)

de leur propre contrôle sur la direction du mouvement communiste au Cambodge.

Dès 1971 et peut-être dès 1970, des purges secrètes commencent, en l'absence de tout débat politique : des cadres et des militants, soupçonnés de sympathies pro-vietnamiennes, sont convoqués à des séminaires ou à des réunions dont ils ne reviendront jamais. Officiellement, il n'y a même pas « lutte entre deux lignes » : tout se passe en silence. « Il n'y avait généralement, note Steve Heder, pas de dénonciations publiques, ni même souvent de dénonciation interne au parti des victimes des purges, aucune déclaration indiquant que quelque chose n'allait pas dans le parti. Il y avait seulement une disparition dans des circonstances routinières suivie presque certainement d'une mort toujours secrète. (12) »

Ben Kiernan donne une liste de dirigeants du mouvement communiste khmer qui ont ainsi été liquidés. Il estime qu'en 1977 tous les « retours de Hanoi », à l'exception d'une douzaine d'entre eux, avaient été tués par les forces de Pol Pot après s'être vus assigner des positions locales dans le parti et avoir contribué de façon significative à redonner au PCK une base de masse. Quant à la figure historique de la résistance communiste à l'occupation française, Son Ngoc Minh, il est « mystérieusement mort en 1972 lors d'une visite en Chine en vue de subir un traitement médical (13) ».

Bien des exécutions se sont produites en 1973 quand, après la signature des accords de Paris sur le Vietnam du 27 janvier, toute la flotte aérienne américaine est venue écraser le Cambodge sous les bombes et que la fraction Pol Pot a renforcé son contrôle sur le PCK. Le parti est alors à nouveau dominé par des courants nationalistes et anti-vietnamiens. Pourtant, en 1975, l'appareil du parti reste

fort peu centralisé sur le plan national, différentes fractions entrent progressivement en lutte les unes contre les autres, et la fraction Pol Pot ne prend décisivement le dessus qu'en 1977, même si les conflits internes au PCK se poursuivent encore jusqu'en 1978.

Ben Kiernan délimite, en 1975, trois principales tendances politiques coexistant au sein du PCK. L'une est représentée par la fraction Pol Pot, groupe « chauvin » qui s'est assuré une base dans le Nord-Est peu peuplé, où elle a noué une alliance avec des minorités montagnardes, et qui a consolidé son influence dans le Nord et une partie du Sud-Ouest. Une fraction politiquement « maoïste » à la mode de la Révolution culturelle, représentée par des dirigeants comme Hu Nim et Phouk Chhay. Leur base régionale principale se serait située dans le Sud-Ouest. Enfin, un groupe globalement « pro-vietnamien » dont les figures les plus connues étaient celles de Kéo Moni, So Phim et Pen Sovan. Leur influence s'exerçait essentiellement dans l'Est du pays (près de la frontière vietnamienne) mais touchait aussi le Sud-Ouest et la « zone spéciale » de Phnom Penh et Kandal (14).

Steve Heder estime de son côté que les divergences idéologiques étaient plus confuses, que les pro-vietnamiens étaient très rares et que les dirigeants de la zone Est étaient, en fait, comme Heng Samrin, à la fois anti-Pol Pot et anti-vietnamiens, mais qu'ils ont dû se tourner vers le Vietnam quand ils ont été à leur tour frappés par les purges. Il juge aussi que la base régionale de la fraction Pol Pot était très limitée, mais qu'elle tirait son pouvoir de son contrôle sur l'appareil central et qu'elle a noué une alliance avec le Comité régional du Sud-Ouest (15). Toujours est-il que les points suivants semblent désormais solidement établis :

— L'appareil du PCK et l'armée khmère rouge étaient, en 1975, organisés sur une base régionale qui a marqué la forme du conflit de fractions qui s'est alors ouvert.

— En 1975 et au début 1976, si toutes les fractions semblent avoir couvert la déportation massive du « peuple nouveau », la politique nationale s'applique différemment suivant les régions. Dans certaines régions, les soldats de l'armée de Lon Nol et les anciens fonctionnaires sont liquidés systématiquement et en masse, dans d'autres non. Les citoyens déportés vers les campagnes sont parfois bien accueillis par les cadres et la population, et parfois ils sont traités en ennemis.

— Des divergences de type politique d'ensemble — concernant par exemple l'histoire du mouvement communiste khmer, ses rapports avec le Parti communiste vietnamien, la date de naissance officielle du Parti cambodgien (1951 ou 1960 ?), la conception de l'internationalisme, le rapport aux luttes nationales antérieures — se sont longtemps exprimées dans les écrits et les discours.

— La politique de collectivisation forcée de la vie sociale engagée fin 1976 a rencontré de très vives résistances. Son extension géographique et son durcissement se sont accompagnés de purges frappant les cadres locaux, et ce à plusieurs reprises. Ce sont les forces de Pol Pot, et

12. Steve Heder, « From Pol Pot ... », art. cit., p. 6.

13. Ben Kiernan, « Origins of Khmer Communism », art. cit., p. 179.

14. Ben Kiernan, « Pol Pot et le mouvement communiste cambodgien », art. cit. p. 176-178.

15. Steve Heder, notamment in AMPO, art. cit., et le photocopié « From Pol Pot ... », art. cit.

de la zone Sud-Ouest qui lui étaient favorables, qui ont mené à bien ces très vastes purges. Des cadres venus du Sud-Ouest ou formés dans une école centrale, de plus en plus jeunes, ont remplacé les cadres locaux... avant d'être eux-mêmes liquidés pour laisser la place à de nouvelles recrues.

— La fraction Pol Pot apparaît comme ultra-chauvine, cherchant à consolider son pouvoir en jouant sur les antagonismes historiques entre le Cambodge et le Vietnam. En même temps, elle ignore délibérément les grandes figures de la résistance anti-française : ce sera le nouveau régime Heng Samrin qui réhabilitera leur mémoire. Sa référence idéologique est le royaume d'Angkor (du IX^e au XV^e siècles), mais elle rompt volontairement avec la tradition des luttes nationales ultérieures. Elle n'est pas pro-chinoise même si elle bénéficie du soutien de Deng Xiaoping. Si l'on excepte des coups de chapeau formels, elle ne se réfère presque pas au marxisme : le régime est désigné par le nom indéterminé de Kampuchea démocratique, l'existence même du parti communiste est longtemps masquée par le vocable d'Angkar (l'Organisation), le régime ne publie en khmer aucun ouvrage marxiste (de quelque obédience que ce soit), il publie d'ailleurs fort peu. Politiquement et idéologiquement, c'est un courant né au sein du mouvement communiste, mais sans équivalent ni au Vietnam ni en Chine, malgré les nombreuses tendances que l'on peut trouver dans ces partis.

— La base sociale du mouvement communiste cambodgien a été essentiellement paysanne, mais elle a aussi été populaire, et assez largement, y compris dans les centres urbains. C'est notamment cela qui lui a permis de l'emporter contre le régime du général Lon Nol. Mais le nouveau régime perd, entre 1975 et 1978, le gros de sa base de masse, y compris paysanne, à l'exception peut-être de quelques zones comme dans le Sud-Ouest. La véritable base sociale du régime devient alors l'armée elle-même. C'est une armée d'un type très particulier. A partir des bombardements américains terriblement destructeurs de 1973, elle semble changer de composition : elle comprend de moins en moins de villageois et de plus en plus de jeunes déracinés, socialement et familialement. Une fois la victoire acquise, et au fur et à mesure de l'extension des purges, l'armée vit de moins en moins au contact de l'habitant : elle est cantonnée dans des baraquements séparés et souvent dans la forêt, d'où elle peut contrôler plusieurs villages à la fois. Elle forme le véritable corps privilégié dans la société, sur le plan matériel comme sur le plan du pouvoir. L'éducation politique des soldats semble bientôt quasi nulle. Là encore, on peut dire que c'est un cas sans précédent.

— L'équipe dirigeante se réduit au fil des purges comme une peau de chagrin. Finalement, l'équipe au pouvoir forme une petite clique familiale comprenant Pol Pot, Ieng Sary, Son Sen, leurs trois femmes et Nuon Chea. Un nombre impressionnant de dirigeants en place en

1975 ont été liquidés durant les trois années qui ont suivi. L'ampleur des purges est comparable à celles qui ont frappé les cadres du Parti bolchevique quand Staline a consolidé son pouvoir et fait exécuter la quasi-totalité des membres du Comité central de 1917. Mais en URSS, il a fallu deux décennies pour en arriver là. Et cela n'a été le cas ni en Chine ni au Vietnam. Il n'y a peut-être qu'en Corée où les cadres du temps de la lutte révolutionnaire ont été liquidés si complètement et si rapidement, en particulier les cadres originaires du Sud.

Une image sinistre du fonctionnement de la machine de répression interne au PCK est fournie par les dossiers du centre de détention et de torture de Tuol Sleng à Phnom Penh. On y retrouve, par exemple, les confessions successives arrachées à un dirigeant de premier plan comme Hu Nim, qui s'accuse d'avoir été — de tout temps — un agent de l'impérialisme. On y apprend, au fil des pages, que les membres des différents ministères à Phnom Penh n'étaient pas autorisés à avoir des relations personnelles entre eux sans l'accord du Centre (16). Ce qui donne une idée du degré de contrôle policier qui s'exerçait au sein même du régime.

Tout aussi révélateurs sont les propos tenus par Ieng Sary, le commis-voyageur international du Kampuchea démocratique, en août 1981. Il reconnaît implicitement, dans une interview accordée à la journaliste Elizabeth Becker, que près de 15 000 personnes ont été liquidées dans le centre de Tuol Sleng et que la politique du régime était de liquider physiquement tout opposant. Il a admis que la « confession » de Hu Nim était effectivement écrite de la main de ce dernier et n'était pas un faux fabriqué après coup.

Il explique ainsi le système en vigueur après 1975 : « Si trois personnes accusaient une quatrième d'être un agent de la CIA ou du KGB, c'était considéré comme vrai, et cette personne était arrêtée (donc presque toujours exécutée). » Il se lave les mains de tout cela en affirmant qu'il « ne savait pas » que l'exécution suivait l'arrestation. Et il signale que Pol Pot avait présenté au début 1978 une « importante » réforme : au lieu de trois accusateurs, il en fallait désormais plutôt... cinq pour que l'accusation soit reconnue comme recevable (17).

Il est toujours très difficile d'estimer le nombre de vies humaines perdues durant la période 1975-1978. Mais les estimations les plus sérieuses font état d'environ 1 500 000 morts ; pour les deux-tiers du fait de la famine ou de maladies, pour un tiers du fait des exécutions (18).

UN PREMIER BILAN

Ces chiffres font partie du bilan qui doit être tiré du régime Pol Pot. Car si certains morts restent de la responsabilité directe de l'impérialisme américain, car ils sont dus aux conséquences de la guerre, la grande majorité d'entre eux sont le fait de l'orientation et des purges mises en œuvre par les Khmers rouges. Et Gavan McCormack

a raison de s'émouvoir de ce que des intellectuels socialistes de par le monde puissent paisiblement discuter des mérites du modèle de développement économique cambodgien en termes purement productifs (19). Et il faut insister, de plus, sur le fait que ce modèle de développement n'a pas « fonctionné » au Cambodge.

Il n'y a pas eu de développement autarcique dans l'indépendance réelle. Le Kampuchea démocratique s'est retrouvé étroitement dépendant de l'aide chinoise, et dans une moindre mesure nord-coréenne, sur tous les plans, économique, diplomatique et militaire. Il n'y a pas eu de développement socialement égalitaire. Bien que de nombreux militants khmers rouges aient été sincères, la corruption et les privilèges ont fait des ravages qui vont certainement bien au-delà de la situation qui prévaut au Vietnam, car plus le pouvoir est absolu et plus les privilèges de fonction se renforcent. La suppression de la monnaie n'a pas permis aux distributions administratives ni au troc contrôlé de remplir le rôle qui leur était dévolu. Comme le décrit de façon fascinante Pin Yathay (20), les trafics se sont multipliés, y compris le trafic de dollars, dans ce pays sans argent... Bien évidemment, parmi les déportés des villes, ce sont les pauvres qui ont le plus souffert, qui sont morts les premiers : ils n'avaient rien à négocier, alors que les riches pouvaient troquer pantalons, magnétophones, dollars, contre le minimum de nourriture pour survivre.

Il se peut que la production ait effectivement augmenté en 1978, même si cela demanderait à être vérifié : on s'est longtemps aveuglé sur les désastres économiques de la collectivisation forcée en URSS et du Grand Bond en avant en Chine. Il convient d'être prudent en la matière. Mais, de toute façon, compte tenu des conditions socio-politiques qui prévalaient au Cambodge sous le régime du Kampuchea démocratique, il ne pouvait pas y avoir de succès économiques durables. Toute l'expérience des autres révolutions le montre : une population paysanne hostile et en butte à un pouvoir trop brutal, une population paysanne à qui l'on vole par trop les fruits de son travail, finit par cesser de produire. Or, toutes les données convergent : le Kampu-

16. Ben Kiernan, Chatou Boua, Anthony Barnett, « Les "confessions" de Hu Nim », initialement paru en anglais dans *New Statesman*, 2 mai 1980, reproduit en annexe de Serge Thion, Ben Kiernan, *Khmers rouges, op. cit.*, p. 365 à 373.

17. Elizabeth Becker, *Far Eastern Economic Review*, 7 août 1981.

18. Ben Kiernan, « Table ronde Vietnam-Cambodge », *Vietnam* numéro 3, septembre 1981, p. 21. Voir aussi l'estimation de Steve Heder telle qu'elle est rapportée par Gavan McCormack, « Kampuchea : Nationalism... », *art. cit.*, p. 8.

19. Gavan McCormack, « Kampuchea : Nationalism... », *art. cit.*, p. 9-10, où il présente son bilan global de l'expérience khmère rouge.

20. Pin Yathay, *l'Utopie meurtrière*, Robert Laffont, Paris, 1980, à lire pour qui veut connaître ce qu'a été le sort des membres du « peuple nouveau ».

chea démocratique était miné par une crise terriblement profonde, les purges avaient saigné le parti, et la population s'était, dans sa grande majorité, retournée contre le régime. C'est là un problème économique clef, aussi bien que social, politique et tout simplement humain.

De tout cela on peut tirer une première conclusion générale : l'effondrement du régime khmer rouge a d'abord et avant tout été provoqué par sa crise intérieure. Elle est avant tout le produit de la faillite des orientations mises en œuvre par la direction Pol Pot.

Il est vrai que le gouvernement khmer rouge a été renversé par une intervention massive de l'armée vietnamienne et non, pour l'essentiel, par un soulèvement populaire. Il est aussi vrai que, de ce fait, le régime Heng Samrin reste profondément dépendant du Vietnam. Mais les structures du Kampuchea démocratique se sont bel et bien effondrées en janvier 1979, une fois l'appareil central du régime renversé par l'armée vietnamienne. Les masses cambodgiennes ont spontanément abandonné les « coopératives » et les camps de travail pour retourner dans leurs villages d'origine, à Phnom Penh, ou pour partir à la recherche de leur famille. Et toutes les enquêtes sérieuses effectuées depuis l'intervention militaire vietnamienne ont montré que la majorité de la population avait accueilli avec soulagement le renversement du régime khmer rouge et préférerait encore le maintien des forces vietnamiennes au retour de Pol Pot. Un problème national existe aujourd'hui au Cambodge, mais la faiblesse du régime

Heng Samrin rend compte de l'efficacité redoutable des purges effectuées dans les années passées et non d'une adhésion de la population à l'ancien ordre khmer rouge.

Il ne s'agit pas là d'une analyse *a posteriori* visant à justifier la politique poursuivie par le Parti communiste vietnamien (PCV) sur la question cambodgienne. En effet, nous avons déjà avancé ce jugement en 1976, sur la dynamique de la situation au Cambodge, c'est-à-dire avant le durcissement du régime en 1977, et avant l'ouverture de la véritable guerre frontalière entre le Cambodge et le Vietnam... mais après la déportation autoritaire des habitants de Phnom Penh et des villages nouvellement libérés.

Dans un article — très prudent — concernant les faits et dénonçant la campagne d'intoxication menée en Occident contre le nouveau pouvoir cambodgien (et l'on a vu qu'à la mi-1976, bien des accusations formulées en Occident étaient encore fausses), nous écrivions cependant que « le choix de production maximum (devait tendre) à faire baisser rapidement le taux de croissance d'autant plus vu l'organisation autoritaire du travail. (...) Même la lutte contre la famine n'impliquait pas la brutalité de la "mise à la production" des masses citadines ». Nous nous inquiétions déjà de ce que « l'épreuve subie par la population au lendemain de la libération ne l'éloigne durablement de la révolution. Il reste qu'une grave coupure sociale est probablement née au lendemain de la victoire entre la direction khmère rouge et (cette) partie de la po-

pulation. » En faisant la critique de la « retombée nationaliste » de l'Angkar, nous reconnaissons que « l'alliance étroite avec le Vietnam présentait certes des dangers objectifs » (danger de domination nationale), mais nous ajoutions que « ces dangers étaient moins graves que ceux que font courir à la révolution cambodgienne le cours forcé et le repli autarcique décidé par la direction de l'Angkar. (21) »

L'histoire de la révolution cambodgienne doit être resituée dans son contexte régional, dans ses liens avec la révolution vietnamienne et les conflits sino-soviétique et sino-vietnamien. Le cours suivi doit être expliqué et non seulement exposé. La politique suivie par les diverses directions nationales en cause dans l'enchaînement des événements cambodgiens doit être analysée de façon critique, à commencer bien sûr par la politique du gouvernement américain dont il faut encore et toujours dénoncer la responsabilité historique en la matière. Mais on doit juger politiquement — et donc aussi humainement — ce qu'a été la direction Pol Pot et ce qu'a été sa politique, ce qu'est encore aujourd'hui la direction Pol Pot, car elle est toujours présente et reconnue par les Nations Unies comme le représentant légitime du peuple khmer ... ■

Pierre ROUSSET
22 mars 1982.

21. Pierre Rousset, « Cambodge, questions sur la révolution », *Inprecor*, première série, numéro 53 du 10 juin 1976.

INPRECOR « SPÉCIAL POLOGNE »
EST TOUJOURS DISPONIBLE.

Le numéro 199 du 22 février dernier d'INPRECOR, entièrement consacré à la Pologne, a connu un gros succès.

Le premier tirage a été complètement épuisé. Nous avons dû organiser un tirage supplémentaire pour honorer de nouvelles commandes.

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS



NUMERO SPECIAL POLOGNE

Fin avril un livre aux éditions La Brèche

"PROFILS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EUROPEENNE"

Ce livre rassemble des textes où sont analysés sous différents angles continuité et ruptures des principaux partis socialistes et sociaux-démocrates européens. Sous la disparité des situations nationales, des trajectoires, il s'efforce de dégager ce qui continue à faire l'unité stratégique fondamentale de la social-démocratie dans les pays capitalistes développés. Ces analyses, élaborées par des militants marxistes-révolutionnaires des différents pays concernés, portent bien au-delà de l'actualité immédiate.

Les pays traités sont : la Grande-Bretagne, la Suède, la RFA, la France, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

En souscription à 60 francs. Mise en vente à sa parution en librairie à 75 F, 420 pages.

BON DE COMMANDE

Nom, Prénom :

Adresse :

Ville :

1) Veuillez trouver ci-joint un chèque de 60 F et 7,50 F de port, soit 67,50 F. Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

2) Veuillez trouver ci-joint un chèque de 60 F et laisser mon livre en dépôt à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris, où je passerai le prendre à sa parution.

Le programme de la junte militaire: une entente nationale sous les baïonnettes

« **L** E Parlement de la République populaire de Pologne confirme une fois de plus la nécessité de concrétiser l'idée d'« entente nationale ».

Non, cette déclaration ne date pas d'octobre ou de novembre dernier, alors que cette antienne des autorités faisait la « une » quotidienne de la presse polonaise. Elle date du 27 février, deux mois et demi après le coup de force qui a réduit au silence le syndicat Solidarité et l'ensemble des travailleurs polonais.

La veille, le général Jaruzelski confirmait que l'état de si-

ge n'était pas près d'être levé et qu'il ne tolérerait aucune opposition, pas plus dans que hors du Parti ouvrier unifié polonais (POUP).

Au même moment, la presse, qui avait longtemps présenté Lech Walesa comme un « homme raisonnable », lançait une campagne contre le leader syndical soudain classé parmi les extrémistes.

Déclarations de façade ? Incohérence ? Divergences entre le gouvernement et le Parlement ?

Jacqueline ALLIO

La réaffirmation de la nécessité de « poursuivre l'effort pour créer et consolider une large plate-forme de coopération entre toutes les forces de la nation, toutes les personnes de bonne volonté, indépendamment de leurs opinions et de l'organisation à laquelle elles appartiennent », par un Parlement qui venait d'approuver sans réserves la politique de la Junte militaire de salut national (WRON), exprime bien plutôt la crise persistante de la bureaucratie polonaise et son incapacité à définir un projet qui permettrait de restaurer son autorité auprès des masses et de sortir le pays de la crise économique dramatique dans laquelle il se trouve plongé.

C'est une chose que d'interdire toutes les libertés démocratiques et syndicales et d'instaurer l'état de guerre sous la menace des baïonnettes pour préserver le pouvoir politique de la bureaucratie. Mais, comme le remarque Adam Michnik dans un texte qu'il a fait parvenir au *Spiegel* (1) depuis son centre de détention, c'en est une autre que « de procéder à une réforme de l'économie à l'aide de baïonnettes, de dénonciations et de policiers ».

Or l'amélioration de la situation économique, tout comme la reconstruction du parti et la collaboration de la hiérarchie catholique, font partie des conditions essentielles à la réussite de tout projet de recomposition politique avancé par la bureaucratie. Faute d'avoir remporté une quelconque victoire dans ce sens, trois mois après le 13 décembre, cette dernière n'est toujours pas parvenue à obtenir le ralliement de dirigeants significatifs de Solidarité et, loin d'avoir reçu l'appui d'une partie significative de l'intelligentsia comme elle l'espérait, elle est au contraire obligée de constater que les prises de position des enseignants, des écrivains, des artistes, etc., se multiplient et jouent un rôle décisif dans l'encouragement donné au mouvement de résistance.

Diviser pour régner, c'est pourtant une des règles d'or de la caste bureaucratique qui revêtait une importance particulière au lendemain de l'établissement de la dictature militaire. Mais pour gagner les uns, pour acheter les autres, encore faudrait-il qu'elle ait quelque chose à concéder sur le plan matériel. Tout indique cependant que les perspectives économiques sont plus sombres que jamais et la détermination de la classe ouvrière, dans son refus de collaborer avec ceux qu'elle considère comme des occupants, témoigne de l'impasse dans laquelle se trouvent les dirigeants polonais.

UNE ECONOMIE A VAU-L'EAU

Non seulement la dette de la Pologne à l'égard de l'Occident se monte maintenant à plus de 27 milliards de dollars, mais les experts internationaux prévoient une augmentation de 5 milliards de celle-ci pour l'année à venir. Le gouvernement polonais s'est montré totalement incapable de faire face au paiement des 2,4 mil-

liards de dollars qu'il aurait dû rembourser sur la dette de l'an passé. Plus, il n'avait toujours pas payé la totalité de l'arriéré des intérêts de l'an passé début mars 1982. Et les banquiers occidentaux, qui faisaient de ce règlement une condition *sine qua non* du rééchelonnement de la dette, ont exigé le report au mois d'avril de la réunion de signature de l'accord à ce propos. Le produit national brut (PNB) a diminué de 30 % en 1981 et la production industrielle, tombée de 25 % durant la même période, a encore baissé de 13,7 % en janvier et de 11,6 % en février 1982, en comparaison aux mêmes mois de l'année précédente. Rien d'étonnant dès lors à ce que les exportations aient diminué de 20 % en un an.

Quant aux limitations drastiques des importations imposées l'an dernier par la bureaucratie pour tenter d'enrayer l'infla-

1. Adam Michnik, *Der Spiegel*, Francfort-sur-le-Main, numéro 10, 8 mars 1982. Ce texte a été reproduit, pour ses passages essentiels, dans *le Matin de Paris*, mercredi 24 mars 1982.



tion de la dette à l'égard des pays occidentaux, elles ont eu pour conséquence directe de bloquer la production dans un très grand nombre d'entreprises. A l'heure qu'il est, 40 % des usines connaissent de graves difficultés de fonctionnement vu le manque de pièces de rechange, de matières premières ou d'éléments technologiques antérieurement importés de l'Occident. Une usine comme Fiat-Polski tourne à 50 % de ses capacités pour ces raisons.

Tout cela, bien sûr, se traduit par une détérioration croissante des conditions de travail et d'existence de la classe ouvrière, en particulier et avant tout pour les couches les plus défavorisées. Plusieurs fabriques du textile de Lodz ont dû fermer leurs portes ces dernières semaines, par exemple, faute de matières premières. Ce qui a entraîné la mise au chômage de 1 000 travailleuses et travailleurs, ainsi qu'une chute des salaires dans ce secteur à 3 000-4 000 zlotys en moyenne (la moyenne nationale en novembre dernier était de 7 000 zlotys environ).

Déjà amputé de près de 20 % durant ces trois dernières années, le niveau de vie des travailleurs polonais connaît ainsi une nouvelle ponction qui pourrait aller jusqu'à 15 % (ou plus) pour l'année à venir.

L'amélioration de l'approvisionnement des magasins qu'on a pu constater durant une brève période fin décembre n'a pas duré.

Fin janvier, la situation avait à nouveau empiré et les cartes de rationnement pour la viande n'ont pas pu être utilisées. Les queues sont moins longues qu'avant, il est vrai, mais c'est que les prix de la plupart des biens de consommation élémentaire ont triplé ou quadruplé en février, sans parler de l'introduction, un mois plus tôt, des « prix libres » concernant près de la moitié des biens de détail. Nourrir une famille devient un exploit pour la ménagère polonaise... Phénomène annexe : on voit sur le bord des routes un grand nombre de cadavres de chiens et de chats abandonnés par leurs propriétaires désormais incapables de les nourrir.

Sur le plan industriel, seule la production du charbon a connu un réel progrès : plus 8,8 % en janvier 1982 par rapport au mois précédent ; plus 12,8 % par rapport à janvier 1981. Mais à quel prix... Journée de 10 heures souvent, semaine de 6 à 7 jours pour les mineurs, risques d'accidents accrus vu les conditions de travail déplorables, interdiction aux mineurs de sortir de la mine tant qu'ils n'ont pas rempli les normes, etc. En compensation : des salaires nettement plus élevés que dans les autres secteurs de l'économie et des facilités d'approvisionnement dans des magasins spéciaux apparemment bien achalandés. Mais en revanche, il est impossible de communiquer par téléphone d'une ville à l'autre en Silésie, et des unités spéciales de la police anti-émeutes — les « ZOMO des mines » — ont été mises en place pour intervenir au cas où les mineurs se révolteraient contre cette situation.

Grâce à ce dispositif, l'augmentation de la production du charbon se chiffre à



La milice devant un bâtiment officiel. (DR)

14,4 % pour les deux premiers mois de cette année. Mais les économistes polonais, conscients que le manque de pièces de rechange ne va pas tarder à freiner cette progression, ne prévoient qu'une hausse moyenne de 7 % pour l'année à venir. L'histoire ne dit pas s'ils ont calculé le coût salarial et le coût d'entretien des forces de répression mises en place pour assurer un tel résultat...

DIVERGENCES AU SEIN DE LA BUREAUCRATIE

Ces quelques données montrent certes que la bureaucratie est parvenue à faire passer des mesures d'austérité qu'elle essayait en vain d'introduire depuis dix-huit mois. Mais le caractère chaotique des mesures imposées récemment est à la mesure de son incapacité totale à mettre en avant un plan d'ensemble qui permettrait de sortir le pays de la crise.

Dans ce sens, les velléités de réforme « à la hongroise » avancées par le professeur Z. Sadowski, nouveau député et ministre de la Réforme économique, qui entend « tourner beaucoup plus l'industrie vers le marché », alors que les entreprises se voient rationnées en matériaux et en crédits, relèvent de la fantaisie la plus absolue dans les conditions actuelles. Et cela d'autant plus que l'aile conservatrice du POUP se montre plus qu'hostile à de tels changements, craignant les implications politiques d'une décentralisation économique, et alors que les apparatchiks de l'appareil administratif central s'accrochent bec et ongles à leurs sièges et à leurs privilèges.

Les divisions qui règnent au sein du POUP à propos de la réforme économique sont l'expression de la guerre de clans qui se poursuit entre les « durs » et les prétendus « libéraux » depuis le coup de force. Le débat ne porte plus aujourd'hui sur le fait de savoir s'il faut ou non passer un accord avec Solidarité, mais sur le

bien-fondé de l'usage de la répression pour parvenir à asseoir l'autorité du parti.

Si la réunion du Comité central (CC) de fin février semblait indiquer qu'Albin Siwak et sa clique n'étaient pas parvenus à faire passer leur ligne — purger le parti de tous ceux qui avaient capitulé devant l'« ennemi social » entre août 1980 et le coup de force — la déclaration du Bureau politique (BP) du 11 mars, publiée dans *Trybuna Ludu*, elle, indiquait en revanche une volonté de reprise en main des rangs du parti. Analyse de la situation, évaluation du travail des militants, en particulier sur leur lieu de travail, « conversations et explication » avec tous ceux qui n'approuveraient pas fermement la dictature militaire : telles sont les étapes du parcours du combattant que chaque membre du parti devra effectuer sans faute s'il ne veut pas être qualifié de « tiède » et risquer de se voir démis de ses fonctions ou, pire, exclu du parti.

A quoi il faut ajouter la campagne d'explication contre les structures « non statutaires » et l'épuration des responsables de province ou de commune accusés de mollesse ou de prévarication : autant d'éléments visant à restaurer aux yeux des masses le « rôle dirigeant du parti » selon le modèle soviétique.

Une entreprise difficile dans un pays où la bureaucratie, pour la première fois dans l'histoire des pays de l'Est, a été obligée de céder la place au gouvernement à l'armée, face à la perte d'autorité du parti et de l'appareil administratif central. Une entreprise d'autant plus difficile que cette fraction de l'appareil qui pouvait encore apparaître dans une certaine mesure comme au-dessus de la mêlée avant le coup de force — l'armée précisément — a de plus en plus de mal à maintenir son image de gardienne du système. Non seulement parce que la mise en place de la Junte militaire de salut national (WRON) a ouvert les yeux des masses quant à la véritable nature de l'appareil militaire, mettant en

lumière sa fonction directement répressive, mais aussi parce que la Junte, du fait même du rôle de substitut à la direction traditionnelle qu'elle est amenée à jouer, en vient à prendre parti dans tous les conflits politiques et sociaux, depuis la gestion des entreprises jusqu'à l'organisation des procès, en passant par les têtes à faire tomber dans les administrations locales.

Elle s'engage ainsi dans des batailles de fraction avec d'autres secteurs de l'appareil bureaucratique, qui ne peuvent que ternir le prestige qui pouvait encore lui rester. Dès lors, la possibilité pour la direction du POUP de regagner une partie de la base qu'elle avait perdue depuis les grèves d'août 1980 semble des plus compromises. Qu'il s'agisse de la réforme économique ou de la reconstruction du parti, l'impasse apparaît donc totale à l'heure qu'il est pour la bureaucratie. Mais les choses ne vont pas mieux en ce qui concerne ses relations avec l'Eglise.

LE POUVOIR ET L'EGLISE

L'une des cartes que le général Jaruzelski entendait visiblement jouer dans sa recherche d'une « entente nationale », avant comme au moment du coup de force, c'était l'alliance avec la hiérarchie catholique.

Or, même si le primat de Pologne, Mgr Glemp, n'a cessé depuis le 13 décem-

bre de réitérer ses appels à un « accord entre tous les Polonais », mettant en garde contre la division entre les « frères d'une même nation », minimisant de manière scandaleuse le degré de répression et mettant en sourdine tout ce qui pouvait apparaître comme une attaque directe à la politique de la Junte (telles les arrestations de dizaines de prêtres liés à Solidarité au début du mois de mars), il n'en reste pas moins évident que la pression des masses a contraint la hiérarchie catholique à adopter, à plus d'une reprise, des positions très critiques à l'égard du pouvoir.

Ce fut vrai dans le cas d'individus comme le père Drzewicki, l'aumônier des étudiants de Wrocław, condamnant sans appel du haut de sa chaire l'état de guerre et « le Conseil militaire qui prétend incarner le salut national ». Mais ce fut vrai aussi dans le cas d'instances telle que la paroisse de Varsovie qui, le 21 janvier, exhortait les prêtres à organiser la défense des internés et des travailleurs réprimés dans leur emploi en créant les commissions d'aide juridique rattachées aux paroisses, capables de faire un travail d'éducation sur les droits des travailleurs selon la Constitution et sur le contenu du Code du travail.

L'Eglise polonaise, en effet, c'est à la fois l'institution réactionnaire que l'on connaît partout ailleurs, dispensant une éducation morale rétrograde — en parti-

culier en ce qui concerne le rôle des femmes dans la famille et la société — et qui ne peut que freiner la prise de conscience politique de la classe ouvrière. Mais l'Eglise polonaise, ce sont également les prêtres des villes et des campagnes qui avaient aidé les premiers noyaux d'opposition à s'organiser avant août 1980, en mettant des locaux de réunion à leur disposition, et qui jouent aujourd'hui un rôle décisif dans la prise en charge de l'aide matérielle aux prisonniers, aux internés et à leurs familles.

Quant au pape Jean-Paul II, quand bien même il est apparu comme l'un des papes les plus réactionnaires de la dernière période lors de ses voyages en Amérique latine et en Afrique, il n'en a pas moins clairement exprimé, en février dernier, son refus de toute entente avec la bureaucratie tant que Solidarité resterait hors-la-loi et que ne serait pas restauré l'ensemble des libertés démocratiques et syndicales. Qu'il ait ensuite mis de l'eau dans son vin face à la possibilité d'un voyage en Pologne l'été prochain, cela ne fait aucun doute et n'étonnera personne. Lorsqu'elle adopte des positions politiques démocratiques, la hiérarchie catholique ne le fait pas par souci d'aider à la construction du mouvement indépendant de la classe ouvrière. Elle défend avant tout ses intérêts propres, en tant qu'institution, que ce soit dans les pays de l'Est ou dans les pays capitalistes. En Pologne

INPREKOR en polonais

numéro 3

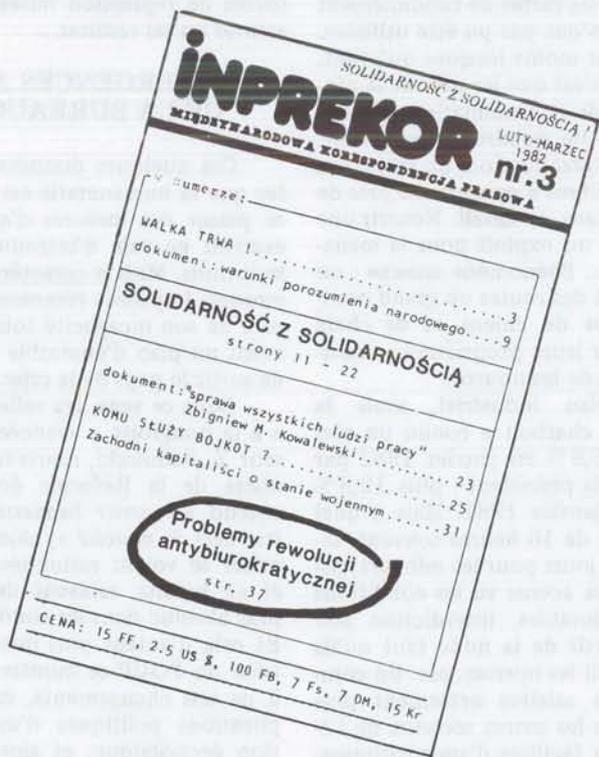
vient de paraître

Inprekor est une publication bimestrielle en polonais présentant le point de vue de la IV^e Internationale. Destiné avant tout aux lecteurs de Pologne même, il ne pourra toutefois poursuivre sa parution régulière que si les militants ouvriers et révolutionnaires d'autres pays lui viennent matériellement en aide.

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO 3

Documents : « Les conditions d'une entente nationale » formulées par les dirigeants de Solidarité dans la clandestinité ; « L'affaire de tous les travailleurs », un article de Zbigniew M. Kowalewski, repris du journal *le Monde* du 17 décembre 1981.

Articles : Le mouvement de solidarité avec Solidarité dans le monde ; A qui profite le boycott ? ; Le charme discret du général Jaruzelski, ou les capitalistes occidentaux à propos de l'état de guerre ; Les problèmes de la révolution antibureaucratique à la lumière de l'expérience de Solidarité.



EN VOUS ABONNANT AIDEZ INPREKOR POLONAIS A PARAITRE

Abonnements (pour tous pays, par voie de surface), un an (6 numéros) : 75 FF ; 12 dollars US ; 37 FS ; 37 DM ; 75 Kr.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de PEC, à adresser à Inprekor (édition polonaise), 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à PEC, BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90 (mention : Inprekor-édition polonaise).

Virements postaux à PEC, compte chèque postal numéro 2.322.42.T Paris (mention : Inprekor-édition polonaise).

La lutte des femmes et le mouvement syndical

Le 6 mars dernier,
12 000 femmes ont manifesté à Bruxelles

aujourd'hui, cela veut dire reprendre le rôle d'interlocuteur privilégié de la bureaucratie qu'elle avait joué si longtemps avant que le développement de Solidarité ne vienne la reléguer au second plan. Mais il n'empêche que, dans un pays où 90 % des travailleurs se considèrent comme catholiques, l'Eglise tire avant tout sa force de cette base de masse, ce qui détermine en retour les positions qu'elle adopte dans le cadre des conflits existants.

C'est ce qui explique les contradictions mentionnées plus haut et le fait qu'à ce jour, en dépit des attaques de l'aile la plus rétrograde de l'Eglise contre les « éléments radicaux irresponsables » de Solidarité, la majorité des évêques polonais se soit refusée à reconnaître la légitimité de la Junte au pouvoir. Le mouvement de résistance est trop large pour que l'Eglise se permette un faux pas qui lui coûterait une partie de sa crédibilité aux yeux des larges masses.

En effet, jusqu'ici la Junte a vainement tenté de persuader les travailleurs de sa bonne foi, en affirmant qu'il n'était pas question « de revenir à des formes, à des méthodes, à un style de travail qui ont entraîné la protestation de la classe ouvrière en août 1980 ». Elle n'a rien obtenu par l'usage de la carotte. Les Cercles de résistance sociale (KOS) de Solidarité se multiplient. 15 personnes sur 4 000 seulement auraient accepté de signer le papier qui leur permettra de sortir de prison moyennant l'exil. Les bulletins de la presse clandestine vont se multipliant ...

Aussi, la bureaucratie use-t-elle du seul instrument qu'elle connaisse vraiment bien : le bâton. 145 000 vérifications d'identité et 3 500 arrestations à la mi-mars. Epuration brutale des milieux de la presse et de l'enseignement. Condamnation d'un prêtre à trois ans et demi de prison pour « calomnies contre le régime ». Annonce de restrictions économiques supplémentaires. Mais les résultats sont maigres et la bureaucratie n'a que très peu confiance dans les appareils sur lesquels elle s'appuie. Son refus réitéré de libérer les soldats dont la période de service militaire aurait dû se terminer en octobre, par exemple, en dit long sur sa crainte de devoir enrôler de nouveaux soldats qui auront subi l'influence de Solidarité durant les dix-huit mois de liberté relative qu'ont connus les travailleurs polonais.

Face à cela, les perspectives tactiques et stratégiques du mouvement de résistance sont encore en cours de discussion. Comment s'organiser pour éviter les provocations ? Est-il déjà possible d'aller vers des actions centralisées (grève générale de 15 minutes, par exemple) ? Comment faire pour permettre un pluralisme d'opinion tout en maintenant l'unité d'action ? Peut-on répondre à des canons avec des idées seulement ? Autant de questions qui surgissent au fil des contributions et des bilans critiques publiés dans la presse clandestine, et qui n'ont pas encore de réponses arrêtées. Le débat ne fait que s'engager. ■

Jacqueline ALLIO
23 mars 1982.

Le samedi 6 mars 1982, 12 000 femmes ont manifesté dans les rues de Bruxelles à l'occasion de la Journée internationale des femmes. La manifestation était organisée par le Comité de coordination « Femmes contre la crise », un front unique regroupant des organisations et des groupes du mouvement autonome des femmes (groupes féministes socialistes — « Fem-soc » —, maison de femmes, cafés de femmes, refuges pour femmes battues, etc.), les structures féminines des deux grands syndicats (la FGFB-ABVV socialiste et la CSC-ACV chrétienne), les organisations féminines des PS et SP (les partis socialistes), la LRT-RAL et la JGS-SJW (section belge de la IVe Internationale et son organisation de jeunesse), le PCB (Parti communiste belge), le PTB (Parti du travail de Belgique, mao-stalinien), les Femmes prévoyantes socialistes et Vie féminine (les organisations féminines des deux mutuelles).

La plate-forme unitaire appelant à la manifestation exigeait le droit aux allocations de chômage, le maintien du pouvoir d'achat et l'indépendance économique des femmes. La manifestation était ouvertement dirigée contre la politique de restriction des dépenses sociales du gouvernement chrétien-démocrate et libéral de Wilfried Martens-Jean Gol, avec des mots d'ordre comme « Maintien de l'index ! » (liaison automatique des salaires à l'indice des prix), « Non aux mesures discriminatoires par rapport aux femmes ! », « Gouvernement Martens, dehors ! »

Ainsi, la manifestation s'est-elle inscrite dans le mouvement actuel d'opposition du mouvement ouvrier belge à la politique du gouvernement bourgeois homogène issu des élections du 8 novembre 1981.

Ida DEQUEECKER

La prépondérance du mouvement syndical au sein de la manifestation était frappante, contrairement à l'année passée où les groupes femmes étaient relativement plus nombreux. La revendication de la dépénalisation de l'avortement, sous le mot d'ordre « Avortement hors du Code pénal ! », était également présente dans la manifestation. Pour des raisons d'unité, cette revendication n'avait pas été reprise dans la plate-forme unitaire d'appel, mais toutes les organisations qui l'ont signée étaient d'accord pour que ce mot d'ordre apparaisse dans la manifestation, dans la mesure où une série de procès pour avortement sont en cours, après plusieurs années de suspension de fait et après qu'une proposition de suspension des poursuites pour deux ans ait été rejetée par la Chambre des représentants (l'avortement est automatiquement pénalisé en Belgique).

UN CLIMAT D'AGITATION SOCIALE

Les deux manifestations des « Femmes contre la crise » des samedis 7 mars 1981 et 6 mars 1982 se sont déroulées dans le cadre d'une période d'agitation sociale croissante contre la politique d'austérité menée par le gouvernement et le patronat. Cette politique d'austérité s'est accentuée de façon significative à partir de l'automne 1980. Elle combine une atta-

que généralisée contre les salaires et la Sécurité sociale à des mesures qui affectent des groupes sociaux spécifiques, plus particulièrement vulnérables, tels que les femmes, les jeunes et les immigrés.

A l'automne 1980, le gouvernement de coalition chrétien-démocrate et socialiste a voulu imposer un blocage des salaires à tous les travailleurs. Les mesures touchant spécifiquement les femmes ont consisté en : une réforme de la réglementation du chômage créant une nouvelle catégorie de « cohabitants » (personne vivant avec une autre personne disposant d'un travail), donnant droit à une allocation de chômage plus faible ; un assouplissement de la procédure visant à priver les chômeurs « de longue durée » de leur droit au chômage. La majorité des chômeuses sont bien évidemment « cohabitantes » et la majorité des chômeurs de longue durée sont, comme par hasard, des femmes. 78 151 femmes sont aujourd'hui au chômage depuis plus de trois ans contre 28 397 hommes. A la suite de l'« assouplissement » des mesures d'exclusion des droits au chômage, 9 000 femmes et 400 hommes ont été privés de leurs allocations de chômage en 1981. L'opposition effective à ces mesures ne venant que des femmes, tandis que la lutte du mouvement ouvrier contre les diminutions de salaires (la FGFB a organisé un rassemblement de 100 000 de ses membres à Bruxelles le 24 janvier 1981) aboutissait à l'accord interprofessionnel de fé-

vrier 1981, par lequel les deux centrales syndicales se sont engagées à accepter un blocage modéré des salaires pendant une durée de deux ans.

La première manifestation des « Femmes contre la crise » (samedi 6 mars 1981), qui a mobilisé 7 000 personnes, si elle a été le produit de la lutte d'ensemble du mouvement ouvrier, était néanmoins demeurée isolée en ce qui concerne les revendications spécifiques des femmes. Cela a été partiellement dû au fait que la CSC-ACV (chrétienne) n'y avait pas participé à cause de la revendication concernant l'avortement contenue dans la plate-forme. Mais la raison plus profonde doit être cherchée dans le fait que le mouvement syndical réformiste ne reprend pas, en pratique, les revendications des femmes, et que la bureaucratie syndicale voit d'un mauvais œil toute mobilisation autonome des femmes. La direction social-démocrate de la FGVB s'est battue jusqu'au dernier jour contre la participation des commissions femmes de la FGVB (aidée en cela par le fait que la CSC — à direction social-chrétienne — n'y participait pas).

Le gouvernement homogène bourgeois chrétien-démocrate et libéral constitué à la suite des élections du 8 novembre 1981 a décidé, par le biais des « pouvoirs spéciaux », de diminuer les salaires en attaquant la liaison automatique des salaires à l'indice des prix (l'index) et en dévaluant le franc belge (FB). Une autre de ses cibles est la Sécurité sociale. Ces mesures touchent à un double titre les femmes : nouvelle diminution des allocations de chômage pour les « *cohabitant(e)s* », limitation de la Sécurité sociale sur la base « *des revenus et de la composition des ménages* », ce qui ressemble fort à l'introduction d'un « état de besoin », encouragement au travail à temps partiel dans les services publics comme dans le privé. La justification idéologique de ces mesures est qu'elles représenteraient une « *politique d'encouragement à la famille* ».

Manifestation femmes du 6 mars à Bruxelles. (DR)



Les mesures gouvernementales, articulées avec les attaques patronales contre les salaires et l'emploi dans les entreprises, se heurtent à nouveau à la lutte du mouvement ouvrier, même si cette lutte reste dispersée et se développe de façon inégale en Flandre et en Wallonie ; dispersion et inégalité de développement sur lesquelles s'appuie la politique de division de la direction du syndicat chrétien flamand (ACV) — liée au parti gouvernemental chrétien-démocrate (CVP) — pour refuser toute action commune avec la FGVB.

La lutte syndicale est caractérisée par le fait que la bureaucratie syndicale organise des mobilisations pour la poursuite de la concertation, qu'elle est prête à accepter l'austérité avec le gouvernement et le patronat, mais qu'elle n'offre pas de perspectives aux luttes menées par les travailleurs depuis le début 1981 et qui ont déjà entraîné des conflits avec la bureaucratie.

Il est en outre significatif que le gouvernement a toute latitude pour continuer à mener sa politique grâce à la division syndicale. L'unité d'action de la FGVB-ABVV et de la CSC-ACV demeure donc une question centrale, déterminante pour toute lutte et pour toute revendication.

C'est ce caractère complexe de la résistance ouvrière à l'austérité qui a caractérisé la mobilisation des « Femmes contre la crise » du samedi 6 mars 1981 : une radicalisation croissante des femmes et une volonté de lutte qui ont mené à la constitution d'un front des femmes FGVB et CSC, pour lequel un accord complet des directions nationales des deux syndicats a été obtenu (le secrétaire général de la FGVB-ABVV, Debunne, était même présent à la manifestation), mais, dans le même temps, la lutte des femmes reste toujours confinée dans un certain isolement, qui ne peut être dépassé du fait — entre autres facteurs — de la dispersion des luttes sociales, même si dans la déclaration accompagnant la

plate-forme il est clairement affirmé que la lutte des femmes est partie intégrante de la lutte du mouvement ouvrier.

LA RADICALISATION DES FEMMES

La conscience croissante que prennent les femmes de la condition qui leur est faite est le produit de différents facteurs. Sa base objective la plus solide est l'augmentation du nombre de femmes au travail en Belgique. En 1971, 928 905 femmes travaillaient, soit 31 % de la population active. En 1979 — et malgré la crise économique — leur nombre était passé à 1 004 720. Aujourd'hui, les femmes représentent 36 % de la population active en Belgique. De plus en plus de femmes comptent donc pouvoir travailler, être indépendantes et décider de leur propre vie.

Il est caractéristique, pour la conviction profonde que les femmes ont droit à leur indépendance économique, que les femmes chrétiennes de la CSC-ACV, traditionnellement plus portées sur l'idéologie de la femme au foyer, aient déclaré lors de la conférence de presse de la manifestation du 6 mars : « *Les femmes n'acceptent plus d'être poussées dans une position de dépendance par rapport à leur mari. (...) L'indépendance économique est également une condition pour l'égalité de traitement entre hommes et femmes.* »

Comme dans tous les pays capitalistes développés, une nouvelle radicalisation des femmes s'est développée au cours des années 1970, partie intégrante de la crise sociale globale initiée en 1968. Ce nouveau mouvement autonome des femmes s'est développé en dehors du mouvement ouvrier organisé : maisons de femmes, cafés de femmes, refuges pour les femmes battues, mais également un courant féministe-socialiste (« Fem-soc »), il continue à se développer aujourd'hui, même si ces groupes seraient condamnés à végéter, faute de perspectives, sous le poids de la crise devant laquelle ils se sentent impuissants, sans l'appui des femmes du mouvement ouvrier.

Et pourtant, ce sont les activités et les initiatives — souvent d'un grand impact — de ce mouvement des femmes, qui ont permis que les idées féministes pénètrent de façon diffuse dans toutes les couches de la société. Ainsi, depuis maintenant dix ans, une Journée des femmes a lieu tous les ans en Belgique, le 11 novembre, qui rassemble des femmes de tous les partis et des syndicats.

La crise économique a mis en évidence la contradiction existant entre les objectifs « féministes » — que l'*establishment* prétend défendre (avec des lois telles que la Loi sur le traitement égal entre hommes et femmes sur les lieux de travail) — et la situation réelle des femmes.

Une des conséquences premières et des plus frappantes de la crise est l'augmentation considérable du chômage féminin. Le chômage complet comptait, au

30 janvier 1982, 255 992 femmes et 173 461 hommes. Aujourd'hui, le chômage est monté à 450 000 unités et le chômage masculin commence seulement à augmenter plus vite que celui des femmes, qui sont maintenant surtout victimes des exclusions de l'allocation de chômage. On compte environ 5 offres d'emploi pour 100 chômeurs ; de juin 1980 à juin 1981, le nombre d'offres d'emploi a diminué de 80 000 unités, etc. Il n'y a pas d'embauche, et le ministre du Travail social-chrétien, Michel Hansenne, n'y a pas été par quatre chemins : « On ne doit pas être très optimiste en ce qui concerne la création d'emplois dans le sens classique du terme. Il y aura toujours plus de demandes d'emplois, entre autres parce que les femmes se présentent de façon croissante sur le marché de l'emploi. » (*La Libre Belgique*, 10 février 1982.)

Ainsi, une radicalisation s'opère-t-elle chez une nouvelle couche de femmes travailleuses et syndiquées. Elles voient leurs acquis attaqués, alors que leurs organisations syndicales ne réagissent pas de façon adéquate et sont même — par exemple dans les grands magasins — co-responsables de mesures discriminatoires prises contre les femmes, comme le travail à temps partiel.

Ni la bureaucratie syndicale ni les mobilisations limitées qu'elle organise, n'offrent une réelle perspective pour les femmes ; pas même l'illusion d'une perspective. Et pourtant, le taux de syndicalisation des femmes en Belgique est aussi élevé que celui des hommes (environ 80 %). Il existe donc au sein des organisations syndicales une couche de femmes, de la base jusqu'au sommet, qui est prête à participer à des initiatives qui défendent leurs intérêts spécifiques : une couche de femmes féministes jeunes, de femmes ayant des responsabilités syndicales telles que des déléguées et des permanentes syndicales.

Dans la FGVB-ABVV, les commissions femmes — même si elles n'ont qu'un rôle consultatif —, se renforcent numériquement et les initiatives pour créer de nouvelles commissions rencontrent un succès immédiat.

Au sein de la CSC-ACV, la radicalisation part plutôt des cadres, qui bénéficient de structures féminines plus adéquates pour mobiliser.

Cette couche de femmes compte provisoirement, pour prendre des initiatives, sur des forces extérieures au mouvement syndical, plus précisément sur le courant féministe socialiste (« Fem-soc »), au sein duquel les marxistes révolutionnaires de la LRT-RAL sont actives. C'est d'ailleurs à partir de là que les initiatives unitaires de ces trois dernières années, points culminants de la lutte des femmes en Belgique, ont été mises sur pieds. « Nous avons tout à gagner d'une collaboration entre la FGVB et les groupes féministes socialistes », déclarait la responsable des commissions femmes de la FGVB, deux jours avant la manifestation du



samedi 6 mars, dans le quotidien socialiste *De Morgen*.

L'UNITE NE TOMBE PAS DU CIEL

La pression accentuée de la crise et le choc entraîné par le bond qualitatif intervenu dans la politique d'austérité a créé les conditions de nouvelles actions unitaires. Une des conditions de leur réussite a été que toute initiative s'adresse à la fois aux femmes des deux centrales syndicales. Cela a impliqué une bataille politique, dans laquelle la LRT-RAL et les groupes féministes socialistes ont joué un rôle central. La première plate-forme des « Femmes contre la crise » contenait la revendication d'« Avortement hors du Code pénal ! », ce qui empêchait la participation des femmes du mouvement ouvrier chrétien, bien qu'elles étaient disposées à participer à des initiatives unitaires contre la politique gouvernementale. Après la manifestation du samedi 7 mars 1981, les leçons en ont été tirées, ensemble avec les femmes de la CSC-ACV. La nouvelle plate-forme ne contient plus la revendication concernant l'avortement. Pour y parvenir, une bataille a dû être menée contre

le courant féministe radical, qui ne voulait « sacrifier » aucune revendication des femmes à une plate-forme unitaire, qu'elles trouvaient trop axée sur la lutte contre les effets de la crise. Une bataille a été également nécessaire contre le sectarisme du mouvement ouvrier socialiste, où existe la tendance à utiliser la campagne sur l'avortement pour exclure la CSC-ACV. Ainsi, les femmes du PS de la fédération de Bruxelles ont-elles refusé de signer la plate-forme parce que l'avortement n'y figurait pas. La victoire sur la question de l'avortement nécessite une bataille pour l'indépendance du mouvement ouvrier chrétien, lié aujourd'hui politiquement et idéologiquement à la Démocratie chrétienne (CVP-PSC), le plus grand parti bourgeois en Belgique.

Avec la plate-forme actuelle des « Femmes contre la crise », les femmes travailleuses disposent d'un éventail assez complet de revendications, qui peut servir pour toute une période, durant laquelle la plate-forme est concrètement utilisable.

PERSPECTIVES

La manifestation du samedi 6 mars 1982 est la plus grande manifestation de femmes en Belgique depuis bientôt dix ans. De nouvelles forces décisives — celles du mouvement ouvrier — sont en train d'être gagnées à la lutte des femmes. Elles sont déjà aujourd'hui prépondérantes en ce qui concerne la capacité de mobilisation. Un autre acquis de cette lutte est le fait que les deux grandes centrales syndicales ont formellement signé une plate-forme de revendications pour les femmes, qui est un premier pas vers une réelle prise en charge de leur part.

La perspective de nouvelles actions unitaires sur la base de cette plate-forme est désormais ouverte. C'est certainement ainsi que les femmes qui ont participé à la manifestation du 6 mars l'ont compris. D'autres initiatives contre les mesures gouvernementales sont donc à prévoir dans un avenir maintenant très rapproché.

Ida DEQUEECKER
Bruxelles, 10 mars 1982.



Le mouvement stalinien indien

De "l'insurrection armée" à la "voie pacifique"

Dès la fin du XIXe siècle, l'Inde a commencé à être industrialisée, ce qui explique dans une certaine mesure l'apparition précoce du Parti communiste indien (PCI), fondé en 1928. Durant les vingt premières années de son existence, le PCI n'a guère exercé d'influence sur les courants nationalistes qui ont fini par arracher, les 14-15 août 1947, l'indépendance de l'Inde jusque-là sous domination britannique.

Dirigé pendant ces vingt années par P. C. Jothi, le PCI a défendu à la fois les thèses du « communisme constitutionnel » tout en s'opposant au Quit India Movement (Mouvement « Abandonnez l'Inde ! ») lancé par le Mahatma Gandhi, et a participé massivement à l'effort de guerre de la Grande-Bretagne au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Suivant l'exemple de ces pays qui, au sortir de la guerre, ont retourné leurs armes contre leurs anciens maîtres, tels la Chine et la Yougoslavie, avec la rébellion paysanne de Telengana — le « Yunan indien » —, une vague révolutionnaire s'est développée en Inde à partir de 1946.

Dans l'ombre de l'envoyé du Kominform, Andreï Jdanov, le IIe Congrès du PCI réuni à Calcutta en 1948 adopta la ligne d'« insurrection urbaine armée avec les théories de Tito de la révolution combinée ». En juillet de la même année, la guérilla rurale de Telengana dans l'Etat de l'Andhra Pradesh avait déjà organisé en « communes » plus de 2 500 villages. Entre-temps, Tito était mis au ban du Kominform, tandis que le secrétaire général de l'époque, B. T. Ranadive, faisait l'autocritique de ses déviations « tito-trotskyistes » et disparaissait pour laisser la place à C. Rajeswar Rao, le leader de Telengana.

La Chine s'était éveillée ; en Asie, le modèle chinois s'imposait. C. Rajeswar Rao était « maoïste » et, à l'époque, Moscou et Pékin s'étaient partagés les tâches : à la Chine revenait « l'honneur de guider le Tiers Monde ». Après le discours prononcé par Liu Shaoqi au VIIe Congrès du Parti communiste chinois (PCC) en novembre 1949, le Parti du Congrès national indien et son dirigeant, le *pandit* Jawaharlal Nehru, Premier ministre du pays depuis l'Indépendance, devenaient des « alliés de classe » comme l'était toute la bourgeoisie nationale. Finalement, C. Rajeswar Rao fut écarté et le PCI, avec l'accord de Moscou et de Pékin, se retira en 1951 des flammes vacillantes de la rébellion de Telengana. A la tête de la nouvelle direction on retrouva Ajoy K. Gosh.

Depuis le début des années 1950, une crise couvrait au sein du PCI, due à la désorientation d'une fraction de plus en plus importante de sa base comprenant mal les renversements de vapeur successifs préconisés par Moscou et Pékin. La crise couvrait, ce qui n'empêcha pas la direction du PCI de faire adopter par sa base les thèses sur la « voie pacifique vers le socialisme » au Ve Congrès du parti, tenu à Amritsar en 1958. Un an plus tôt, le gouvernement régional du Kerala avait été conquis « pacifiquement » par le PCI. Un an plus tard, le gouvernement PCI du Kerala tombait, tout aussi pacifiquement.

Conjointement à l'échec de la politique du PCI au Kerala, la rupture sino-soviétique de 1961 acheva de diviser les différentes fractions. La crise se polarisait entre deux pôles, un POC « droitier » pro-Moscou et un PZC de « gauche » pro-Pékin. Les frictions entre les deux pôles — toujours théoriquement regroupés au sein du même PCI — s'aggravèrent, d'abord du fait du conflit sino-indien de 1962, puis avec la guerre pakistano-indienne de 1965, durant laquelle Moscou prit le parti de la bourgeoisie indienne contre le Pakistan allié de la Chine.

Après une âpre lutte pour le contrôle des organes du parti, une fraction importante de la base (70 % au Bengale occidental) quitta le vieux PCI et rejoignit les rangs du nouveau parti créé le 7 juillet 1964 à Tenali, le PCI-M (marxiste). La scission fut consommée, mais les directions restèrent à peu de choses près les mêmes.

En effet, le portrait de Mao Zedong fut mis à la poubelle aussitôt les délégués de la Conférence de fondation repartis. La direction du PCI-M refusa de se réaligner idéologiquement sur Pékin, s'allia avec le PCI et treize autres partis de gauche au Bengale occidental, et remporta les élections régionales de cet Etat le 2 mars 1967.

Pourtant, à la même époque, la « pensée Mao Zedong » était vivante dans la base du PCI-M du Bengale occidental. Ce dernier, sous la direction de Charu Mazumdar et d'autres, organisait le soulèvement armé des paysans de Naxalbari dans le district de Darjeeling. Naxalbari fut le très bref, mais très meurtrier, « tonnerre printanier » (Mao) qui faillit déferler sur l'Inde. Le gouvernement bourgeois de New Dehli se frottait les mains : il suffisait de laisser un gouvernement formé uniquement de partis ouvriers « légalistes » se préoccuper du problème pour démontrer leur incapacité à faire respecter « la loi et l'ordre ». D'après la Constitution indienne, le gouvernement central peut, dans de telles circonstances, révoquer un gouvernement régional incapable.

Devant la répression menée par le gouvernement du « United Front », le mouvement naxalite s'écroula, laissant en héritage à l'Inde une bannière la rébellion, une cause pour les désespérés et un nouveau vocable politique qui, depuis, n'a cessé de ressurgir ici et là.

Naturellement, la base du PCI-M qui avait participé au soulèvement naxalite s'accommoda mal de la trahison de sa direction et, en avril 1969, était créé le PCI-ML.

Une activité routinière marqua la vie des partis ouvriers jusqu'à la fin des années 1970. Après avoir soutenu l'*emergency* (état d'urgence) proclamé par Indira Gandhi le 26 juillet 1975, le PCI et le PCI-M se retrouvèrent ensemble au pouvoir lors du bref interlude provoqué par la chute du Parti du Congrès (I), le 22 mars 1977, en participant au gouvernement central de 1977 à 1980.

Depuis le retour en force électoral du Parti du Congrès (I), le 14 janvier 1980, les PC sont dans l'opposition. Seule une fraction du PCI conduite par le vétéran des vétérans du stalinisme indien, S. A. Dange, est restée « fidèle » à Indira Gandhi ...

Suivant à la lettre la politique de Moscou, S. A. Dange considère que le Parti du Congrès (I) représente la seule voie possible pour le prolétariat et la bourgeoisie indienne, la seule alternative imaginable à une nouvelle emprise impérialiste. S. A. Dange a, bien sûr, cautionné l'*emergency* ... La surprise à propos de son exclusion, au cours de l'été 1981, étant due au fait qu'elle soit venue si tard. Depuis, à la traîne du Parti du Congrès (I), le quatrième parti communiste indien, le All India Communist Party (AICP) de S. A. Dange fait chorus avec la *Pravda*. De leur côté, le PCI et le PCI-M se sont tous deux distancés de Moscou et de Pékin, et on parle à leur propos d'une fusion prochaine. ■

La chute de l'« Etoile rouge » du Kerala

FAISANT figure d'exception au milieu du raz de marée électoral de janvier 1980 en faveur d'Indira Gandhi et de sa formation bourgeoise, le Parti du Congrès (1), le vote majoritaire pour le Front démocratique de gauche (LDF), coalition des deux formations staliniennes — PCI-M et PCI — et des partis bourgeois et « communalistes », dans l'Etat du Kerala, l'un des plus industrialisés de l'Inde, portait le PCI-M à la tête du gouvernement régional.

Cela faisait la troisième fois dans l'histoire de cet Etat que l'« Etoile rouge » flottait sur le Kerala (deux autres Etats, le Bengale occidental et le Tripura sont dirigés par les staliniens). Mais, comme lors des deux fois antérieures, l'expérience a été de courte durée. Tactiquement associées au PCI-M pour museler la montée des revendications de la classe ouvrière, les formations bourgeoisies s'en sont défaits dès novembre 1981, après que la coalition du LDF ait fait la démonstration de son

incapacité à satisfaire les revendications des masses, et à faire respecter « la loi et l'ordre » face aux provocations déstabilisatrices de groupes « communalistes » fascisants comme le Rastriya Swayamsewak Sangh (RSS).

Ne tirant nullement les leçons de leur défaite, les dirigeants staliniens ont maintenu le cap de leur politique de collaboration de classe avec les formations bourgeoisies dont ils ont été les jouets, montrant ainsi leur parfaite intégration au jeu politique de la bourgeoisie indienne.

Toutefois, la situation au Kerala n'en a pas été réglée pour autant puisque le nouveau gouvernement local de M. Karunakaran, du Parti du Congrès, s'est retrouvé en difficulté quelques mois seulement après son installation. Et le 17 mars dernier, l'Etat du Kerala était à nouveau placé sous l'administration directe du pouvoir central. De nouvelles élections devaient donc avoir lieu dans les trois mois qui viennent.

Charles LISTER

La chute, en novembre 1981, de l'« Etoile rouge du Kerala » a revêtu un sens à la fois politique et symbolique. C'est en effet dans cette même région de la côte occidentale du sud indien, le 31 juillet 1957, que le Parti communiste indien (PCI) a remporté une victoire électorale historique en prenant une première fois les rênes de l'Etat du Kerala. L'expérience a été de courte durée, dans la mesure où le gouvernement central du *par-dit* Jawaharlal Nehru révoquait le premier gouvernement régional de E. M. S. Namboodiripad deux ans plus tard. Le PCI tombait de haut ; la victoire de 1957 lui avait tellement semblé confirmer les thèses sur « la voie pacifique vers le socialisme » développées par Nikita Khrouchtchev au XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) de février 1956.

Dès le début des années 1950, une crise aiguë sévissait au sein du PCI ; la victoire électorale de 1957 avait permis à sa vieille direction stalinienne d'écarter pour un temps ses éléments « de gauche », futurs « maoïstes » et futur PCI-M. L'échec de la première tentative dans la « voie pacifique » a joué un certain rôle dans la scission de 1964, qui a mené à la formation du nouveau Parti communiste indien-marxiste (PCI-M) pro-chinois. Et c'est sous l'étiquette du PCI-M qu'un parti ouvrier a reconquis, tout aussi brièvement d'ailleurs, le gouvernement régional du Kerala. En 1969, à la tête d'une immense manifestation populaire, le *chief-minister* d'alors (sorte de Premier ministre du gouvernement régional), E. M. S. Namboodiripad (deuxième version), remettait sa démission au gouverneur de l'Etat, Mme Jothi Vencatachellum. Celle-là même qui

a mis, en novembre 1981, une touche finale à l'effondrement du troisième gouvernement de collaboration de classe au Kerala, chapeauté cette fois par le dirigeant du PCI-M, E. K. Nayanar.

Moins de deux ans auparavant, en janvier 1980, le Kerala avait surpris l'Inde tout entière. A contre-courant du raz de marée électoral qui venait de remettre en selle Indira Gandhi et le Parti du Congrès (I) solidement au pouvoir — après deux ans d'attente et d'« humiliations » —, l'Etat du Kerala, lui, a voté majoritairement pour le Front démocratique de gauche (LDF) qui a remporté 94 des 141 sièges de l'Assemblée législative régionale. Le PCI-M de E. K. Nayanar constituait la clef de voûte de cette coalition. Les autres partenaires de cette alliance « anti-gandhiste » — le vieux PCI mis à part — n'étaient qu'un ramassis de petits partis bourgeois bénéficiant d'une implantation régionale ou « communaliste ». Ainsi, on trouvait assis autour d'une même table, sous la présidence du PCI-M, deux autres anciens *chief-ministers* du Kerala : C. H. Mohammed Koya de l'Indian Union Muslim League (IUML), et A. K. Anthony, du Parti du Congrès (S), qui s'était sérieusement « fâché » en 1978 avec le Parti du Congrès (I) qui venait de subir un cuisant échec.

Si, à l'échelle nationale, le PCI-M ne représentait qu'un danger très limité pour la bourgeoisie indienne, dans l'Etat du Kerala, comme au Bengale occidental, le problème était tout autre. Dans ces deux Etats, la politique des partis de la bourgeoisie allait être dictée par la préoccupation de briser le mouvement communiste. Le front de collaboration de classe formé autour du PCI-M ayant pour unique point de ralliement un slogan contre l'« autoritarisme gandhien », ses contradictions in-

ternes ont été sérieusement renforcées par le manque évident d'un programme politique et économique alternatif. Très rapidement, le soutien dont bénéficiait le LDF allait s'effriter, créant frictions et dissensions entre les partenaires du gouvernement « démocratique », où même les tâches administratives étaient accomplies sans aucune coordination.

Les vétérans de l'opportunisme politique, avec A. K. Anthony du Parti du Congrès (S) à leur tête, se sont rapidement employés à exploiter l'incurie flagrante du LDF pour imposer leurs propres intérêts de classe. La bourgeoisie du Kerala a utilisé le PCI-M, jusqu'alors trop puissant obstacle devant le Parti du Congrès (I), pour remettre de l'ordre dans l'Etat... L'histoire du dernier gouvernement du LDF au Kerala est donc une expérience exemplaire de la politique d'un parti ouvrier enfermé dans le carcan de la collaboration de classe.

LE MOUVEMENT OUVRIER DU KERALA

Le Kerala compte la population d'ouvriers qualifiés la plus dense en Inde. L'Etat dispose des plus grands chantiers de

1. Comme partout ailleurs en Inde, il est parfois difficile de différencier les divers partis — bourgeois ou ouvriers — en lice. Les différences de programmes ne sont pas toujours évidentes, la situation est d'autant plus confuse que chaque « lignage » de parti se réclame des mêmes sources et en conserve le sigle. Cela se traduit par une profusion de Parti du Congrès : (I), (S), (M), (J) et autres... Dans le camp du mouvement ouvrier, en plus d'une extrême gauche très fragmentée, il y a le PCI, le PCI-M, le PCI-ML et le AI-PCI. Dans l'Etat du Tamil Nadu, seul autre Etat non dirigé par le Parti du Congrès (I) ni par le PCI-M, le AIA-DMK (bourgeois) est au pouvoir et le DMK (tout aussi bourgeois) est dans l'opposition.

construction navale du pays (Cochin Shipyards, secteur public). La mise sur pieds de ces chantiers navals a eu pour conséquence une notable reprise d'activités dans le secteur industriel privé : petites machines-outils, pièces de rechange, petits moteurs ... Le Kerala était un choix d'autant plus judicieux pour une implantation industrielle que l'Etat est doté d'une infrastructure développée et est un de ces rares Etats où les défaillances en alimentation en énergie sont relativement peu fréquentes (la crise énergétique est un des principaux freins à un développement industriel continu).

Par ailleurs, la classe ouvrière du Kerala est plus politisée. L'histoire du PCI et du PCI-M s'ajoutant au degré relativement élevé d'industrialisation a favorisé la formation de puissants syndicats tel que le Center for Indian Trade Unions (CITU), affilié au PCI-M.

Cette classe ouvrière, une des plus organisées et des plus militantes du pays, est une source permanente de gêne pour la liberté de manœuvre de la bourgeoisie affairiste régionale. Il devenait donc de plus en plus urgent de conjurer au Kerala une lutte de classes de plus en plus accentuée, la mise au pas du PCI-M étant la condition *sine qua non* pour une telle « normalisation ».

Heureusement pour les desseins de la bourgeoisie, la direction du mouvement ouvrier est réformiste comme il est difficile de l'être plus et depuis longtemps rôdée à l'opportunisme le plus aveugle. Il suffira d'à peine quelques semaines de gouvernement LDF pour qu'au parlement régional on ne puisse plus faire la différence entre certains partis au gouvernement et ceux de l'opposition (2).

Le PCI-M, confronté à la résistance conséquente d'une classe tout entière, allait ainsi vers sa chute ... Il ne pouvait en être autrement d'un parti dont un dirigeant — déjà deux fois écarté du gouvernement régional pour des raisons identiques — E. M. S. Namboodiripad, déclarait au lendemain de la victoire du Parti du Congrès (I) du 14 janvier 1980, que « pour résister à l'autoritarisme, aucun parti n'est intouchable », montrant ouvertement son inclination prononcée pour la collaboration de classe.

L'ÉCHEC DU GOUVERNEMENT

Les premières mesures prises par le gouvernement LDF, sous l'impulsion du PCI-M, sont allées dans le sens des revendications ouvrières : augmentation des salaires et des pensions (l'équivalent de 28 francs français par mois constitue maintenant le revenu d'un ouvrier agricole passé la soixantaine — c'est mieux que dans d'autres Etats), réforme agraire (même si elle est bien timide). A cela, il faut ajouter que le LDF a remporté quelques succès contre l'inflation (3). Les syndicats ont gagné en confiance et se sont montrés plus entreprenants : la presse bourgeoise s'en étranglait d'ailleurs d'indignation. La bourgeoisie n'a pas cessé de gémir sur le fait — réel — que les investisseurs n'investissaient plus du tout au Kerala ... Ces

pleureuses offusquées transportaient dans le même temps — secrètement — toutes les entreprises possibles vers d'autres Etats de l'Union indienne où les salaires étaient plus bas et où des partis bourgeois occupaient le pouvoir sans partage (ainsi, une partie importante de l'industrie alimentaire liée à la culture de la noix de cajou serait passée dans l'Etat voisin du Tamil Nadu).

Mais l'hypocrisie était à son comble lorsque l'on sait que l'IUML, avec lequel le PCI-M s'est allié, jouissait du soutien des gros propriétaires musulmans, tandis que le ministre des Finances du gouvernement du LDF, membre du Parti du Congrès (M), distribuait généreusement ses crédits aux gros planteurs qui constituent sa base électorale.

Si les partis bourgeois au gouvernement ne cessaient de s'alarmer de l'incompétence économique du PCI-M, la résistance des « démocrates bourgeois » à la moindre concession faite à la classe ouvrière n'a pas tardé à prendre un nouveau tour. Pour protester contre la puissance — ce qu'ils désignaient comme « l'arrogance » — des syndicats, certains secteurs du commerce se sont mis en grève. Ils ont pu le faire grâce à l'appui financier de la grande bourgeoisie indienne et à l'aide « tactique » du Parti du Congrès (I) et du RSS « communaliste ». A titre d'exemple, on peut citer les conflits répétés entre les marchands du bazar et le syndicat des *head-load-carriers* (porteurs sur tête).

Si la déstabilisation concertée d'un PCI-M déjà peu entreprenant et imaginaire a bien donné lieu à une désintégration économique, c'est la complaisance des stalinienens envers eux-mêmes qui a précipité leur faillite.

Face aux agissements sournois de la bourgeoisie et pour parer au plus pressé, la direction du PCI-M a décidé d'ouvrir toutes grandes les portes de son parti (4). Les dirigeants du parti, convaincus en fait qu'ils ne pouvaient pas compter à long terme sur le soutien de leurs acolytes gouvernementaux, se sont engagés dans une véritable course contre la montre. Sans aucun mot d'ordre de ralliement autre que l'« anti-gandhisme » et incapables de mobiliser les masses sur des questions

clefs, il leur est apparu urgent de gonfler numériquement leurs rangs pour leur permettre de s'imposer physiquement en cas d'agression. Ces dirigeants avaient tout simplement oublié qu'il est impossible d'improviser une base sociale.

Attirés par l'éclat de la victoire des « forts », des milliers d'éléments du lumpen-prolétariat se sont empressés de venir grossir les rangs du PCI-M. Dans une situation de guerre « non déclarée » avec la bourgeoisie, dans le cadre d'une situation économique très difficile, cet élargissement tous azimuts allait devenir le Cheval de Troie qui allait porter le coup de grâce au PCI-M et à la coalition LDF.

L'Inde bien-pensante était conternée ... « la loi et l'ordre » se désintégraient dans l'Etat du Kerala. Contre les invectives des médias régionaux et nationaux, E. K. Nayanar se défendait : « *Les crimes ordinaires, viols, vols, agressions ... sont en régression et n'atteignent certainement pas le niveau de désordre tel qu'il existe dans l'Etat de l'Uttar Pradesh* (sous contrôle du Parti du Congrès (I)). » Par contre, le Kerala détenait alors le triste record en matière d'assassinats « politiques ». Les confrontations sanglantes entre militants du PCI-M et militants du Parti du Congrès (S) étaient devenues quotidiennes, de même que les assassinats (en moyenne un par jour) (5). Provocations et contre-provocations n'en finissant plus, l'appareil central du PCI-M dut bientôt reconnaître son incapacité à contrôler certains secteurs de sa base.

Politique concertée de déstabilisation ? Le Rastriya Swayamsewak Sangh (RSS) — le parti d'extrême-droite « communaliste » — se félicitait ouvertement des bons résultats obtenus dans sa campagne contre le PCI-M, ne désavouant pas sa campagne d'éliminations physiques (6). Phénomène révélateur, le RSS prêche au Kerala l'anticommunisme viscéral, alors que, dans le reste du pays, il se contente de se faire le défenseur « apolitique » de la culture hindoue.

LA CHUTE DE L'« ÉTOILE ROUGE »

L'« Etoile Rouge du Kerala » s'est brisée, résultat quasi inévitable du sabotage économique et de la confrontation organisée par la bourgeoisie, doublé de l'incompétence — et encore le mot est-il faible — de la direction du PCI-M. En effet, le PCI-M n'a pas su fournir aux travailleurs du Kerala de programme cohérent allant dans le sens de leurs intérêts. Il n'a cessé de tergiverser sur des questions clefs, de semer l'illusion par sa rhétorique démagogique, alors que les gains concrets pour la classe ouvrière étaient fragiles et

2. La session budgétaire du 31 mars 1981 a ainsi atteint certains sommets dans l'extrême confusion.

3. *India Today*, 31 octobre 1981.

4. Différence d'approche importante à ce niveau entre le PCI-M du Kerala et celui du Bengale occidental.

5. *India Today*, 16 avril 1981.

6. *India Today*, 15 novembre 1981, souligne que les attentats à la bombe du RSS ont été à l'origine des violences.



rare. Momentanément apeurée par la profusion de drapeaux rouges, la bourgeoisie régionale, assistée d'un Parti du Congrès (I) passé maître en matière de déstabilisation, n'a eu aucun mal à organiser un échec de plus à mettre au passif du PCI-M.

Le 16 octobre 1981, A. K. Anthony, du Parti du Congrès (S), quittait la coalition gouvernementale, entraînant avec lui le Parti du Congrès (M) de K. M. Mani. Indira Gandhi a alors placé l'Etat sous le *President's Rule*, c'est-à-dire l'administration provisoire prévue par la Constitution de l'Union indienne et exercée directement par la capitale, New Dehli, par le biais du gouverneur régional.

Arrogant, le vent en poupe, A. K. Anthony n'a pas hésité à proclamer : « *En nous alliant avec le PCI-M, il nous était impossible de mettre en œuvre une politique véritablement de gauche. Le PCI-M n'est à gauche que dans les mots ; ces gens-là ne croient pas en la démocratie. Nous avons pensé qu'après onze ans de traversée du désert (suite à la chute du gouvernement PCI-M de 1969), ils auraient changé ; pas du tout, tout ce qu'ils veulent, c'est rester au pouvoir.* » Insolent discours venant de la part de quelqu'un qui vient tout juste d'inscrire le mot de « gauche » dans son vocabulaire.

Une partie de la base du PCI-M ne semble pourtant pas mécontente de se retrouver dans l'opposition plutôt que d'« essayer de gérer un système que nous nous sommes jurés de détruire. »

L'Etat du Kerala est aujourd'hui aux mains de K. P. Karunakaran du Parti du



Affiche électorale du PCI(M) en 1971. (DR)

Congrès (I), lui aussi ancien *chief-minister* de l'Etat. Autour du Parti du Congrès (I), dans le United Democratic Front (UDF), on retrouve des « ennemis héréditaires » qui se sont de nouveau acouinés : Congrès (S), Congrès (M), Congrès (J), IUML et le Revolutionary Socialist Party (RSP), qui a au moins la constance de toujours se trouver du côté du plus fort.

Malgré cette défaite, le PCI-M s'entête dans sa politique de collaboration de classe. L'indéracinable E. M. S. Namboor-

diripad, s'adressant aux dirigeants du Parti du Congrès (S), écrivait au moment de l'éclatement de la coalition LDF : « *Les différences qui sont apparues (entre le PCI-M et le Parti du Congrès (S)) sont des malentendus qui peuvent être réglés par des discussions.* (7) »

Charles LISTER
Paris, 24 janvier 1982.

7. *Statesman* (Calcutta), 29 octobre 1981.

Quatrième Internationale

SOMMAIRE

Périodique trimestriel-39^e année/3^e série, n°7
janvier-février-mars 1982

EDITORIAL :

Austérité, rémilitarisation, contre-révolution

G. Taut et M. Warshawsky - Origines et dynamique du sionisme

Livio Maitan - L'eurocommunisme dans l'impasse

John Ross - La politique britannique dans les années 1980

Alan Freeman - Benn et le socialisme britannique

Klaus Meschkat - La social-démocratie et l'offensive socialiste en Amérique latine

ARCHIVES DU MARXISME

Léon Trotsky - Le rapport entre révolution prolétarienne et révolution agraire

NOTES DE LECTURES :

Gérard Chaliand : *Rapport sur la résistance afghane*

TARIFS

ABONNEMENTS : 1 AN,
4 NUMEROS

AUTRES PAYS

Ab. ordinaire 500 francs belges

Ab. soutien 1 000 francs belges

Par avion 600 francs belges

Mandats, virements, chèques pour le

compte CGER n° 001-1020473-12 de

Quatrième Internationale

12, rue de la Buanderie

1000 BRUXELLES

BELGIQUE

FRANCE

Ab. ordinaire 70 francs français

Ab. soutien 140 francs français

Chèques à l'ordre de :

P.E.C.

2, rue Richard Lenoir

93100 MONTREUIL

FRANCE

COLOMBIE

Mauvais résultats de la gauche aux élections générales

5 millions de Colombiens sur les 13 millions d'électeurs inscrits — soit une participation de 38 %, sensiblement plus élevée que celle qui était prévue — se sont déplacés pour voter le 14 mars dernier lors des élections générales, régionales et locales. Les jours précédant l'échéance électorale ont été caractérisés par une accentuation de la pression des initiatives militaires du M-19 (Mouvement du 19 avril) — l'une d'entre elles ayant même eu lieu contre le palais présidentiel — et par une escalade des crimes perpétrés par la bande parapoliciaire du MAS (« *Muerte a los secuestradores* »). Le 14 mars, le pays se trouvait pratiquement en état de siège, occupé militairement, ce qui est un véritable symbole de la situation politique colombienne. Les résultats des élections vont contribuer à aggraver cette situation. Les élections présidentielles du 30 mai prochain vont se dérouler dans une situation très tendue.

Dans le camp de la bourgeoisie, les trois principales listes ont obtenu les résultats suivants :

- Parti libéral (Alfonso Lopez Michelsen) : 1 800 000 votes (36 %) ;
- Parti conservateur (Belisario Betancourt) : 1 700 000 votes (34 %) ;
- « Nouveau libéralisme », du candidat présidentiel « dissident » du Parti libéral (Luis Carlos Galan) : 530 000 voix (11 %).

Ainsi, le Parti libéral seul serait pratiquement assuré de la victoire aux présidentielles s'il parvenait à dépasser sa division actuelle. Mais le candidat « dissident », Luis Carlos Galan, qui a obtenu un important succès dans la capitale, Bogota, ne semble pas disposé pour le moment à se retirer. Aux conflits entre les différentes formations politiques, il faut ajouter ceux qui existent entre les secteurs de la hiérarchie militaire qui appuient l'un ou l'autre des candidats, sans oublier naturellement ceux qui proposent la « candidature » propre de l'armée à la direction politique du pays. Les négociations, manœuvres, etc., qui vont intervenir au cours des prochaines semaines vont approfondir la crise du système bipartite, qui s'est reflétée dans les élections elles-mêmes.

Mais le problème le plus grave posé par ces élections est le résultat de la gau-

che. 70 000 voix (1,4 %) seulement, toutes les candidatures confondues, un chiffre très faible, bien en-dessous de ce qui était prévu, même si certains résultats locaux sont remarquables. Par exemple, à Bogota-Cundinamarca, les listes du Parti communiste colombien (PCC) ont obtenu près de 22 000 voix ; celles de « Unidad de Izquierda Democratica » — à laquelle participait le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), la section colombienne de la IVe Internationale — quelque 4 000 voix. Le PCC a perdu une partie considérable de ses sièges de parlementaires et de ses charges au niveau des municipalités et des régions. Le candidat de la gauche aux prochaines élections présidentielles, Gerardo Molina, a obtenu 24 000 voix pour l'élection au Sénat et il est peu probable qu'il obtienne ce poste, ce qui compromettra gravement les possibilités de sa candidature pour les présidentielles.

Il va désormais être très complexe de poursuivre la campagne unitaire autour de Gerardo Molina. Il est probable, par exemple, que le PCC se « réoriente » vers un appui à Luis Carlos Galan, ou y compris au candidat officiel du Parti libéral, Alfonso Lopez Michelsen, au nom du « vote utile », tout spécialement néfaste en Colombie.

De toute manière, ces dernières expériences unitaires, et la campagne électorale plus généralement, vont néanmoins permettre au PSR d'avancer dans la conquête de l'indépendance politique des travailleurs et dans la construction du Parti révolutionnaire, deux éléments dont l'absence a dramatiquement été mise en évidence par les résultats des élections et l'ensemble de la situation en Colombie.

nouveau centre international : le Comité international (IVe Internationale).

La presse du Comité international saluait aussitôt emphatiquement sa propre naissance comme l'événement le plus important depuis la formation de la IIIe Internationale en mars 1919, et les thèses adoptées comme le document le plus important depuis le *Programme de transition* de 1938.

Le Comité international aura vécu ce que vivent les roses, l'espace d'un printemps. En septembre 1981, Nahuel Moreno accusait publiquement Pierre Lambert de « capituler en France devant le Front populaire », et en novembre, c'était une nouvelle scission.

Cet éclatement n'a rien de surprenant. Il était inscrit dans l'acte de naissance du Comité international que nous avions caractérisée comme une opération sans principe menée contre la IVe Internationale et sur le dos de la révolution nicaraguayenne. Une défaite de la révolution aurait pu donner un semblant de justification à ce rassemblement sectaire et lui accorder un sursis. La poursuite et l'approfondissement de la révolution l'a condamné à une nouvelle dispersion. Rien d'étonnant à ce que la discussion sur la révolution coloniale et le Front unique anti-impérialiste (FUA) soit au centre des polémiques entre Nahuel Moreno et Pierre Lambert.

En outre, une politique sectaire va toujours de pair avec un régime organisationnel sectaire et antidémocratique. Sur ce terrain, Nahuel Moreno et Pierre Lambert ne manquent pas d'arguments pour s'accuser mutuellement de « méthodes stalinienne » et de refus du débat.

DEUX NOUVELLES FRACTIONS INTERNATIONALES

CORQI

Feu le Comité international

En septembre 1979, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale (CORQI), dirigé par Pierre Lambert, et la Fraction bolchevique (dirigée par Nahuel Moreno), organisaient en commun une scission contre la IVe Internationale. Ils formaient ensemble un « Comité paritaire » pour préparer « une Conférence mondiale ouverte ». En décembre 1980, après une campagne contre la répression ... au Nicaragua (!), le Comité paritaire tenait une Conférence, non plus ouverte, mais de fondation d'un

Les fractions issues de la dislocation du Comité international ont entrepris leur réorganisation. Les organisations anciennement regroupées pour la plupart dans le CORQI se sont retrouvées le 21 décembre 1981. Sur les vingt-huit pays officiellement représentés, deux organisations émergent de loin comme les plus significatives, le Parti communiste internationaliste (PCI, ex-OCI) en France et l'Organisation socialiste internationaliste (OSI) au Brésil.

Ce regroupement a pris le nom de Centre international de reconstruction (IVe Internationale) ou CIRQI. Il a commencé la publication mensuelle d'un organe intitulé *Tribune internationale*.

Le CIRQI annonce la tenue d'une Conférence en juillet 1982, avec à l'ordre du jour la révolution mondiale, la Pologne et la révolution politique, la France et le Front populaire, le Front unique anti-

impérialiste (FUA) et le Front unique ouvrier (FUO).

De leur côté, les organisations anciennement regroupées dans la Fraction bolchevique ont tenu leur propre réunion en Colombie, à Bogota, le 5 janvier 1982. Cette réunion était initialement convoquée pour prendre la défense politique du dirigeant révolutionnaire péruvien Ricardo Napuri, ancien dirigeant du CORQI, aujourd'hui accusé par ses anciens camarades d'avoir « capitulé devant la bourgeoisie péruvienne ». La réunion s'est transformée en cours de route en Conférence de fondation d'un nouveau centre international qui a pris le nom de Ligue internationale des travailleurs (LIT) et publie un mensuel, *Courrier international*. Les deux sections nationales de loin les plus représentatives de ce regroupement sont le Parti socialiste des travailleurs (PST) argentin et la Convergence socialiste (CS) du Brésil.

Par-delà leur « guerre civile », le CIRQI et la LIT conservent un point d'accord au moins : le Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale serait une organisation centriste incompatible avec le trotskysme orthodoxe que chaque regroupement prétend incarner en exclusivité.

Comme il est inévitable dans tout processus de dislocation, l'éclatement rapide du Comité international a engendré des fractures et des éclats spécifiques à l'échelle nationale dans certains pays.

Ainsi, au Pérou, Ricardo Napuri, sénateur, a démissionné du Parti ouvrier marxiste-révolutionnaire (POMR) et du même coup du CIRQI. Il a fondé un POMR (U) qui regroupe l'essentiel des forces de l'ancien POMR. Ancien dirigeant du CORQI lui aussi, le secrétaire général de l'organisation vénézuélienne du Comité international, Franceschi, s'est publiquement solidarisé avec Ricardo Napuri, et le Parti socialiste des travailleurs (PST) vénézuélien n'apparaît plus dans la liste — pourtant peu regardante — des organisations fondatrices du CIRQI.

D'un autre côté, le principal dirigeant du Parti socialiste des travailleurs (PST) colombien, Camilo Gonzales, a été exclu de cette organisation en raison de ses désaccords avec Nahuel Moreno. Un dirigeant du PST argentin, Ruben Ribera, s'est solidarisé avec lui et Camilo Gonzales a fondé en Colombie une Convergence socialiste (CS) qui regroupe l'essentiel des forces de l'ancien PST, réduit à sa plus simple expression (il n'a plus de presse depuis plusieurs mois).

REFUS DE SOUTENIR LA CAMPAGNE DU PRT MEXICAIN

Le numéro 1 de *Courrier international* (LIT) contient une furieuse attaque contre le CIRQI et le Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, accusés — à part égales — d'avoir « capitulé devant la bureaucratie polonaise » en ne lançant pas le mot d'ordre d'Assemblée constituante.

Les numéros 1 et 2 de *Tribune internationale* (CIRQI) contiennent un

abondant matériel de discussion sur la question du Front unique anti-impérialiste (FUA), remarquable cependant par l'absence de référence aux exemples concrets les plus épineux : le bilan de l'Alliance révolutionnaire de gauche (ARI) lors des élections générales de mai 1980 au Pérou, ou aux leçons de la révolution en Amérique centrale.

A noter, à propos du Mexique, que le CIRQI comme la LIT se gardent bien de soutenir la campagne révolutionnaire du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la IVe Internationale, pour les prochaines élections.

Dans son numéro 1, *Tribune internationale* écrit en effet : « Les dirigeants du PRT dénoncent le candidat du Parti socialiste unifié du Mexique (PSUM) comme réformiste tandis que les dirigeants du PSUM soulignent l'impossibilité de présenter un candidat unique, c'est-à-dire de réaliser l'unité parce que les candidats ont des projets stratégiques différents. Les masses travailleuses ont pour la première fois la possibilité de présenter légalement des candidats aux élections nationales, et cependant la campagne que mènent le PSUM et le PRT œuvre objectivement comme un élément de confusion et de dispersion en s'opposant à la présentation d'un candidat unique indépendant de la bourgeoisie. » Le PRT, qui défend une ligne d'indépendance de classe et soutient activement la classe ouvrière polonaise contre la bureaucratie est ainsi accusé de division et renvoyé dos-à-dos avec les staliniens du PSUM qui prèchent la collaboration de classe et soutiennent ouvertement le général Jaruzelsky. Une petite minorité de la Ligue ouvrière marxiste (LOM), le groupe mexicain du CIRQI, a cependant décidé de soutenir la campagne du PRT.

De son côté, le Parti ouvrier socialiste (POS), groupe mexicain de la LIT, a signé, à grand renfort de publicité, une déclaration commune avec le PSUM, dans laquelle il appelle à voter pour ce dernier, contre la candidature révolutionnaire du PRT. Le POS a également perdu un nombre important de ses militants, dont certains font campagne avec le PRT ...

ZIMBABWE

Le régime nationaliste contre les grèves

Mercredi 10 mars, quelque 1 800 chauffeurs de bus se sont mis en grève au Zimbabwe (ex-Rhodésie) pour une augmentation des salaires. Las de voir leurs démarches auprès du gouvernement rester vaines depuis deux mois, le comité des travailleurs des entreprises de transport Zimbabwe Omnibus Co (ZOC) et Salisbury United Omnibus Co (SUOC) a appelé à la grève. Après la capitale, Salisbury, cel-

le-ci s'est étendue à d'autres villes, dont Bulawayo, paralysant le transport de dizaines de milliers de personnes.

Les conducteurs de bus de la ZOC et de la SUOC, toutes deux appartenant au consortium United Transport Overseas, réclamaient une hausse de salaire de 16 %, soit le maximum de ce que prévoient les dispositions gouvernementales pour ces catégories de salaires.

Le gouvernement, par la voix de son ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Kumbirai Kangai, devait pourtant s'y opposer farouchement, arguant notamment de ce que toute augmentation de salaire devait tenir compte de celles étant déjà intervenues depuis le 1er janvier 1981. Ces travailleurs ayant déjà obtenu une hausse de 12,5 % en octobre 1981, le gouvernement, malgré l'inflation, était déterminé à n'accepter qu'une faible augmentation complémentaire.

La manière dont le gouvernement s'est opposé à cette grève est significative de la nature des rapports de subordination que le régime de Robert Mugabe, dominé par les nationalistes de la ZANU (PF), entend imposer aux travailleurs du Zimbabwe.

Le ministre du Travail a dénoncé les grévistes en ces termes : « La grève des chauffeurs de bus à Salisbury et Bulawayo est illégale ... Ceux qui ont à cœur les intérêts des masses du Zimbabwe doivent retourner immédiatement au travail. » (*The Herald*, 11 mars 1982). N'hésitant pas à parler de « la mentalité de mercenaires » des grévistes, le ministre du Travail a exigé le ralliement de ceux qui avaient été entraînés dans cette lutte, affirmant à l'adresse de ceux qui s'y refusaient : « Il ne peut y avoir aucune pitié pour eux. » (*The Herald*, 12 mars 1982). L'avertissement n'était pas donné à la légère puisque, dès la veille, de nombreuses forces de police en camions militaires et jeeps avaient encerclé les dépôts de bus où se trouvaient les travailleurs. Parallèlement, et toujours d'après *The Herald* du 12 mars, « en plein accord avec le ministre du Travail », les dirigeants des entreprises de transport ont décidé le licenciement des grévistes.

D'après le *Sunday Mail* du 14 mars, « environ 1 800 grévistes à Salisbury, Bulawayo, Gwelo et Umtali ont été mis à pied et 1 000 travailleurs des bus ont été arrêtés jeudi pour avoir perturbé un service essentiel, laissant des milliers de gens sans moyen de se déplacer ».

Mais ce qui a le plus révolté le ministre du Travail, semble-t-il, c'est que la lutte des chauffeurs de bus s'est organisée indépendamment de la centrale syndicale liée au pouvoir : « Ce qui est le plus inquiétant et sérieux, c'est qu'ils n'ont même pas averti leur syndicat, le Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU), ou la compagnie de bus, de l'action qu'ils allaient entreprendre. (...) Cela est totalement inacceptable et ne peut pas être toléré. » (*The Herald*, 12 mars 1982). Dans le même esprit, un responsable du ZCTU devait accuser les grévistes de s'être « faits justice eux-mêmes ».

Voilà donc une belle unanimité réalisée contre toute recherche par les travailleurs eux-mêmes d'une arme indépendante du gouvernement pour leur lutte syndicale et la satisfaction de leurs revendications. La démagogie nationaliste du gouvernement a pris à cette occasion un sérieux coup de vieux. ■

ANTILLES

Le GRS dans la bataille des cantonales

Les dimanches 14 et 21 mars derniers ont eu lieu en France et dans les « départements » coloniaux d'outre-mer (DOM) des élections cantonales destinées à renouveler la moitié des conseillers généraux.

Après avoir, dans un premier temps, envisagé d'annuler ces élections dans les DOM du fait de la prochaine adoption d'une Loi sur la décentralisation — dont le projet prévoit l'élection d'une Assemblée unique dans chaque DOM au suffrage universel et au scrutin proportionnel —, le gouvernement français acceptait finalement leur organisation sous la pression de la droite coloniale. Celle-ci, forte d'un découpage électoral et d'un mode de scrutin non proportionnel avantageux pour elle, entendait bien garder la haute main sur les conseils généraux des DOM pour ensuite mieux combattre et détourner à son profit la future réforme décentralisatrice du gouvernement Mitterrand-Mauroy.

Même si les résultats de ces élections ne renversent pas la majorité des conseils généraux, toujours aux mains des politiciens réactionnaires des partis de l'ancienne majorité gouvernementale, le Parti socialiste (PS) a néanmoins connu une forte poussée. Dans l'île de la Réunion par exemple, il a augmenté de près de 7 % son score électoral par rapport aux élections cantonales de 1976. Le phénomène du vote légitimiste pour les représentants d'un parti actuellement au gouvernement a certainement joué dans cette progression à peu près générale du PS dans les DOM. De leur côté, les partis communistes des DOM ont tous reculé. Le Parti communiste de la Réunion a ainsi perdu plus de 5 % par rapport aux élections cantonales de 1976.

Dans ce contexte général, les résultats des candidats soutenus par le Groupe révolution socialiste (GRS), la section antillaise de la IVe Internationale, bien que modestes, sont encourageants.

Analysant ces cantonales comme « la première grande bataille politique dans le paysage politique nouveau institué au lendemain de la victoire de François Mitterrand », nos camarades du GRS ont voulu « saisir hardiment et sans complexe la chance qui s'offre (...) de pousser en avant la lutte de libération nationale et sociale ». Le GRS s'est donc présenté

« non seulement pour fixer la tâche de l'heure, à savoir chasser les politiciens de droite, mais également pour offrir aux masses populaires antillaises un programme concret de combat ayant cap sur la décolonisation ». Le GRS a donc appelé à voter « pour les candidats qui se réclament du mouvement anticolonialiste et qui se sont déclarés opposés au système départemental, générateur de tous nos maux ». Dans ce cadre, le vote le plus anticolonialiste était évidemment celui en faveur des candidats du GRS, vote auquel ont appelé nos camarades dans deux cantons de la Martinique, ainsi que pour une liste unitaire à la Guadeloupe.

Combattant pour « la gestion publique sous contrôle ouvrier de l'industrie sucrière, et pour la réalisation d'investissements publics susceptibles de promouvoir les facteurs naturels de développement dont nous disposons », le GRS a aussi appelé à la tenue « d'Etats généraux du mouvement anticolonialiste » (*Révolution socialiste*, 27 février 1982).

En Martinique, le GRS a présenté Jean Elie à l'AJoupa Bouillon, conseiller sortant, qui a été réélu avec 80 % des voix, et Gilbert Pago dans le 3e canton de Fort-de-France. Obtenant le score honorable de 373 voix, soit une quarantaine de plus que le candidat du PCM, Gilbert Pago a fait de bons pourcentages dans certains quartiers ouvriers — 100 voix à Trénelles et 52 à Tivoli — et s'est désisté au second tour pour le candidat du Parti progressiste martiniquais (PPM) dirigé par Aimé Césaire.

En Guadeloupe, le GRS a soutenu la campagne du Comité d'action révolutionnaire pour l'unité des travailleurs (CARUT) qui a présenté Paul Tomiche dans le second canton des Abymes et Robert Niçoise dans le second canton de Sainte-Rose Deshaies. Paul Tomiche a obtenu 112 voix, ce qui représente toutefois la moitié des voix du candidat du PCG dans le même canton. Cette campagne a permis l'organisation de meetings dans de nombreux quartiers populaires et l'association d'une frange de sympathisants à des activités diverses (affichage, tenue des bureaux de vote ou préparation des réunions publiques). ■

BRESIL

"Inprecor" salue "Perspectiva Internacional"

Inprecor salue l'apparition du numéro 1 de sa publication sœur en portugais, au Brésil : *Perspectiva Internacional*.

Perspectiva Internacional se présente comme une revue d'analyse de la lutte de classe internationale, publiée au Brésil en collaboration avec la revue *Inprecor*, déjà éditée en français, anglais, espagnol, allemand, italien et polonais.



Un court texte de présentation définit le projet et la fonction de la revue : « Le développement de processus révolutionnaires, la crise du capitalisme, la re-composition en cours dans le mouvement ouvrier international : tout cela favorise la renaissance de l'internationalisme. Particulièrement pour les militants du Parti des travailleurs (PT) brésilien : le PT lui-même est l'un des faits nouveaux les plus importants au niveau international. Diffuser des analyses sur ces questions, soutenir les luttes des travailleurs contribuer à leur unification, tel est le but de *Perspectiva Internacional*. »

Le premier numéro publie des articles d'Ernest Mandel sur les racines économiques de la crise polonaise, de Daniel Bensaïd sur les leçons de la Pologne ; de Sergio Rodriguez (membre de la direction du PRT mexicain) sur la révolution permanente en Amérique centrale ; de Michael Löwy sur la trajectoire de la social-démocratie en Amérique latine ; de André Gunder Frank sur la politique économique de l'impérialisme et la course aux armements ; de John Ross sur le thème parti ou fraction. Avec, en plus, des nouvelles brèves du mouvement révolutionnaire international et des initiatives de solidarité avec l'Amérique centrale et la Pologne.

Perspectiva Internacional paraîtra tous les deux mois. Bon travail et bonne route à PI ! ■

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

ABONNEZ-VOUS,
RÉABONNEZ-VOUS

A « INPRECOR » !

LES NOTRES

Sam Gordon (1910-1982)

Notre camarade Sam Gordon a succombé, le 12 mars à Londres, après une longue lutte contre le cancer. Son nom est lié à la lutte de notre mouvement pendant la Seconde Guerre mondiale et dans l'immédiat après-guerre. On a pu alors apprécier, en France et dans d'autres pays européens, son allant, son dévouement extrême et sa lucidité. Se déplaçant sans cesse dans l'Europe dévastée, ses efforts ont été déterminants pour rétablir les contacts brisés par la guerre et la répression et œuvrer au renouveau de la IVe Internationale. Il a réussi, par exemple, au terme de recherches difficiles, à retrouver à Bayreuth en juillet 1946, George Jungclas, militant trotskyste chevronné, rescapé miraculeusement des griffes de la Gestapo, dont l'apport fut décisif à la reconstruction de la section allemande. Il ramena d'un de ses voyages en Autriche l'émouvante déclaration des trotskystes de Buchenwald, publiée à la libération du camp.

Sam Gordon a été le premier délégué en Europe du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis de 1945 à 1947 ; il a eu pour tâche de collaborer avec le Secrétariat européen, né sous l'occupation nazie, à la préparation de la première Conférence internationale au lendemain de la guerre qui s'est réunie en mars 1946.

Au début de la guerre, Sam Gordon a été le secrétaire administratif du Secrétariat international (SI), transféré aux Etats-Unis en septembre 1939. A ce titre, sa contribution à la préparation de la Conférence internationale extraordinaire tenue à New York en mai 1940, a été très importante. Il a également fait partie, aux côtés de James P. Cannon, Farrell Dobbs, Joseph Hansen et Antoinette Konikow, de la délégation du SWP qui conféra longuement avec Trotsky à Coyoacan, du 12 au 15 juin 1940, à un moment névralgique de la guerre, coïncidant avec l'entrée de la Wehrmacht à Paris.

Sam Gordon dut mettre un terme à ses fonctions fin 1941, devant servir dans la marine marchande soumise aux raids meurtriers des sous-marins allemands. Outre son action politique et syndicale dans le milieu des marins, il a pu assurer à cette époque les liaisons devenues difficiles avec les trotskystes de plusieurs pays, dont Cuba et la Grande-Bretagne. Il a mis à profit une escale au Havre, en octobre 1944, pour rencontrer le Secrétariat européen, en la personne de Michel Raptis.

Familiarisé avec les idées trotskystes depuis 1927, Sam Gordon a adhéré au mouvement trotskyste américain en 1929 et a collaboré avec James P. Cannon pendant de nombreuses années. Tous ceux

qui l'ont connu et qui ont collaboré avec lui ressentent douloureusement sa perte. *Inprecor* salue sa mémoire et prend part au deuil de Mildred, sa compagne, et de ses proches. ■

INPRECOR
22 mars 1982.

ETAT ESPAGNOL La justice de la monarchie la LKI contre

L'appareil judiciaire de la monarchie espagnole envisage d'ouvrir une procédure contre le Comité exécutif (CE) de la Ligue communiste révolutionnaire d'Euskadi (LKI) a propos d'une déclaration intitulée « *Sur la campagne de calomnies contre la LKI* » qui a été publiée dans le quotidien nationaliste basque *Egin*.

Cette déclaration était une mise au point sur la position de la LKI par rapport à l'ETA, à la suite des polémiques surgies autour des événements de Pologne :

« a) *L'ETA est l'expression non seulement historique, mais aussi actuelle, de la lutte contre l'oppression nationale et elle est reconnue comme sa direction par tout un secteur du mouvement nationaliste révolutionnaire.*

« b) *Notre première position par rapport à l'ETA se fonde sur la défense inconditionnelle du droit à l'indépendance d'Euskadi (autodétermination), et sur la défense inconditionnelle de tout le mouvement nationaliste face à la répression et au centralisme, ce qui implique aussi le combat politique permanent dans le mouvement ouvrier basque et dans celui de l'ensemble de l'Etat espagnol contre toute forme de campagne ou de front "antiterroriste".*

« c) *Nos critiques envers l'ETA se situent donc de ce côté de la barricade, dans le camp de ceux qui veulent combattre le centralisme et en finir avec l'oppression nationale.*

« d) *C'est de ce point de vue que nous avons toujours formulé nos critiques aux actions armées de l'ETA, c'est-à-dire sur leur signification par rapport au développement de la conscience et de l'organisation du mouvement ouvrier et populaire.*

« e) *Sur ce terrain, nos critiques ont souvent été très dures.* »

La police de San Sebastian a donc convoqué notre camarade José Iriarte « Bikila » de la LKI pour lui signifier l'ouverture d'une enquête. Pour les autorités, la déclaration de la LKI constitue un délit d'« *apologie du terrorisme* ». L'ouverture d'une instruction constituerait un très grave précédent et une menace pour la liberté d'expression et d'action de tous les partis du mouvement ouvrier. ■

BELGIQUE

La résistance ouvrière à l'austérité

La résistance des travailleurs belges à la politique d'austérité menée par le cinquième gouvernement conservateur dirigé par Wilfried Martens continue à s'étendre, même si c'est de manière inégale entre les régions et les secteurs industriels. Alors que les deux grandes confédérations syndicales, la FGTB (à direction social-démocrate) et la CSC (à direction social-chrétienne) s'engagent de manière hésitante et en ordre dispersé vers des actions à l'échelle nationale de caractère encore limité, divers secteurs ont déjà décidé de se lancer dans des actions d'ensemble :

— Les cheminots ont décidé une grève générale nationale pour le jeudi 25 mars ;

— Les enseignants ont décidé une grève générale nationale pour le mercredi 31 mars ;

— Depuis le lundi 22 mars, la direction régionale de la FGTB de Mons-Borinage a appelé à une grève générale interprofessionnelle de durée illimitée sur la région, qui a été largement paralysée depuis cette date.

— Le lundi 22 mars également, lors de congrès extraordinaires régionaux de la FGTB, à Tournai-Mouscron et à Charleroi, une large majorité de délégués s'est exprimée en faveur de la grève générale illimitée. A Tournai-Mouscron, la bureaucratie a réussi à empêcher le vote sur cette question. A Charleroi, la base a pu imposer un vote qui a été à 80 % favorable à la grève générale.

Après la manifestation des 10 000 ouvriers sidérurgistes dans les rues de Bruxelles le lundi 15 mars dernier, qui a été accompagnée de violents heurts entre les manifestants et la gendarmerie, le gouvernement réactionnaire a commencé une campagne de dénonciation de l'aile militante du mouvement, visant particulièrement la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT-RAL), la section belge de la IVe Internationale. L'hebdomadaire de la LRT, la *Gauche* du 19 mars, rapporte la substance d'un communiqué de la gendarmerie qui a été lu le mercredi 17 mars à 13 heures à la radio, et qui déclarait ceci : « *Parmi les manifestants se trouvaient des bandes de jeunes extérieurs aux sidérurgistes. Ce sont eux qui sont responsables des bagarres à la place Rogier. Parmi eux se trouvaient la LRT et le PTB.* » Un camarade de la LRT, Daniel Eskenazi, a été arrêté et est depuis lors incarcéré à la prison de Forest. Une campagne unitaire est en train de s'organiser pour exiger sa libération. ■

POUR UN
FRONT MONDIAL
CONTRE L'INTERVENTION
IMPERIALISTE
AU
SALVADOR

